
La situation des forêts dans le bassin amazonien, le bassin du Congo et l'Asie du Sud-Est

Un rapport préparé pour le Sommet des trois bassins forestiers tropicaux
Brazzaville, République du Congo | 31 mai–3 juin, 2011





La situation des forêts dans le bassin amazonien, le bassin du Congo et l'Asie du Sud-Est

Un rapport préparé pour le Sommet des trois bassins forestiers tropicaux
Brazzaville, République du Congo | 31 mai–3 juin, 2011

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ou de l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

ISBN 978-92-5-206888-4

Tous droits réservés. La FAO et l'OIBT encouragent la reproduction et la diffusion du matériel contenu dans ce produit d'information. Les usages non commerciaux seront autorisés à titre gratuit sur demande. Toutefois, la reproduction de ces informations pour la revente ou d'autres fins commerciales, y compris éducatives, pourrait encourir des frais. Les demandes d'autorisation à reproduire ou diffuser du matériel contenu dans ce produit d'information protégé par des droits d'auteurs, et toute autre demande concernant les droits et les permis devront être adressées par courrier électronique à [copyright/fao.org](mailto:copyright@fao.org) ou au Chef, Politique et appui en matière de publication, Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153, Rome.

© FAO 2011



Avant-propos

Les forêts tropicales du bassin amazonien et du bassin du Congo, avec celles d'Asie du Sud-Est, renferment la majeure partie de la biodiversité terrestre de la planète. Elles jouent un rôle crucial encore qu'insuffisamment compris dans la régulation de notre climat. Elles procurent une multitude de produits et services qui contribuent aux moyens d'existence locaux et au développement national. Étant donné leur importance, le monde devrait savoir plus qu'il ne sait aujourd'hui sur ce qui a lieu dans ces forêts. Rares sont les pays en développement dans ces régions tropicales qui ont les moyens financiers de dresser régulièrement des inventaires forestiers, si bien que même les données de base sur l'étendue et l'état des forêts sont souvent périmées ou inexistantes. Pour de nombreux pays, les informations sur la façon dont ces forêts sont gérées ont été souvent encore plus difficiles à obtenir.

Le présent rapport a été préparé comme document d'information pour le Sommet des trois bassins forestiers tropicaux qui aura lieu à Brazzaville, République du Congo, du 31 mai au 3 juin 2011. Le Sommet de Brazzaville (et ce rapport qui en fait partie) est une initiative lancée en temps opportun pour faire le point sur la situation des forêts tropicales de ces régions si importantes afin de promouvoir leur gestion durable. Le rapport tire parti du travail entrepris par le Département des forêts de la FAO et l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), deux organisations internationales qui sont les principaux fournisseurs d'informations sur ces forêts et promoteurs de leur gestion durable.

L'information contenue dans ce rapport provient de la dernière Évaluation des ressources forestières mondiales (FRA) de la FAO, qui communique des informations sur les forêts du monde depuis plus de 60 ans. Elles ont été complétées avec les données tirées du dernier rapport sur la Situation de la gestion des forêts tropicales de l'OIBT et du Questionnaire conjoint du secteur forestier FAO/OIBT/CENUE/Eurostat. Ces sources fournissent ensemble les estimations les plus exhaustives disponibles sur la situation des forêts tropicales, thème qui est au cœur du Sommet de Brazzaville.

Le rapport fournit une grande quantité d'informations sur les forêts comprises dans les pays couverts par le Sommet. Les principaux faits mis en évidence dans le rapport comprennent la diminution récente des taux de déforestation dans toutes les régions ; la participation accrue des parties prenantes (notamment communautaires) à la gestion forestière ; les énormes impacts socioéconomiques des forêts dans tous les domaines ; l'augmentation lente mais progressive des superficies estimées être sous gestion durable et les efforts faits pour évaluer le rôle des forêts dans l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets, y compris le travail préparatoire visant à évaluer les stocks de carbone, afin de profiter des mesures internationales prises pour réduire les émissions résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD+).

Il est toutefois plus inquiétant de constater que, dans ces régions, plusieurs millions d'hectares de forêts tropicales continuent à disparaître (ou sont gravement dégradés) chaque année en faveur d'autres utilisations des terres. Pourquoi cela ? Après tout, la valeur potentielle d'un grand nombre des biens et services procurés par ces forêts dépasse de loin les avantages pouvant être obtenus de pratiquement toute autre utilisation des terres. Des études récentes ont noté, par exemple, que la valeur des services rendus par les forêts tropicales (comme le piégeage du carbone, la conservation de la biodiversité et la protection des sols et des eaux) pourrait atteindre des milliers de dollars par hectare. Malheureusement, les marchés aptes à rémunérer ces services, là où ils existent, en sont encore au stade initial. Face à la pression économique et sociale exercée pour convertir les forêts à d'autres usages, il est essentiel que toutes les valeurs des forêts tropicales soient reconnues et adéquatement récompensées

pour promouvoir leur sauvegarde et leur gestion durable. Le type d'information contenu dans ce rapport jouera un rôle crucial dans l'établissement d'un cadre pour les instruments de surveillance robustes nécessaires dans tout mécanisme commercial éventuel inhérent aux programmes REDD+ ou à ceux relatifs.

Au nom de la FAO et de l'OIBT, nous souhaitons féliciter le Gouvernement du Congo pour avoir proposé et accepté d'accueillir ce Sommet pendant l'Année internationale des forêts, et pour avoir invité nos organisations à y contribuer par le biais de ce rapport d'information. Nous recommandons vivement aux participants au Sommet de l'utiliser dans leurs importantes délibérations visant à garantir à perpétuité l'avenir de nos précieuses forêts tropicales.



Eduardo Rojas-Briales
Sous-Directeur général,
Département des forêts, FAO
Rome, Mai 2011



Emmanuel Ze Meka
Directeur exécutif, OIBT
Yokohama, Mai 2011



Remerciements

Le présent rapport a été préparé par le personnel de la FAO et l'OIBT. Nos remerciements particuliers vont aux collaborateurs suivants : Rémi d'Annunzio, Chris Brown, Carlos Marx Carneiro, Patrick Durst, Steve Johnson, Örjan Jonsson, Arvydas Lebedys, Jean-Claude Nguinguiri, Hivy Ortiz-Chour et Mette Løyche Wilkie pour la préparation du rapport; Philippe Mayaux du Centre de recherche conjoint de la Commission européenne pour la carte et les statistiques sur les types de forêts; Martin Tadoum de la COMIFAC pour avoir facilité le processus de révision; Thorgeir Lawrence, Frédérique Banoun, José Chabás et Flora Dicarolo pour l'édition, les traductions et la mise en page; et Emma Foti pour le soutien administratif.



Table des matières

■ Avant-propos	3
■ Remerciements	5
■ Introduction	10
■ Étendue des forêts	13
■ Caractéristiques de la forêt	17
■ Volume sur pied et stocks de carbone	21
■ Propriété et droits de gestion	24
■ Fonctions désignées des forêts	25
■ Aspects socioéconomiques	28
■ Lois et politiques	31
■ Situation de la gestion des forêts	33
■ Défis et opportunités dans les trois bassins forestiers tropicaux	39
Bassin amazonien	39
Bassin du Congo	42
Asie du sud-est	47
■ Conclusions	52
■ Références citées et autres sources utilisées	55
■ Annexe. Tableaux nationaux	57

Liste des figures

1	Pays compris dans ce rapport	10
2	Répartition des forêts dans les trois bassins forestiers tropicaux	11
3	Les dix pays ayant la superficie la plus étendue de forêt dans les trois bassins forestiers tropicaux, 2010	13
4	Superficie forestière en pourcentage de la superficie terrestre totale par pays, 2010 (%)	14
5	Changement annuel de la superficie forestière, 1990–2010 (millions d’ha)	16
6	Changement annuel dans la superficie forestière par pays, 2005–2010 (1 000 ha/an)	16
7	Types de forêts dans les trois bassins forestiers tropicaux, 2010	17
8	Caractéristiques des forêts des trois bassins, 2010	18
9	Forêt primaire en pourcentage de la superficie forestière totale par pays, 2010 (%)	19
10	Tendances de la superficie de forêt primaire, 1990–2010 (millions d’ha)	19
11	Tendances de la superficie de forêts plantées, 1990–2010 (millions d’ha)	20
12	Volume sur pied par hectare et pays, 2010 (m ³ /ha)	21
13	Tendances des stocks totaux de carbone dans les forêts, 1990–2000 (Gt)	23
14	Modèles de propriété forestière, 2005 (%)	24
15	Droits de gestion des forêts publiques, 2005 (%)	24
16	Tendances des forêts affectées à la production de produits ligneux et non ligneux, 1990–2010 (millions d’ha)	25
17	Tendances des forêts affectées à la conservation de la diversité biologique, 1990–2010 (millions d’ha)	26
18	Tendances des forêts affectées à la protection des ressources en sols et en eau, 1990–2010 (millions d’ha)	27
19	Tendances des prélèvements de bois, 1970–2009 (millions de m ³)	28
20	Contribution de la foresterie au PIB dans les trois bassins forestiers tropicaux, 1990–2006	30
21	Date de ratification de l’Énoncé de politique forestière (nombre de pays)	31
22	Date de ratification de la législation forestière (nombre de pays)	31
23	Superficie forestière couverte par un programme forestier national, 2008 (%)	32
24	Fonctions désignées des forêts du bassin amazonien, 2010 (%)	33
25	Fonctions désignées des forêts du bassin du Congo, 2010 (%)	34
26	Fonctions désignées des forêts d’Asie du Sud–Est, 2010 (%)	34
27	Proportion de la superficie forestière désignée comme domaine forestier permanent par région, 2010 (%)	35
28	Proportion de la superficie forestière dans les aires protégées légalement par région, 2010 (%)	36
29	Proportion de la superficie forestière dans les aires protégées légalement par pays, 2010 (%)	36
30	Proportion de la superficie forestière ayant un plan d’aménagement par région, 2010 (%)	37
31	Proportion de la superficie forestière ayant un plan d’aménagement par pays, 2010 (%)	37
32	Proportion de la superficie forestière sous un régime de gestion durable des forêts par région, 2010 (%)	38

Liste des tableaux

1	Données de base sur les trois bassins forestiers tropicaux	12
2	Superficie forestière dans les trois bassins forestiers tropicaux, 2010	13
3	Tendances de la superficie forestière dans les trois bassins forestiers tropicaux, 1990–2010	15
4	Composition des forêts dans les trois bassins forestiers tropicaux, 2010 (%)	17
5	Superficie de forêt primaire dans les trois bassins forestiers tropicaux, 2010	18
6	Superficie de forêts plantées dans les trois bassins forestiers tropicaux, 2010	20

7	Volume sur pied forestier dans les trois bassins forestiers tropicaux, 2010	21
8	Stocks de carbone dans les forêts des trois bassins forestiers tropicaux, 2010	22
9	Tendances des stocks totaux de carbone dans les forêts du bassin amazonien, 1990–2010	22
10	Tendances des stocks totaux de carbone dans les forêts du bassin du Congo, 1990–2010	23
11	Tendances des stocks totaux de carbone dans les forêts d'Asie du Sud-Est, 1990–2010	23
12	Superficie forestière affectée principalement à la production de produits ligneux et non ligneux dans les trois bassins, 2010	25
13	Superficie forestière affectée principalement à la conservation de la diversité biologique dans les trois bassins, 2010	26
14	Superficie forestière affectée principalement à la protection des ressources en sols et en eau dans les trois bassins, 2010	27
15	Prélèvements de bois dans les trois bassins forestiers tropicaux, 2009	29
16	Emploi dans le secteur forestier dans les trois bassins forestiers tropicaux, 2006	29
17	Situation de la valeur ajoutée du secteur forestier et contribution au PIB, 2006	30
18	Superficie forestière avec un plan de gestion dans les trois bassins forestiers tropicaux, 2010	37
19	Superficie forestière certifiée dans les trois bassins forestiers tropicaux, 2010	38
20	Situation indicative de la participation des instituts et accords forestiers régionaux dans le bassin amazonien	41
21	Situation indicative de la participation des institutions et accords forestiers régionaux dans le bassin du Congo	46
22	Situation indicative de la participation des institutions et accords forestiers régionaux en Asie du Sud-Est	51

Liste des tableaux nationaux en Annexe

1	Données de base sur les pays et régions	58
2	État de l'information sur la superficie forestière	59
3	Étendue des forêts et des autres terres boisées, 2010	60
4	Changement de l'étendue des forêts, 1990–2010	61
5	Étendue des types de forêts	62
6	Caractéristiques des forêts, 2010	63
7	Changement de l'étendue des forêts primaires, 1990–2010	64
8	Changement de la superficie des forêts plantées, 1990–2010	65
9	Volume forestier sur pied et stock de carbone, 2010	66
10	Changement des stocks de carbone dans la biomasse forestière vivante, 1990–2010	67
11	Changement du régime de propriété des forêts, 1990–2005	68
12	Droits de gestion des forêts publiques, 2005 (%)	70
13	Fonction principale désignée de la forêt, 2010	71
14	Changement de la superficie affectée à la production, la protection et la conservation, 1990–2010	72
15	Changement des prélèvements de produits ligneux, 1990–2009	73
16	Emploi formel dans le secteur forestier, 2006	74
17	Contribution du secteur forestier au PIB, 2006	75
18	Domaine forestier permanent et superficie soumise à la gestion durable des forêts, 2010	76
19	Changement de la superficie forestière dans les aires protégées, 1990–2010	77
20	Cadre stratégique et juridique, 2008	78
21	Etat de la ratification des accords internationaux liés aux forêts au 1 ^{er} janvier 2010	79
22	Participation aux initiatives mondiales relatives à la préparation à la REDD+	80

Introduction

Le présent rapport a été préparé comme document d'information pour le Sommet des trois bassins forestiers tropicaux, qui se tiendra à Brazzaville, République du Congo, du 31 mai au 3 juin 2011.

Il couvre les trois bassins et les pays suivants :

- **Bassin amazonien:** Bolivie (État plurinational de), Brésil, Colombie, Équateur, Guyane française, Guyana, Pérou, Suriname et Venezuela (République bolivarienne du).
- **Bassin du Congo:** Angola, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Congo, République démocratique du Congo, Guinée équatoriale, Gabon, Rwanda et Sao Tomé-et-Principe.
- **Asie du Sud-Est:** Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, République démocratique populaire lao, Malaisie, Myanmar, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Singapour, Thaïlande et Viet Nam.

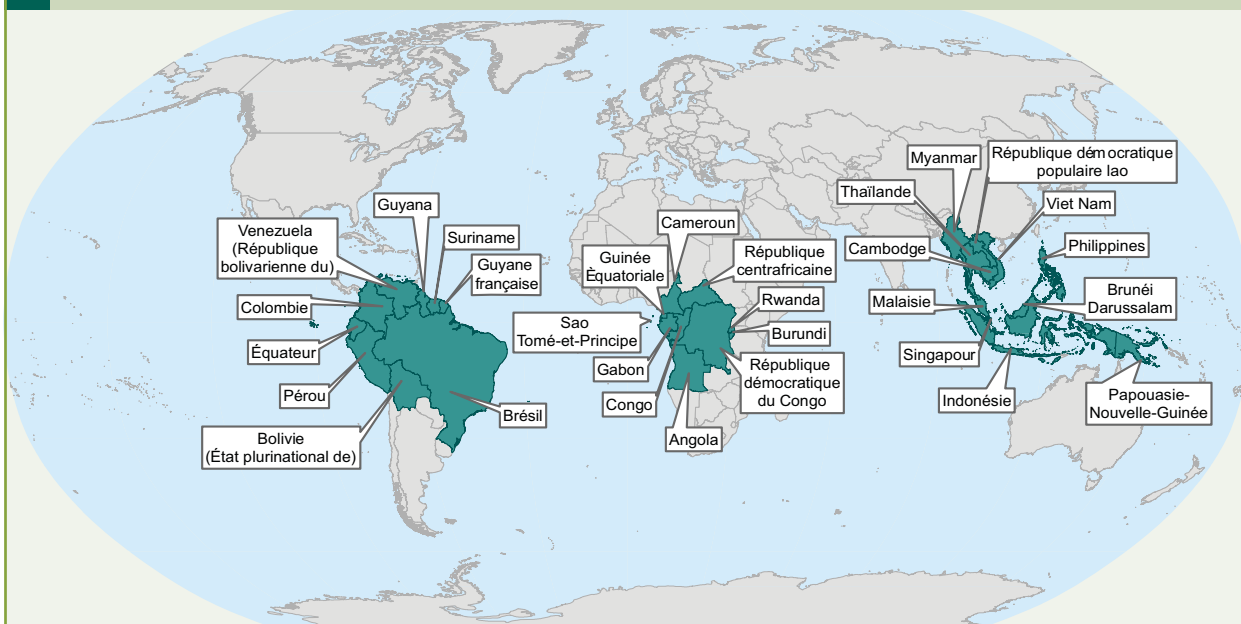
La sélection des pays se fonde sur des groupements géographiques plutôt que politiques et comprend les pays dont les forêts sont, dans une très large mesure, soit des forêts tropicales denses soit des forêts humides décidues.

Pour faciliter les références, les trois groupements régionaux sont indiqués comme *les trois bassins forestiers tropicaux* dans ce rapport, bien que, à strictement parler, ils ne sont pas délimités géographiquement ou hydrologiquement comme bassins et certains pays renferment des forêts qui ne sont pas classées comme forêts tropicales denses.

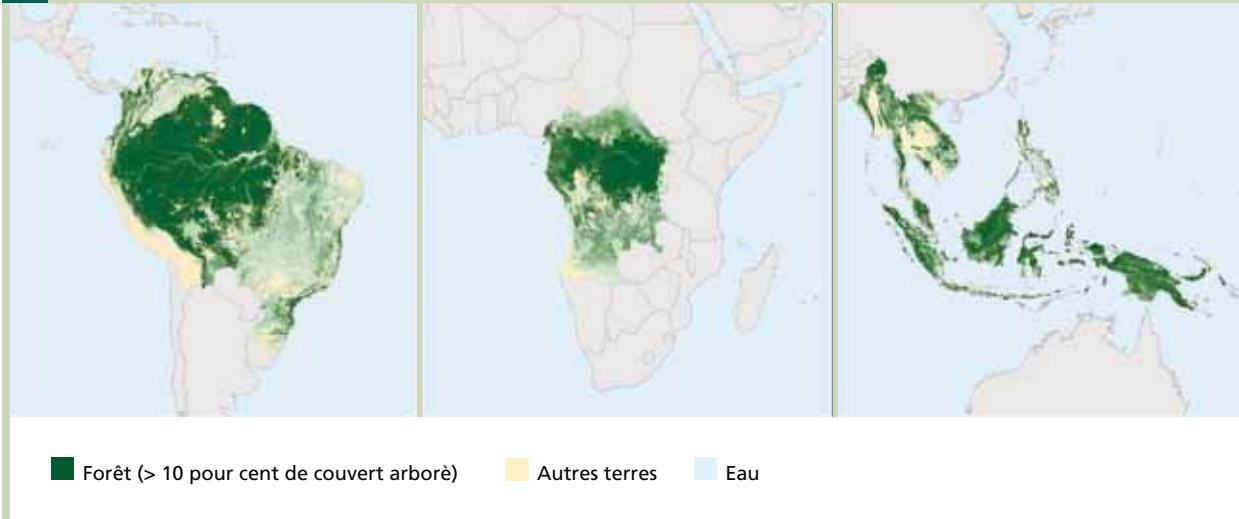
Sauf indication contraire, les informations contenues dans ce rapport se fondent sur les données fournies par les pays à la FAO pour l'Évaluation des ressources forestières mondiales – rapport connu aussi comme FRA 2010 (FAO, 2010), au questionnaire conjoint FAO/OIBT/CENUE/Eurostat du secteur forestier et à l'OIBT pour la *Situation de la gestion des forêts tropicales* – 2011 (OIBT, sous presse) . Les données sur les sources figurent dans les tableaux en annexe.

FIGURE 1

Pays compris dans ce rapport



Répartition des forêts dans les trois bassins forestiers tropicaux



Note: Couvert arboré dérivé de « Moderate-resolution Imaging Spectroradiometer Vegetation Continuous Fields » (MODIS VCF) pixels de 250 mètres, pour l'année 2005. (Hansen et al., 2003)

D'autres informations sur les questions, défis et opportunités et sur les perspectives régionales ont été fournies par les forestiers régionaux de la FAO dans les trois sous-régions, et se basent principalement sur les versions les plus récentes des Études prospectives du secteur forestier (FAO 2003a, 2003b, 2006b, 2010b et 2011b).

Les données présentées couvrent toutes les forêts dans chacun des pays désignés – et pas seulement les forêts tropicales denses – car il n'a pas été possible de regrouper systématiquement les données nationales disponibles. Le document fournit des informations sur la situation actuelle (les meilleures et les plus récentes données ou estimations disponibles, pour 2010 en particulier), ainsi que des tendances au fil du temps (notamment pour 1990-2010). Tous les tableaux et diagrammes qui montrent des tendances se fondent sur les pays qui ont fourni des informations pour toutes les années de référence (1990, 2000 et 2010). Un surcroît d'informations sur la situation jusqu'à 2010 pourrait être disponible pour quelques variables.

Davantage de détails et, dans certains cas, des informations plus récentes sont disponibles dans les pays individuels et, pour le bassin du Congo, dans le rapport *Les Forêts du Bassin du Congo – Etat des Forêts 2010* (sous presse) et ses versions précédentes (PFBC 2006 et 2009). Toutefois, on n'a pas disposé du temps nécessaire pour la collecte, l'analyse et l'incorporation de ces données pour tous les pays ni pour faire coïncider les différentes estimations provenant de sources différentes.

Similarités et différences entre les trois bassins forestiers tropicaux

Les trois bassins forestiers tropicaux ont beaucoup en commun, mais ils présentent aussi des différences notables – tant entre ces trois sous-régions qu'à l'intérieur de chacune.

Ensemble, les 30 pays compris dans cette étude représentent 18 pour cent des terres émergées de la planète et 15 pour cent de la population totale, mais 33 pour cent de la surface forestière mondiale. Vingt-trois pays ont un PIB de moins de 10 000 dollars EU¹ et un tiers des pays sont classés dans la catégorie des pays les moins avancés (UNSD, 2011). Par ailleurs, la plupart des pays (23) ont un taux de croissance annuel du PIB supérieur à trois pour cent par an.

¹ Les exceptions étant le Brésil, le Brunei Darussalam, le Gabon, la Guinée équatoriale, la Malaisie, Singapour et le Venezuela (République bolivarienne du).

TABLEAU 1 Données de base sur les trois bassins forestiers tropicaux							
Région	Superficie terrestre (1 000 ha)	Population 2008				GDP 2008	
		Total (1 000)	Densité (No./km ²)	Taux de croissance annuelle (%)	Rural (% du total)	Par habitant (PPP) (US\$)	Taux de croissance annuelle (%)
Bassin amazonien	1 339 294	318 615	24	1,2	18	9 841	5,1
Bassin du Congo	528 799	129 382	24	2,7	61	1 865	8,3
Asie du Sud-Est	478 295	581 103	121	1,3	54	4 742	4,1
Bassins forestiers tropicaux	2 346 388	1 029 100	44	1,4	44	5 959	4,8
Monde	13 009 550	6 750 525	52	1,2	50	10 384	1,7

La densité de la population est faible dans les bassins amazonien et du Congo mais élevée en Asie du Sud-Est. Plus de la moitié de la population totale du bassin du Congo et d'Asie du Sud-Est vivent en zone rurale. Inversement, plus de 70 pour cent de la population totale du bassin amazonien vivent dans des zones urbaines. Tout en diminuant, le taux de croissance annuel de la population est encore élevé dans le bassin du Congo (2,7 pour cent) mais proche de la moyenne mondiale (1,2 pour cent) dans le bassin amazonien et en Asie du Sud-Est. Le tableau 1 des tableaux en annexe met en évidence les similarités et les différences dans chacune des trois sous-régions.

Étendue des forêts

Les forêts couvrent 57 pour cent de l'ensemble des terres émergées dans les trois bassins forestiers tropicaux contre 31 pour cent de la moyenne mondiale

La superficie forestière totale dans les trois bassins s'élève à plus de 1,3 milliard d'hectares, chiffre qui correspond au tiers de la superficie forestière mondiale totale et à une moyenne de 2,3 hectares de forêt par habitant. Les trois pays les plus riches en forêts (Brésil, République démocratique du Congo et Indonésie) représentent plus de la moitié (57 pour cent) de la superficie forestière totale. La Guyane française, le Suriname et le Gabon ont le pourcentage le plus élevé de terres recouvertes de forêts (98, 95 et 85 pour cent respectivement), alors que Singapour, le Burundi et le Rwanda ont le pourcentage le plus faible allant de 3 à 18 pour cent de leur superficie terrestre totale.

Région	Superficie forestière	
	1 000 ha	% de superficie terrestre
Bassin amazonien	799 394	60
Bassin du Congo	301 807	57
Asie du Sud-Est	242 048	51
Bassins forestiers tropicaux	1 343 249	57
Monde	4 033 060	31

FIGURE 3

Les dix pays ayant la superficie la plus étendue de forêt dans les trois bassins forestiers tropicaux, 2010

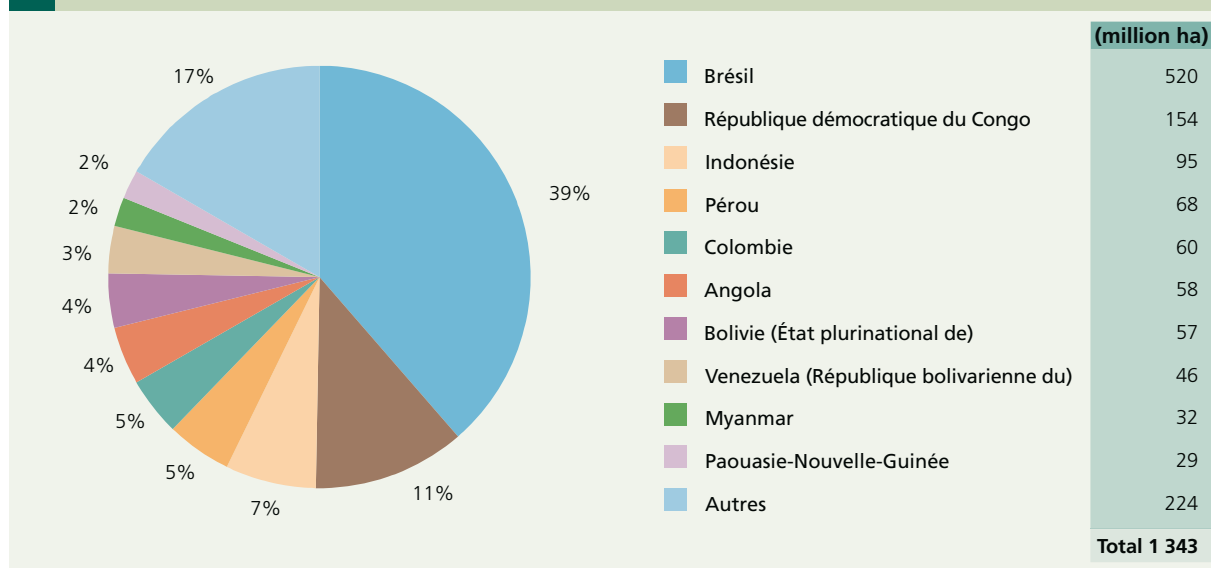
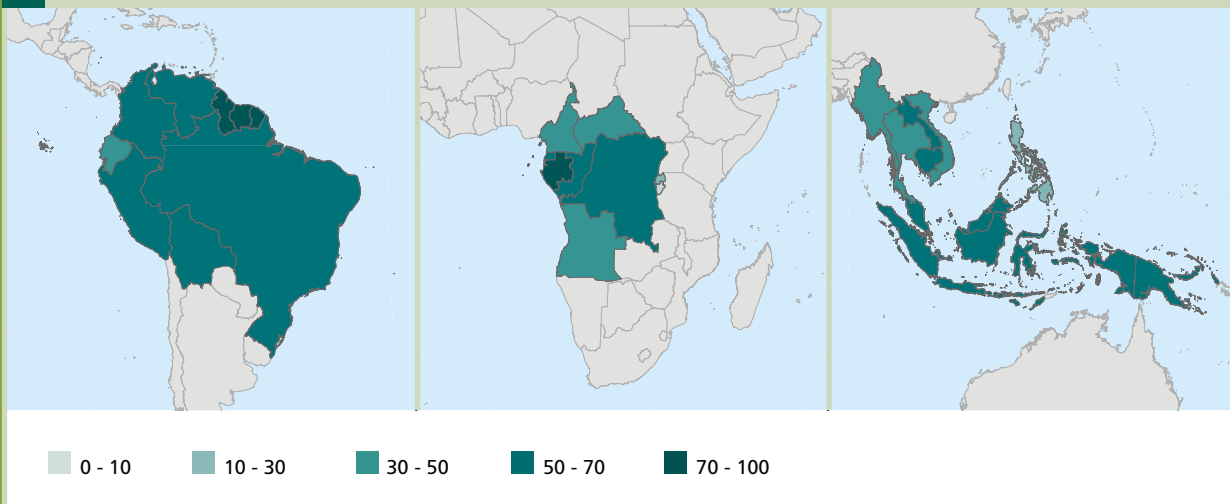


FIGURE 4

Superficie forestière en pourcentage de la superficie terrestre totale par pays, 2010 (%).



Le taux de perte de forêts paraît décroître mais reste dangereusement élevé dans de nombreux pays

Le taux de déforestation, principalement la conversion des forêts à l'agriculture, montre des signes de recul dans plusieurs pays mais se poursuit à un rythme élevé dans d'autres. Simultanément, le boisement et l'expansion naturelle des forêts ont réduit la perte nette de superficie forestière dans certains pays. Ensemble, les trois bassins forestiers tropicaux ont communiqué une perte nette de superficie forestière de 5,4 millions d'hectares par an pour la période 2000–2010, chiffre inférieur aux 7,1 millions par an de la décennie précédente. Le bassin amazonien a connu la perte nette de forêts la plus forte (environ 3,6 millions d'hectares par an entre 2000 et 2010), suivi par l'Asie du Sud-Est, qui a perdu 1 million par an. Le bassin du Congo signale aussi une perte nette de forêts (700 000 ha par an environ) pour la période 2000-2010, mais son taux de perte (0,23 pour cent par an) était considérablement plus faible que celui des deux autres sous-régions (toutes deux juste au-dessus de 0,4 pour cent par an). La réduction de la perte nette de forêts s'est avérée surtout en Asie du Sud-Est, où le taux de perte s'est réduit de plus de la moitié au cours de la décennie écoulée par rapport aux années 1990.

ENCADRÉ 1 Déforestation et changement net de la superficie forestière

La figure ci-dessous est un modèle simplifié qui illustre la dynamique des changements survenant dans la forêt. Il ne comprend que deux catégories : les forêts et toutes les autres terres. La réduction de la superficie forestière peut découler de deux processus : la déforestation et les catastrophes naturelles.

La déforestation, qui est de loin le plus important, implique que les forêts sont défrichées par l'homme et que la terre est convertie à une autre utilisation, comme l'agriculture ou l'infrastructure. Les catastrophes naturelles peuvent aussi détruire les forêts, et lorsque la zone est incapable de se régénérer naturellement et qu'aucun effort n'est fait pour la replanter, elle aussi est convertie à d'autres usages.

Une augmentation de la superficie forestière peut se réaliser de deux manières : soit par le boisement (c'est-à-dire la plantation d'arbres sur des terres qui n'étaient pas boisées auparavant), ou par l'expansion naturelle des forêts (sur des terres agricoles abandonnées, par exemple, phénomène courant dans certains pays européens).

Lorsqu'une partie d'une forêt est défrichée mais replantée (reboisement) ou croît à nouveau d'elle-même dans un laps de temps relativement bref (régénération naturelle), il n'y a aucun changement de la superficie forestière.

Pour FRA 2010, il a été demandé aux pays de fournir des informations sur leur superficie forestière pour quatre périodes : 1990, 2000, 2005 et 2010. Cela a permis de calculer le changement net de la superficie forestière au fil du temps. Ce changement net correspond à la somme de tous les changements négatifs dus à la déforestation et aux catastrophes naturelles et de tous les changements positifs découlant du boisement et de l'expansion naturelle des forêts. L'information disponible ne permet pas de calculer le taux de déforestation pour chaque pays.

DYNAMIQUES DES CHANGEMENTS DE LA FORÊT

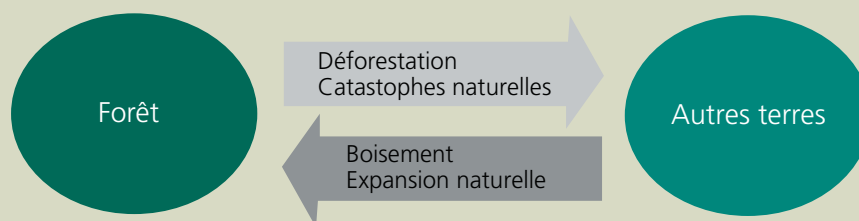


TABLEAU 3 Tendances de la superficie forestière dans les trois bassins forestiers tropicaux, 1990–2010

Région	Superficie (1 000 ha)			Changement annuel (1 000 ha)		Taux de changement annuel (%)	
	1990	2000	2010	1990–2000	2000–2010	1990–2000	2000–2010
Bassin amazonien	874 321	835 847	799 394	-3 847	-3 645	-0,45	-0,44
Bassin du Congo	316 078	308 864	301 807	-721	-706	-0,23	-0,23
Asie du Sud-Est	277 817	252 324	242 048	-2 549	-1 028	-0,96	-0,41
Bassins forestiers tropicaux	1 468 216	1 397 035	1 343 249	-7 118	-5 379	-0,50	-0,39
Monde	4 168 399	4 085 063	4 032 905	-8 334	-5 216	-0,20	-0,13

FIGURE 5

Changement annuel de la superficie forestière, 1990–2010 (millions d'ha)

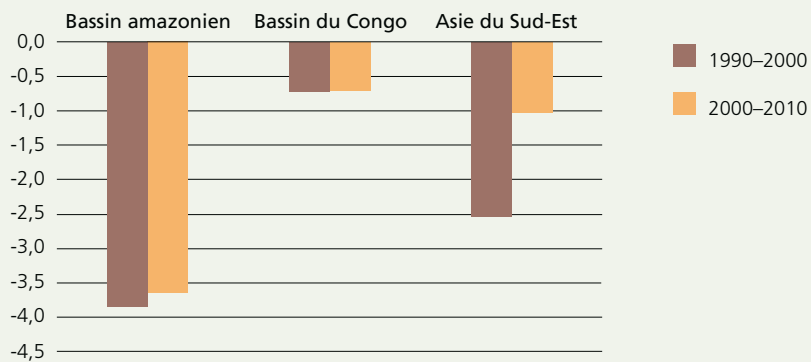
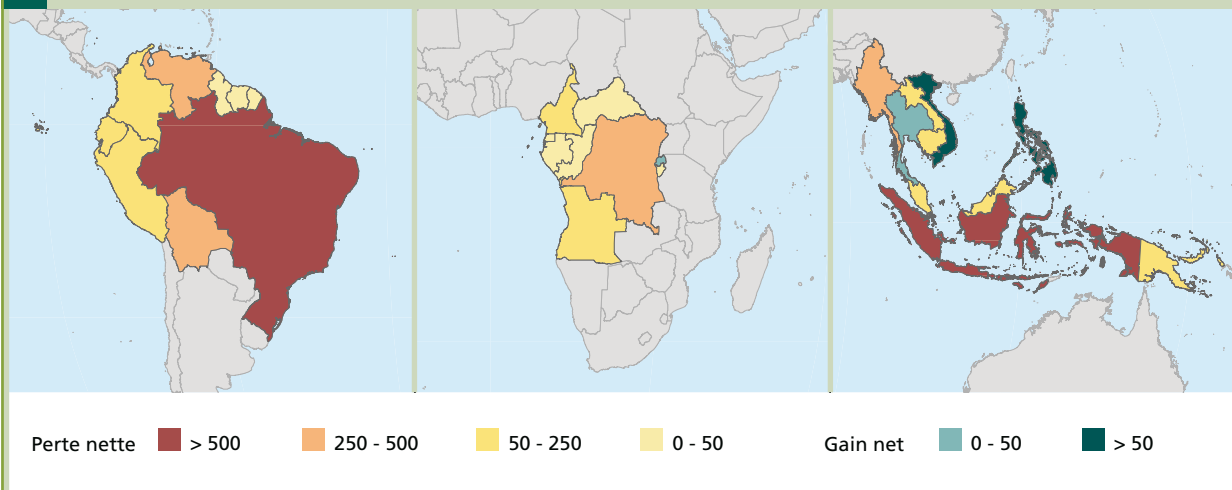


FIGURE 6

Changement annuel dans la superficie forestière par pays, 2005–2010 (1 000 ha/an)



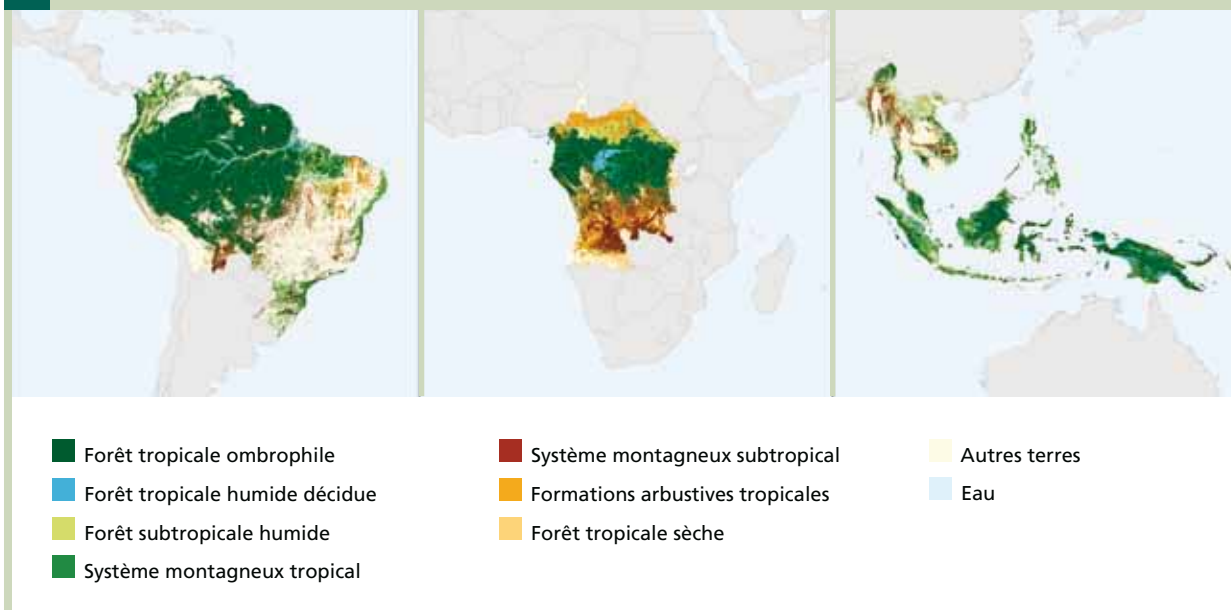
Caractéristiques de la forêt

Les deux tiers des forêts dans les trois bassins forestiers tropicaux sont classées comme forêts tropicales humides denses

La plupart, mais non la totalité, des forêts dans les trois bassins sont classées comme forêts tropicales humides denses. Les trois régions comprennent aussi une superficie considérable de forêts inondées (y compris les mangroves) et quelques forêts tropicales sèches. Le cinquième environ de toutes les forêts sont classées comme mosaïque – un mélange de forêts et d'autres terres, où les îlots de forêts sont fragmentés et difficile à classer séparément. Les forêts primaires et les autres forêts régénérées naturellement dominant, et représentent 98 pour cent de toutes les forêts.

FIGURE 7

Types de forêts dans les trois bassins forestiers tropicaux, 2010



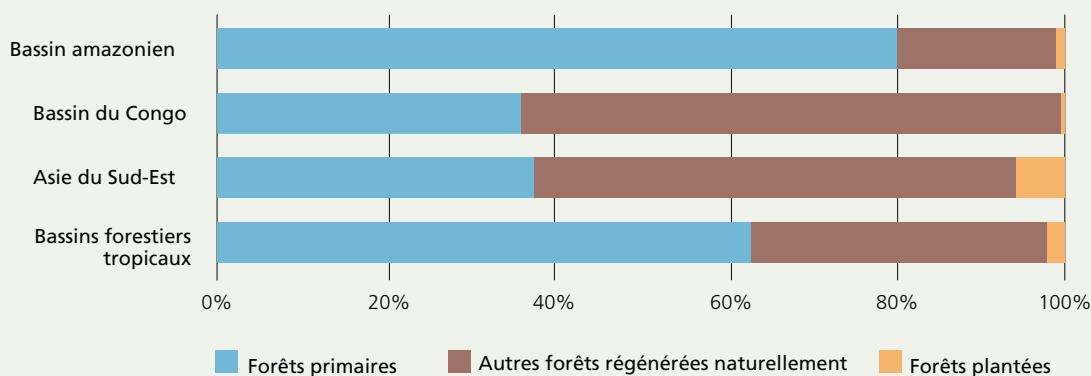
Source: Couvert végétal mondial 2000 (GLC2000) du Centre conjoint de recherche de la Commission européenne.

TABLEAU 4 Composition des forêts dans les trois bassins forestiers tropicaux, 2010 (%)

Région	Forêt dense humide	Forêt sèche dense	Forêt inondée	Forêt mosaïque
Bassin amazonien	73	5	4	18
Bassin du Congo	59	23	4	15
Asie du Sud-Est	55	6	6	33
Bassins forestiers tropicaux	66	9	4	21

FIGURE 8

Caractéristiques des forêts des trois bassins, 2010



Les forêts primaires comptent pour 62 pour cent de la superficie forestière, mais elles ont diminué d'environ 40 millions d'hectares depuis 2000

Les forêts primaires consistent en espèces indigènes où aucune trace d'activité humaine n'est clairement visible et où les processus écologiques ne sont pas sensiblement perturbés. Les forêts primaires des trois bassins forestiers tropicaux comprennent les écosystèmes les plus riches en espèces et les plus variés de la planète. Ensemble, les pays dans les trois bassins représentent plus de la moitié de toutes les forêts primaires présentes dans le monde soit plus de 830 millions d'hectares. La majorité des pays ont communiqué qu'une proportion importante de leurs forêts est primaire, un tiers des pays indiquant que plus de la moitié de leur superficie forestière est classée comme primaire. Cependant, il existe une grande variation entre les trois bassins, les moyennes allant de 35 dans le bassin du Congo à 37 pour cent en Asie du Sud-Est et 80 pour cent dans le bassin amazonien. Au niveau mondial, huit des dix pays ayant la proportion la plus élevée de forêts classées comme primaires se situent dans ces trois bassins. L'amenuisement de la superficie de forêt primaire au cours de la décennie écoulée est égal à 5 pour cent et est dû, dans une large mesure, à l'incorporation des forêts primaires dans la catégorie des « autres forêts régénérées naturellement » en raison de la coupe sélective et d'autres interventions humaines. La perte la plus importante en termes absolus se manifeste dans le bassin amazonien, alors que le taux de perte le plus élevé en termes de pourcentage serait le fait du bassin du Congo.

TABLEAU 5 Superficie de forêt primaire dans les trois bassins forestiers tropicaux, 2010

Région	Forêt primaire	
	Superficie (1 000 ha)	% de la superficie forestière totale
Bassin amazonien	636 744	80
Bassin du Congo	106 448	35
Asie du Sud-Est	90 202	37
Bassins forestiers tropicaux	833 395	62
Monde	1 462 114	33

FIGURE 9

Forêt primaire en pourcentage de la superficie forestière totale par pays, 2010 (%)

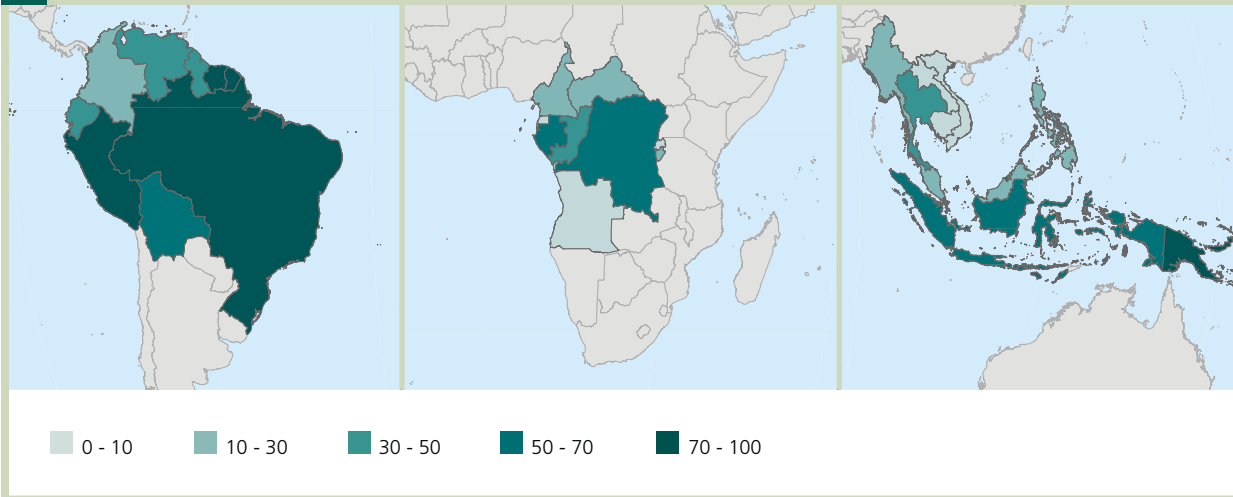
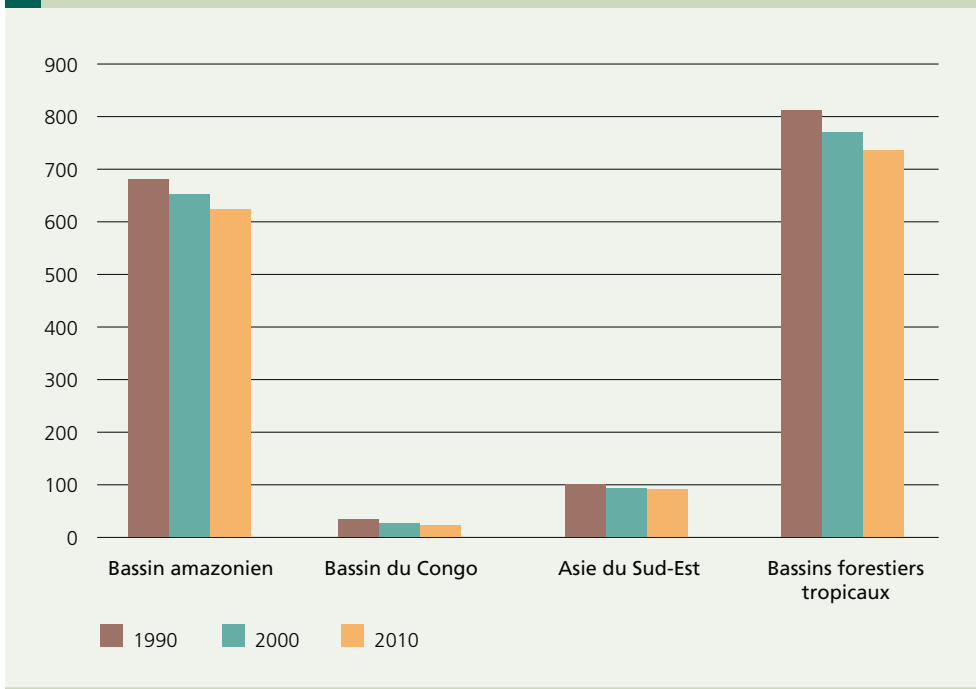


FIGURE 10

Tendances de la superficie de forêt primaire, 1990–2010 (millions d'ha)

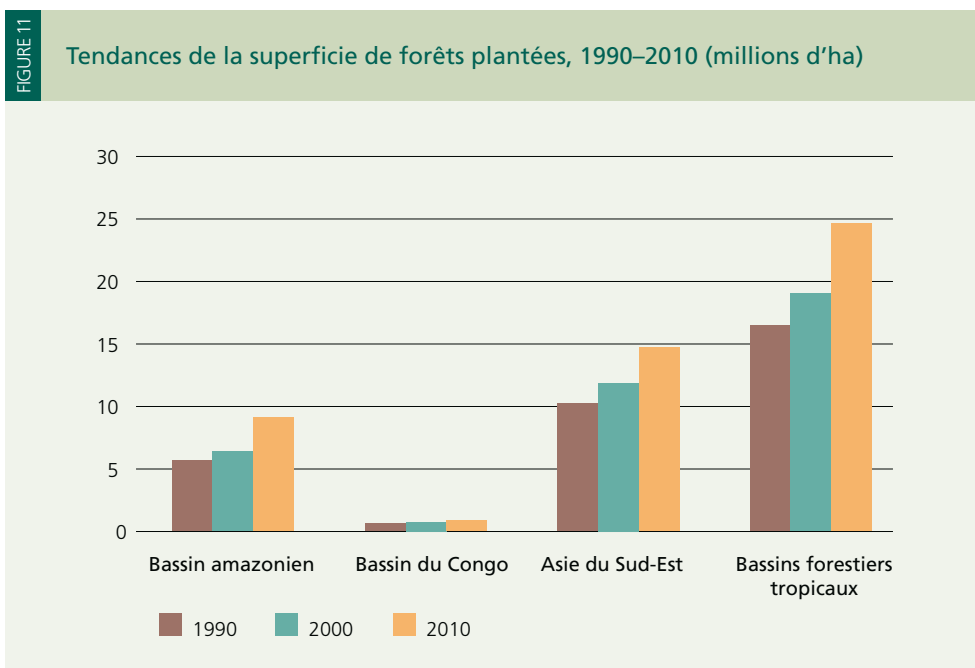


Note: L'information n'est pas disponible pour tous les pays. Voir le tableau 7 de l'annexe pour plus de détails.

La superficie de forêts plantées augmente mais ne représente encore que 2 pour cent de la superficie forestière totale

Les forêts et les arbres sont plantés pour de multiples objectifs et représentent 1,9 pour cent environ de la superficie forestière totale dans les trois bassins forestiers tropicaux, soit 24 millions d'hectares. La superficie totale de forêts plantées est la plus étendue en Asie du Sud-Est où elle représente 6 pour cent de la superficie forestière totale, alors que la plus limitée concerne le bassin du Congo où seul 0,3 pour cent de la superficie forestière totale est établi par plantation. Entre 2000 et 2010, la superficie de forêts plantées s'est accrue de plus d'un demi million d'hectares par an en moyenne, la majeure partie se situant dans le bassin amazonien et l'Asie du Sud-est.

Région	Forêts plantées	
	Superficie (1 000 ha)	% de la superficie forestière totale
Bassin amazonien	9 862	1,2
Bassin du Congo	813	0,3
Asie du Sud-Est	14 576	6,0
Bassins forestiers tropicaux	25 250	1,9
Monde	264 923	6,6



Note: L'information sur les tendances n'était pas disponible pour tous les pays. Voir le tableau 8 de l'annexe pour plus de détails.

Volume sur pied et stocks de carbone

Les forêts dans les trois bassins forestiers tropicaux renferment 47 pour cent du volume sur pied mondial

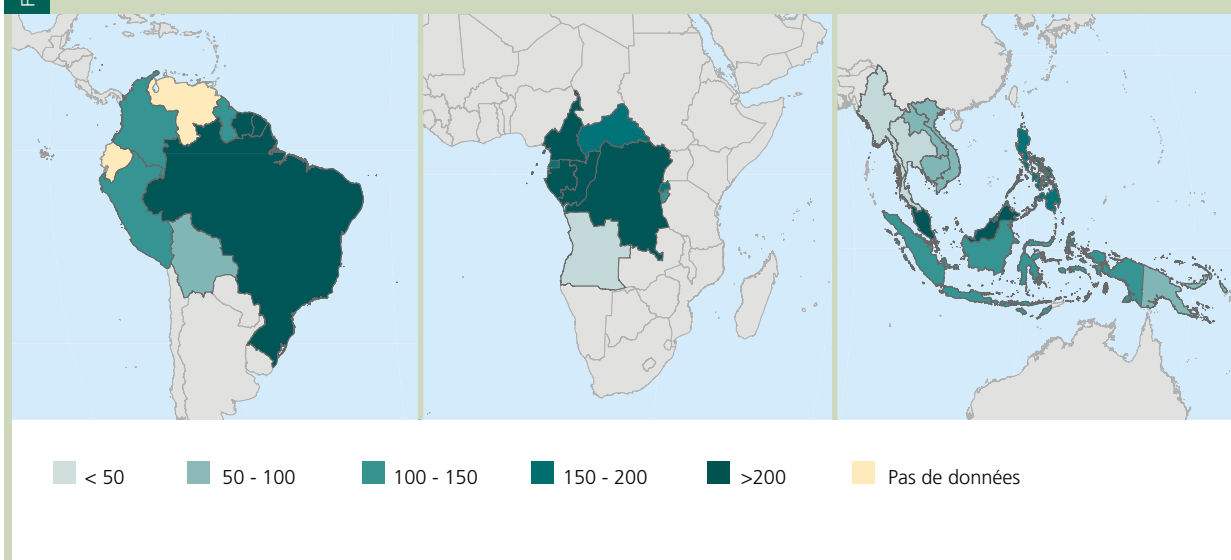
Le volume total des forêts dans les trois bassins est estimé à plus de 250 milliards de mètres cubes, l'équivalent d'une moyenne de 188 m³/ha. Toutefois on constate une grande variation entre les pays, les moyennes nationales communiquées allant de 40 m³/ha environ en Angola et Thaïlande à 350 m³/ha en Guyane française, huit pays rapportant une moyenne nationale de plus de 200 m³/ha.

Région	Volume sur pied (millions de m ³)	
	Total (million m ³)	m ³ /ha
Bassin amazonien	156 028	195
Bassin du Congo	57 673	191
Asie du Sud-Est	39 313	162
Bassins forestiers tropicaux	253 014	188
Monde	527 203	131

Note: Sont incluses les estimations de la FAO pour combler les lacunes. Voir FAO 2010a pour plus de détails.

FIGURE 12

Volume sur pied par hectare et pays, 2010 (m³/ha)



Les forêts dans les trois bassins forestiers tropicaux renferment une grande quantité de carbone

Les estimations réalisées pour FRA 2010 montrent que les forêts mondiales renferment 652 gigatonnes (Gt) de carbone dans leur biomasse, le bois mort, la litière et le sol. Quarante-deux pour cent de ce chiffre (soit 271 gigatonnes) se trouvent dans les trois bassins forestiers tropicaux, malgré que ces pays ne représentent que 33 pour cent de la superficie forestière totale. Cela est dû au fait que les forêts dans ces trois bassins renferment une quantité plus élevée de carbone par hectare (202 tonnes par hectare) que la moyenne mondiale (162 tonnes par hectare). Bien que la gestion durable, la plantation et la réhabilitation des forêts puissent conserver ou accroître les stocks de carbone forestier, la déforestation, la dégradation et la gestion impropre des forêts les réduisent. Les stocks totaux de carbone dans les forêts de ces trois bassins ont diminué d'environ 1,2 Gt par an pendant la période 2000-2010 en raison notamment de l'amenuisement de la superficie forestière.

TABLEAU 8 Stocks de carbone dans les forêts des trois bassins forestiers tropicaux, 2010

Région	Carbone dans la biomasse		Carbone dans le bois mort		Carbone dans la litière		Carbone dans le sol		Stock de carbone total	
	millions de tonnes	t/ha	millions de tonnes	t/ha	millions de tonnes	t/ha	millions de tonnes	t/ha	millions de tonnes	t/ha
Bassin amazonien	95 495	119,5	6 025	7,5	3 108	3,9	71 669	89,7	176 297	220,5
Bassin du Congo	35 992	119,3	2 664	8,8	634	2,1	17 452	57,8	56 741	188,0
Asie du Sud-Est	23 469	97,0	491	2,0	547	2,3	13 696	56,6	38 203	157,8
Bassins forestiers tropicaux	154 956	115,4	9 180	6,8	4 288	3,2	102 817	76,5	271 241	201,9
Monde	288 821	71,6	32 904	8,2	38 984	9,7	291 662	72,3	652 371	161,8

Note: Sont incluses les estimations de la FAO pour combler les lacunes. Voir FAO, 2010a pour plus de détails.

TABLEAU 9 Tendances des stocks totaux de carbone dans les forêts du bassin amazonien, 1990-2010

	Stock total de carbone (millions de tonnes)			Changement annuel (millions de tonnes)		Taux de changement annuel (%)	
	1990	2000	2010	1990-2000	2000-2010	1990-2000	2000-2010
Carbone dans la biomasse	103 001	99 221	95 495	-378	-373	-0,37	-0,38
Carbone dans le bois mort	6 468	6 252	6 025	-22	-23	-0,34	-0,37
Carbon in litter	3 385	3 238	3 108	-15	-13	-0,44	-0,41
Carbone dans le sol	78 798	74 957	71 669	-384	-329	-0,50	-0,45
Stock total de carbone	191 652	183 667	176 297	-798	-737	-0,42	-0,41

Note: Sont incluses les estimations de la FAO pour combler les lacunes. Voir FAO, 2010a pour plus de détails.

TABLEAU 10 Tendances des stocks totaux de carbone dans les forêts du bassin du Congo, 1990-2010

	Stock total de carbone (millions de tonnes)			Changement annuel (millions de tonnes)		Taux de changement annuel (%)	
	1990	2000	2010	1990-2000	2000-2010	1990-2000	2000-2010
Carbone dans la biomasse	37 727	36 835	35 992	-89	-84	-0,24	-0,23
Carbone dans le bois mort	3 115	2 923	2 664	-19	-26	-0,64	-0,92
Carbone dans la litière	665	648	634	-2	-1	-0,26	-0,22
Carbone dans le sol	18 300	17 873	17 452	-43	-42	-0,24	-0,24
Stock total de carbone	59 807	58 278	56 741	-153	-154	-0,26	-0,27

Note: Sont incluses les estimations de la FAO pour combler les lacunes. Voir FAO, 2010a pour plus de détails.

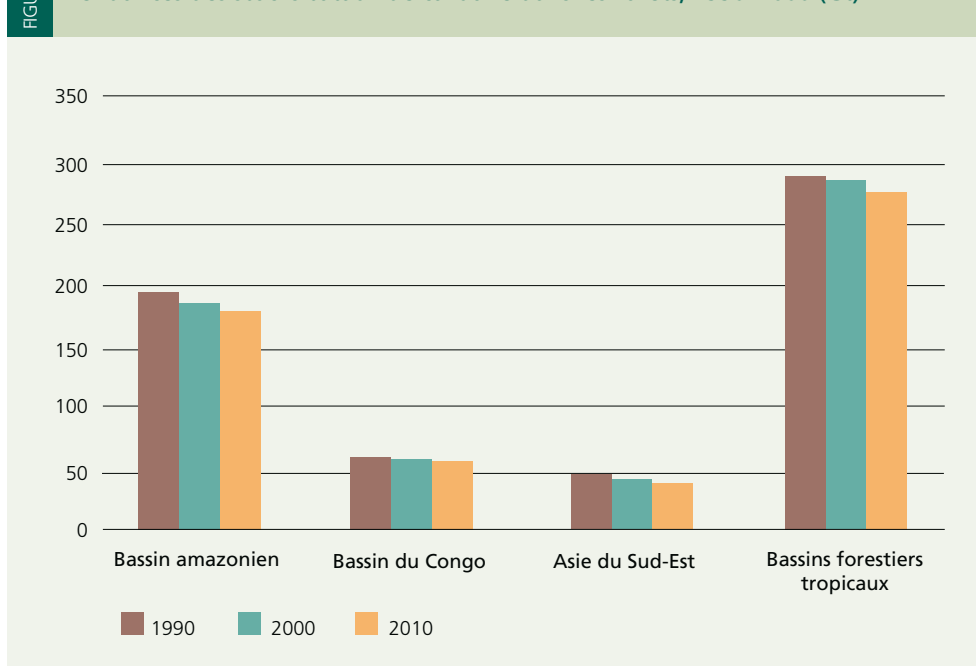
TABLEAU 11 Tendances des stocks totaux de carbone dans les forêts d'Asie du Sud-Est, 1990-2010

	Stock total de carbone (millions de tonnes)			Changement annuel (millions de tonnes)		Taux de changement annuel (%)	
	1990	2000	2010	1990-2000	2000-2010	1990-2000	2000-2010
Carbone dans la biomasse	27 936	26 229	23 469	-171	-276	-0,63	-1,11
Carbone dans le bois mort	561	518	491	-4	-3	-0,79	-0,53
Carbone dans la litière	588	553	547	-3	-1	-0,61	-0,12
Carbone dans le sol	15 624	14 220	13 696	-140	-52	-0,94	-0,37
Stock total de carbone	44 710	41 521	38 203	-319	-332	-0,74	-0,83

Note: Sont incluses les estimations de la FAO pour combler les lacunes. Voir FAO, 2010a pour plus de détails.

FIGURE 13

Tendances des stocks totaux de carbone dans les forêts, 1990-2000 (Gt)



Note: Sont incluses les estimations de la FAO pour combler les lacunes. Voir FAO, 2010a pour plus de détails.

Propriété et droits de gestion

83 pour cent des forêts sont domaniales mais la propriété ou la gestion des forêts par des particuliers, des communautés et des entreprises privées va en s'accroissant

Malgré les changements survenus dans le régime de propriété et le régime forestier dans certains pays, la grande majorité des forêts dans les trois bassins reste publique. Cependant la situation varie entre les régions et les pays. Dans le bassin du Congo, 99 pour cent de toutes les forêts sont publiques, alors que dans le bassin amazonien et en Asie du Sud-Est près de 20 pour cent sont privées. Dans quelques pays se dessine une tendance croissante vers la participation des communautés et des entreprises privées à la gestion de forêts publiques. Le Brésil et les Philippines signalent qu'une grande proportion des forêts publiques sont gérées par des communautés (37 et 47 pour cent respectivement), alors qu'au Cameroun, au Congo et en Indonésie plus de 40 pour cent des forêts publiques sont gérées par des entreprises et institutions privées (concessionnaires). Dans le bassin amazonien, les entreprises et les institutions privées ne gèrent guère les forêts publiques, bien qu'on prévoie une augmentation à l'avenir du fait de la loi sur la concession forestière introduite en 2006 au Brésil.

FIGURE 14

Modèles de propriété forestière, 2005 (%)

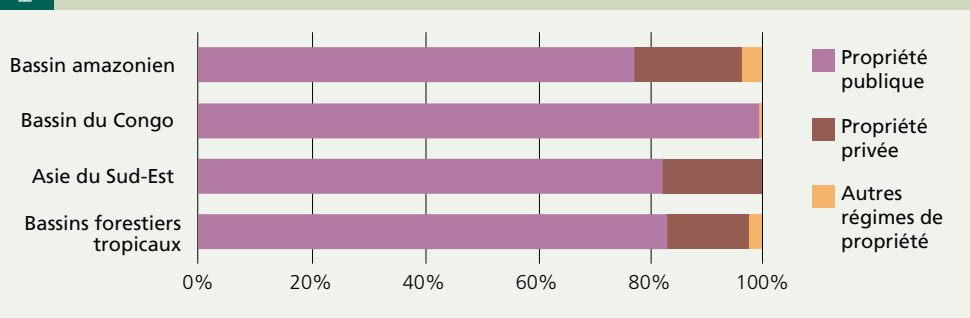
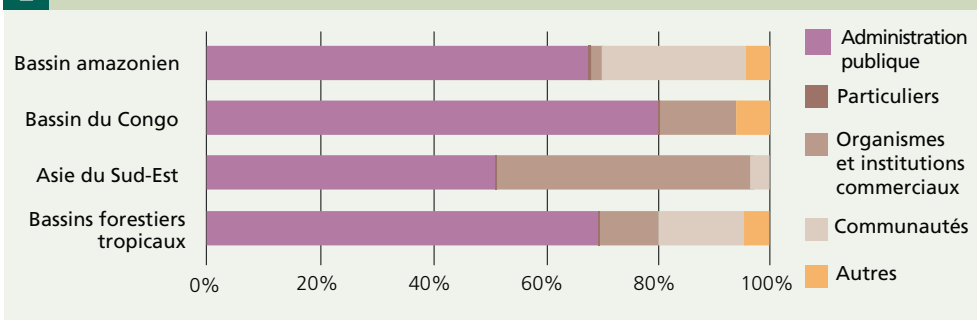


FIGURE 15

Droits de gestion des forêts publiques, 2005 (%)



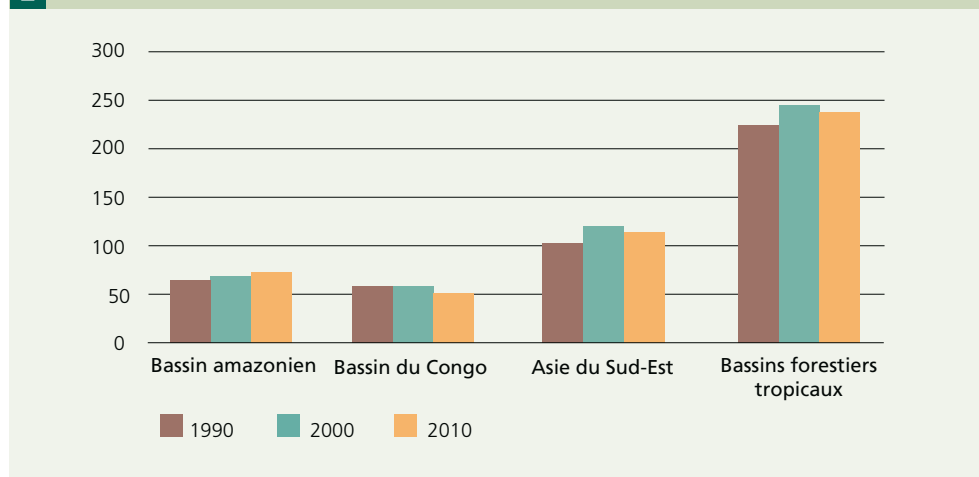
Fonctions désignées des forêts

21 pour cent des forêts sont affectés principalement à la production de produits ligneux et non ligneux

Près de 279 millions d'hectares de forêts sont gérés principalement pour la production de produits ligneux et non ligneux dans les trois bassins. En outre 135 millions d'hectares (10 pour cent) sont affectés à de multiples usages, qui dans la plupart des cas comprennent la production de produits ligneux et non ligneux. La superficie affectée principalement à des objectifs de production a augmenté de 20,6 millions d'hectares dans les années 1990 mais a diminué de 7,5 millions d'hectares au cours de la décennie écoulée à cause des réductions dans le bassin du Congo et en Asie du Sud-Est et malgré une augmentation dans le bassin amazonien. Cependant, de profondes différences existent entre les

Région	Superficie forestière affectée principalement à la production	
	Superficie (1 000 ha)	% de la superficie forestière totale
Bassin amazonien	108 258	14
Bassin du Congo	58 884	20
Asie du Sud-Est	111 411	46
Bassins forestiers tropicaux	278 553	21
Monde	1 196 168	30

FIGURE 16 Tendances des forêts affectées à la production de produits ligneux et non ligneux, 1990–2010 (millions d'ha)



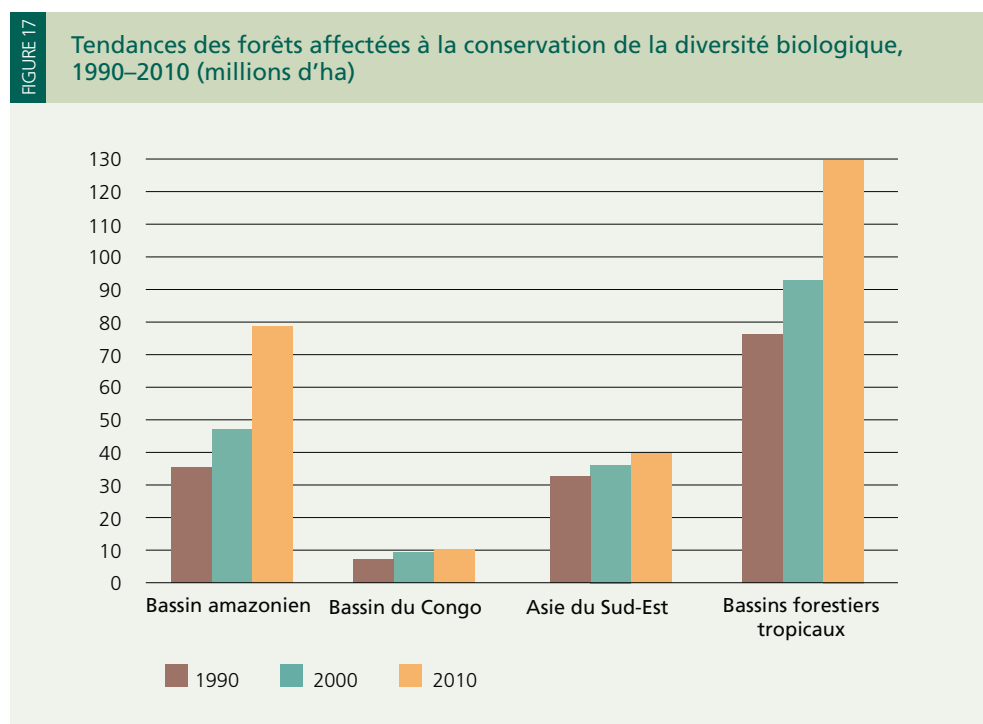
Note: Les données sur les tendances ne sont pas disponibles pour tous les pays. Voir le tableau 14 de l'annexe pour plus de détails.

pays dans les trois bassins : des augmentations de la superficie affectée à la production dans la décennie précédente au Brésil, au Cameroun, aux Philippines, en Thaïlande et au Viet Nam, et des réductions signalées par le Cambodge, le Gabon, l'Indonésie, le Myanmar, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Pérou et le Venezuela (République bolivarienne du).

14 pour cent des forêts sont affectés à la conservation de la diversité biologique

La superficie forestière totale dans les trois bassins forestiers tropicaux où la conservation de la diversité biologique est désignée comme fonction principale a augmenté de plus de 53 millions d'hectares depuis 1990, dont près des deux tiers étaient désignés entre 2000 et 2010, la majorité se situant dans le bassin amazonien. Ces forêts représentent actuellement 14 pour cent de la superficie forestière totale soit plus de 187 millions d'hectares. La plupart mais non la totalité de ces forêts sont situées dans des aires protégées.

TABLEAU 13 Superficie forestière affectée principalement à la conservation de la diversité biologique dans les trois bassins, 2010		
Région	Superficie affectée principalement à la conservation	
	Superficie (1 000 ha)	% de la superficie forestière totale
Bassin amazonien	110 015	14
Bassin du Congo	37 331	12
Asie du Sud-Est	39 780	16
Bassins forestiers tropicaux	187 126	14
Monde	463 415	12

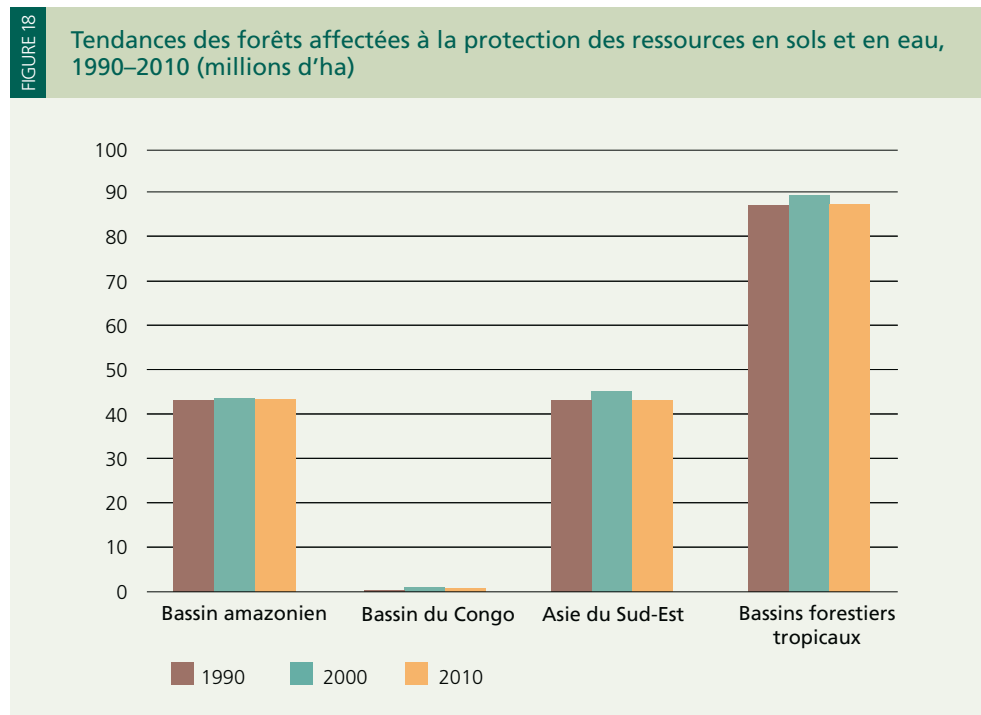


Note: Les données sur les tendances ne sont pas disponibles pour tous les pays. Voir le tableau 14 de l'annexe pour plus de détails.

7 pour cent des forêts ont pour objectif principal la protection des sols et de l'eau

Près de 98 millions d'hectares de forêts sont affectés à la protection, notamment la conservation des sols et des ressources en eau. Ces zones se sont accrues dans les années 1990 (au Myanmar et au Viet Nam principalement) mais ont diminué de 18 millions d'hectares entre 2000 et 2010, notamment en Asie du Sud-Est.

Région	Superficie forestière affectée principalement à la protection des ressources en sols et en eau dans les trois bassins, 2010	
	Superficie (1 000 ha)	% de la superficie forestière totale
Bassin amazonien	53 799	6,7
Bassin du Congo	645	0,2
Asie du Sud-Est	43 433	17,9
Bassins forestiers tropicaux	97 877	7,3
Monde	329 168	8,2



Note: Les données sur les tendances ne sont pas disponibles pour tous les pays. Voir le tableau 14 de l'annexe pour plus de détails.

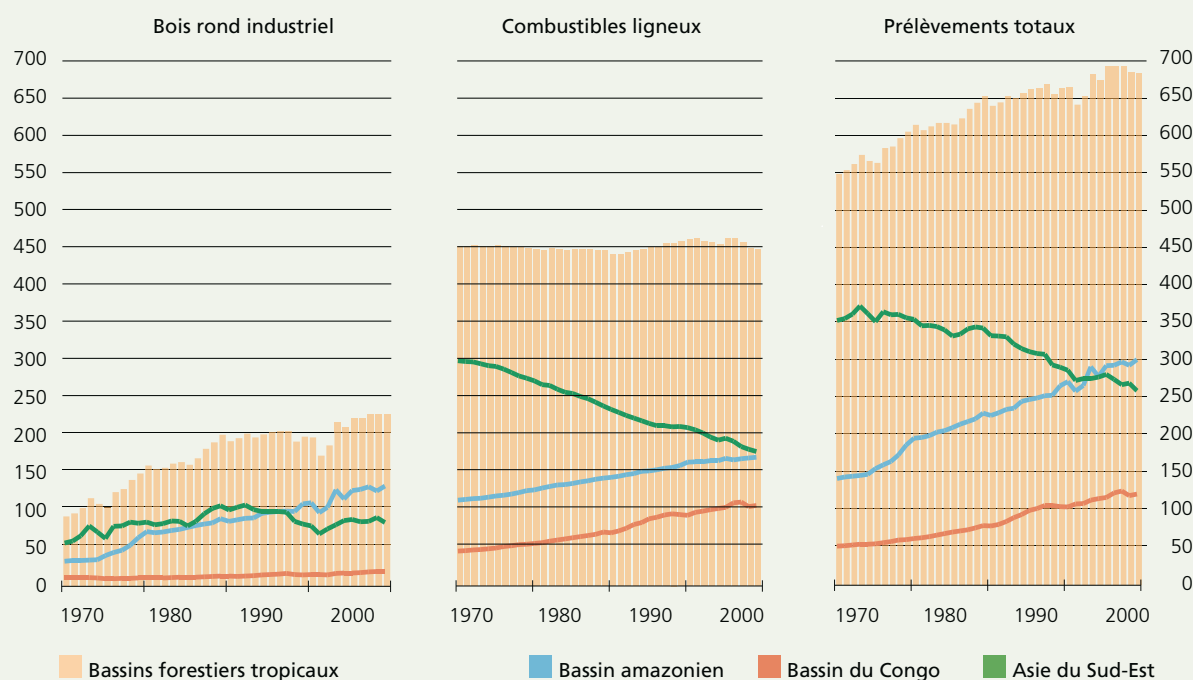
Aspects socioéconomiques

La production de bois rond industriel s'est accrue régulièrement alors que celle de combustibles ligneux est restée relativement constante depuis les années 1970

Dans les trois bassins forestiers tropicaux, les prélèvements de bois se sont élevés à 0,7 milliard de mètres cubes par an (21 pour cent des prélèvements mondiaux). Les prélèvements de bois totaux dans ces trois bassins se sont accrus de 6 pour cent depuis 1990 ; un recul continu en Asie du Sud-Est a été compensé par une hausse continue dans les bassins amazonien et du Congo. Les combustibles ligneux comptent pour plus des deux tiers du bois prélevé dans le bassin du Congo et en Asie du Sud-Est. Dans les pays du bassin amazonien, le rapport entre les combustibles ligneux et le bois rond industriel est proche de la moyenne mondiale de 57 pour cent, en raison notamment de l'expansion rapide des industries du bois et de la pâte dans cette région au cours des deux dernières décennies.

FIGURE 19

Tendances des prélèvements de bois, 1970–2009 (millions de m³)



Région	Bois rond industriel	Combustibles ligneux		Prélèvements totaux
	millions de m ³	millions de m ³	% du total	millions de m ³
Bassin amazonien	132	170	56	301
Bassin du Congo	17	105	86	122
Asie du Sud-Est	83	177	68	260
Bassins forestiers tropicaux	231	452	66	683
Monde	1 424	1 851	57	3 275

Région	Production de bois rond (1 000 EPT)	Transformation du bois (1 000 EPT)	Pâte et papier (1 000 EPT)	Total pour le secteur forestier	
				1 000 EPT	% du total de la force de travail
Bassin amazonien	358	553	267	1 178	0,9
Bassin du Congo	36	20	1	57	0,1
Asie du Sud-Est	230	506	304	1 039	0,4
Bassins forestiers tropicaux	624	1 078	571	2 274	0,5
Monde	3 876	5 459	4 374	13 709	0,4

Plus de 2 millions de personnes sont employées de façon formelle dans le secteur forestier

Dans les trois bassins, près de 2,3 millions de personnes sont employées de façon formelle dans la production de bois rond, la transformation du bois et les industries de la pâte et du papier. Étant donné que l'emploi dans la foresterie et la transformation du bois est, dans une large mesure, exclu du secteur formel et des statistiques officielles, les emplois liés à la forêt et aux produits forestiers sont certainement plus importants pour les moyens d'existence ruraux et les économies nationales que ne le suggèrent les chiffres officiels.

Le secteur forestier contribue pour 2 pour cent au PIB

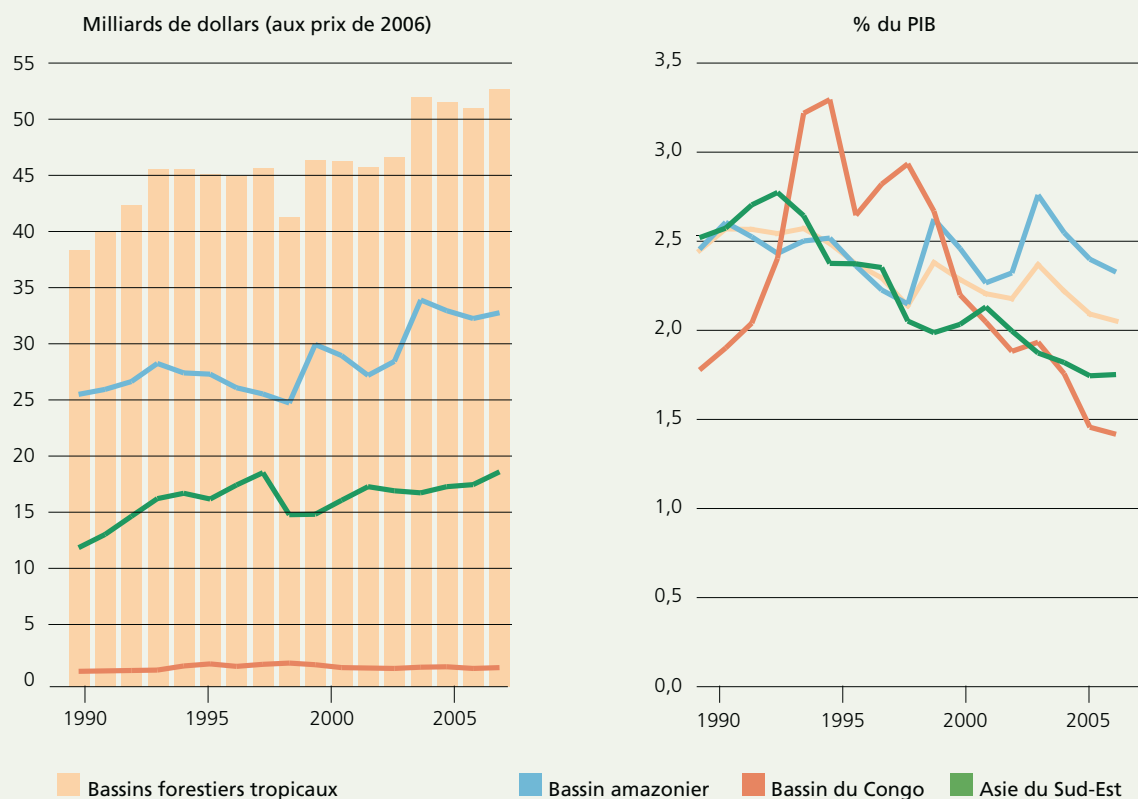
Les activités forestières, la transformation du bois et l'industrie de la pâte et du papier combinées contribuent pour 2 pour cent au PIB dans l'ensemble des trois bassins, mais pour un pourcentage sensiblement plus élevé dans plusieurs pays. La contribution du secteur forestier au PIB diminue, d'autres secteurs de l'économie se développant plus rapidement. Les investissements dans la transformation du bois et dans l'industrie de la pâte et du papier ont aidé à maintenir à un niveau relativement stable la contribution du secteur forestier au PIB dans le bassin amazonien, alors que dans les deux autres régions elle diminue. Dans le bassin du Congo, plus de 80 pour cent de la valeur ajoutée viennent de la foresterie et de l'exploitation forestière et un pour cent seulement de l'industrie de la pâte et du papier, alors qu'en Asie du Sud-Est moins de 40 pour cent sont attribués à la foresterie et à l'exploitation forestière, 34 pour cent en plus venant de l'industrie du bois et 27 pour cent de l'industrie de la pâte et du papier. Le bassin amazonien se situe entre les deux. Vu l'absence de données sur l'utilisation à des fins de subsistance des forêts et sur l'économie informelle, la contribution totale du secteur forestier au PIB est indubitablement plus élevée dans de nombreux pays.

TABEAU 17 Situation de la valeur ajoutée du secteur forestier et contribution au PIB, 2006

Région	Répartition de la valeur ajoutée brute du secteur forestier en 2006							
	Foresterie et exploitation forestière		Industrie du bois		Industrie de la pâte et du papier		Total (milliards de \$EU)	Contribution au PIB (%)
	milliards de \$EU	%	milliards de \$EU	%	milliards de \$EU	%		
Bassin amazonien	19,6	60	5,5	17	7,7	23	32,8	2,3
Bassin du Congo	1,2	82	0,2	17	n.s.	1	1,4	1,4
Asie du Sud-Est	7,2	39	6,4	34	5,1	27	18,7	1,7
Bassins forestiers tropicaux	27,9	53	12,2	23	12,8	24	52,9	2,0
Monde	117,5	25	149,8	32	200,6	43	467,9	1,0

FIGURE 20

Contribution de la foresterie au PIB dans les trois bassins forestiers tropicaux, 1990–2006



Lois et politiques

Des progrès sensibles ont été accomplis dans l'élaboration des politiques forestières, la formulation de lois et les programmes forestiers nationaux ces dix dernières années

Sur les 30 pays compris dans ce rapport, 24 ont un énoncé de politique forestière nationale et 13 d'entre eux l'ont mis en application ou à jour depuis 2000. Sur les 26 pays qui ont une loi forestière spécifique, dix pays ont signalé que leur loi forestière actuelle a été mise en vigueur ou amendée depuis 2000. Vingt-cinq pays, représentant plus de 94 pour cent de la superficie forestière totale dans les trois bassins, sont couverts par un programme forestier national, un processus participatif pour la formulation et la mise en œuvre de politiques forestières et des engagements internationaux au niveau national. La grande majorité d'entre eux ont été établis depuis 2000.

FIGURE 21

Date de ratification de l'énoncé de politique forestière (nombre de pays)

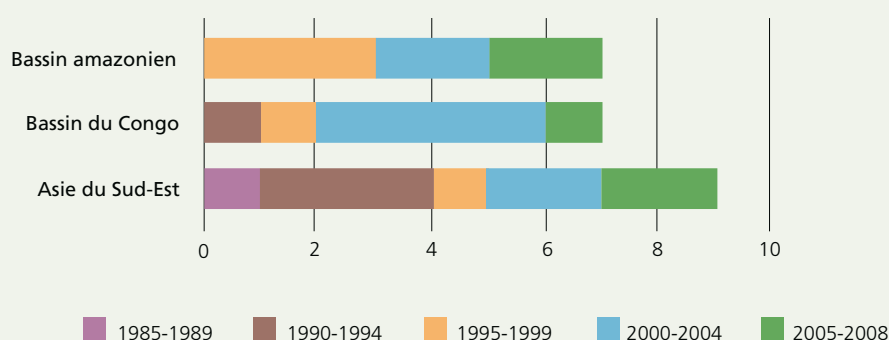


FIGURE 22

Date de ratification de la législation forestière (nombre de pays)

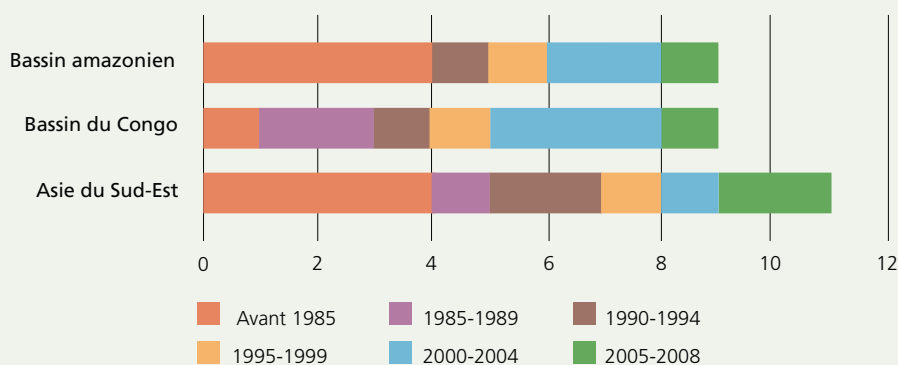
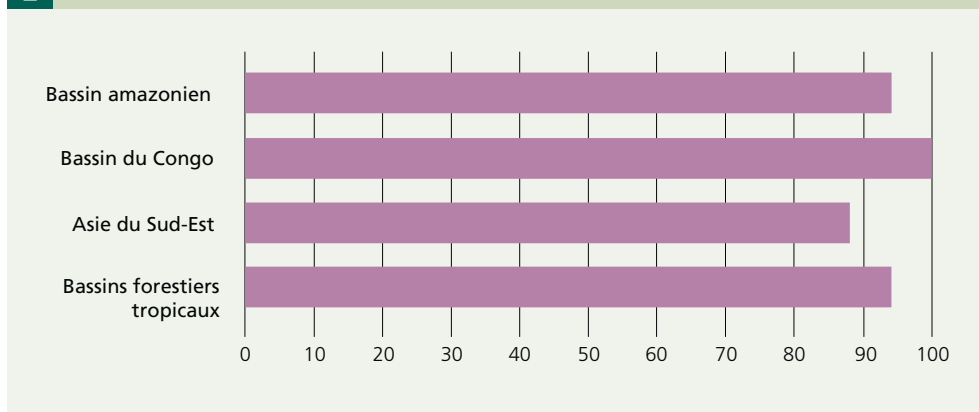


FIGURE 23

Superficie forestière couverte par un programme forestier national, 2008 (%)



Les conventions et accords principaux liés aux forêts ont été ratifiés par tous les pays

Tous les pays ont ratifié les conventions de Rio (CDB, CCD et CCCC), le Protocole de Kyoto et l'Instrument non juridiquement contraignant sur tous les types de forêts du Forum des Nations Unies sur les forêts. La plupart des pays ont ratifié aussi la CITES, Ramsar et la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel. Vingt et un pays ont signé l'Accord international sur les bois tropicaux de l'OIBT. (Voir le tableau 21 de l'annexe pour plus de détails).

Situation de la gestion des forêts

Les forêts sont gérées pour une multitude d'utilisations et de valeurs

Les forêts des trois bassins forestiers tropicaux sont conservées et gérées de façon croissante pour de multiples usages et valeurs, souvent en combinaison. Près de 135 millions d'hectares, soit 10 pour cent de toutes les forêts, sont affectés à de multiples usages, c'est-à-dire pour toute combinaison, quelle qu'elle soit, de production de biens, de protection des sols et de l'eau, de conservation de la biodiversité et de fourniture de services sociaux, aucune d'entre elles n'étant considérée individuellement comme une fonction prédominante. Le bassin amazonien et le bassin du Congo ont de vastes superficies forestières dont la fonction est inexistante ou inconnue, indiquant qu'une planification détaillée de l'utilisation des forêts doit encore être complétée. L'Asie du Sud-Est a déclaré qu'elle possédait la plus grande proportion de forêts affectées à des fonctions de production, reflétant la forte densité démographique, une longue histoire de gestion des forêts et de récolte de bois et la faible proportion de forêts primaires par rapport aux deux autres bassins. Toutefois, l'Asie du Sud-Est a également enregistré la plus haute proportion de forêts affectées à la protection des sols et des ressources en eau et à la conservation de la diversité biologique. Le bassin amazonien enregistrerait le pourcentage le plus élevé de forêts gérées pour les services sociaux, notamment des zones allouées aux populations autochtones au Brésil, aidant par là même à conserver les valeurs culturelles.

FIGURE 24

Fonctions désignées des forêts du bassin amazonien, 2010 (%)

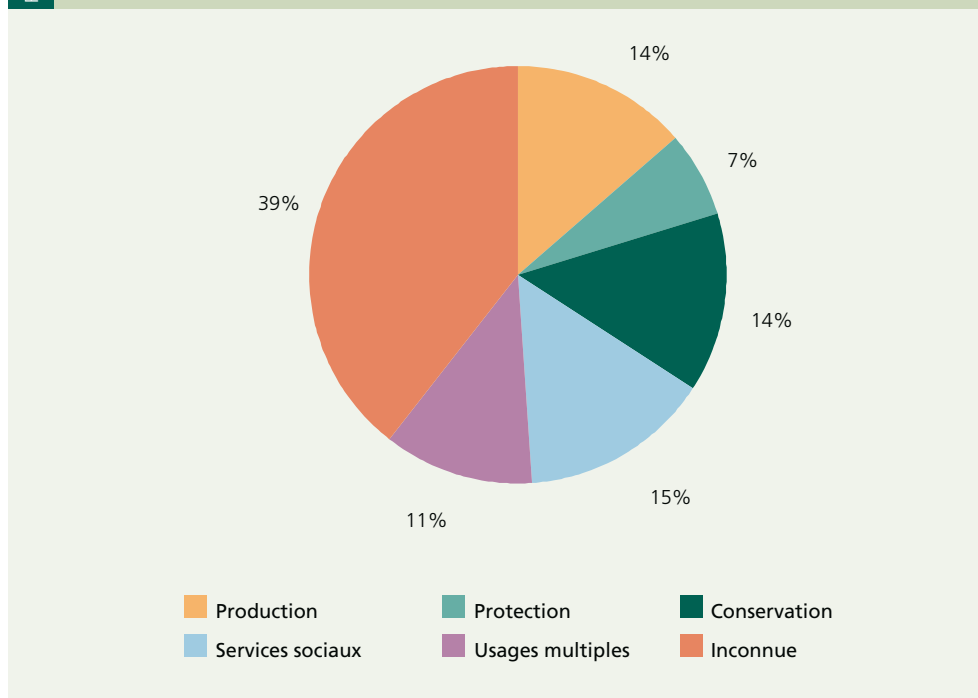


FIGURE 25

Fonctions désignées des forêts du bassin du Congo, 2010 (%)

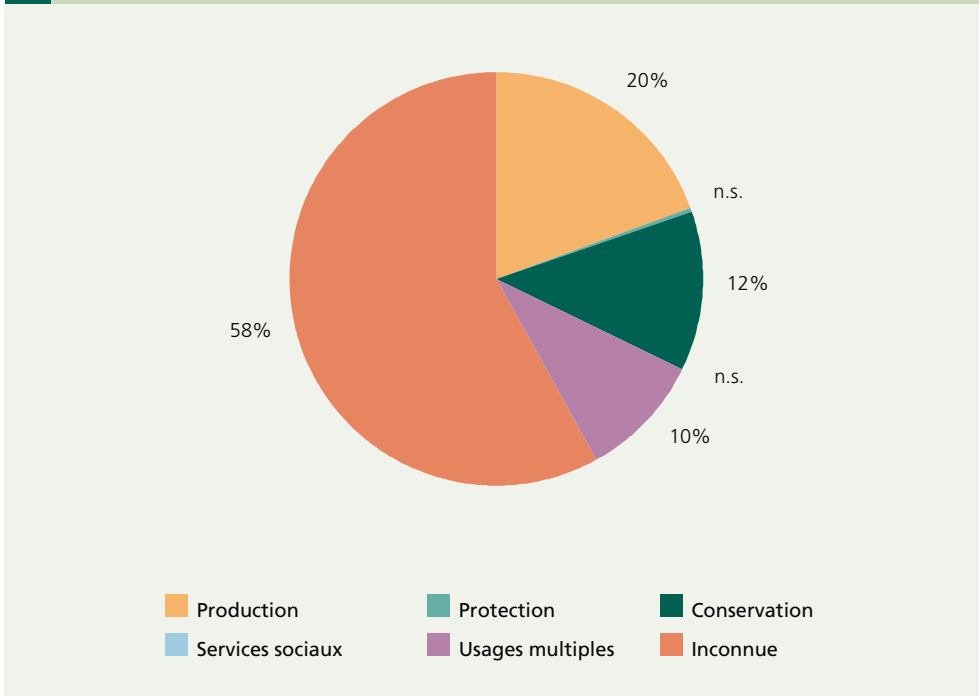


FIGURE 26

Fonctions désignées des forêts d'Asie du Sud-Est, 2010 (%)

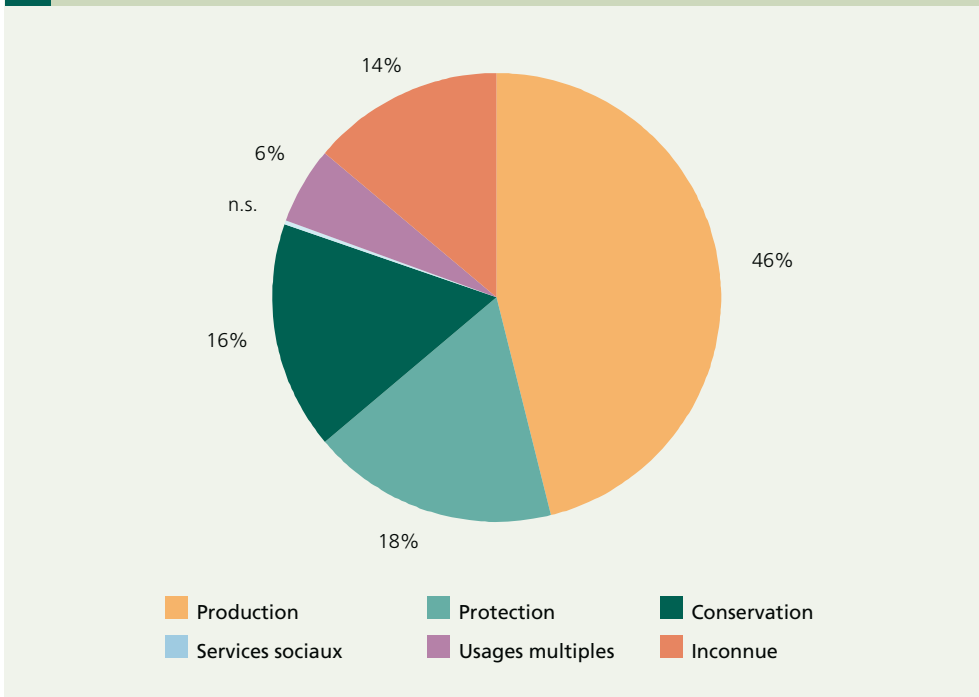
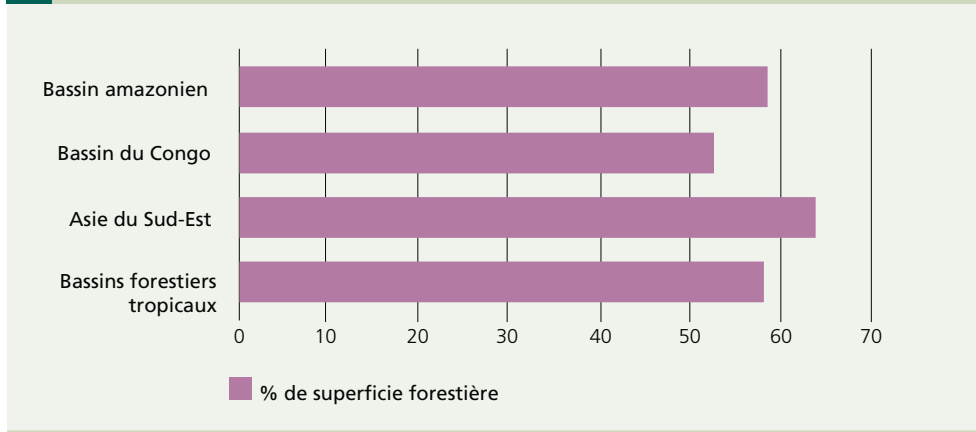


FIGURE 27

Proportion de la superficie forestière désignée comme domaine forestier permanent par région, 2010 (%)

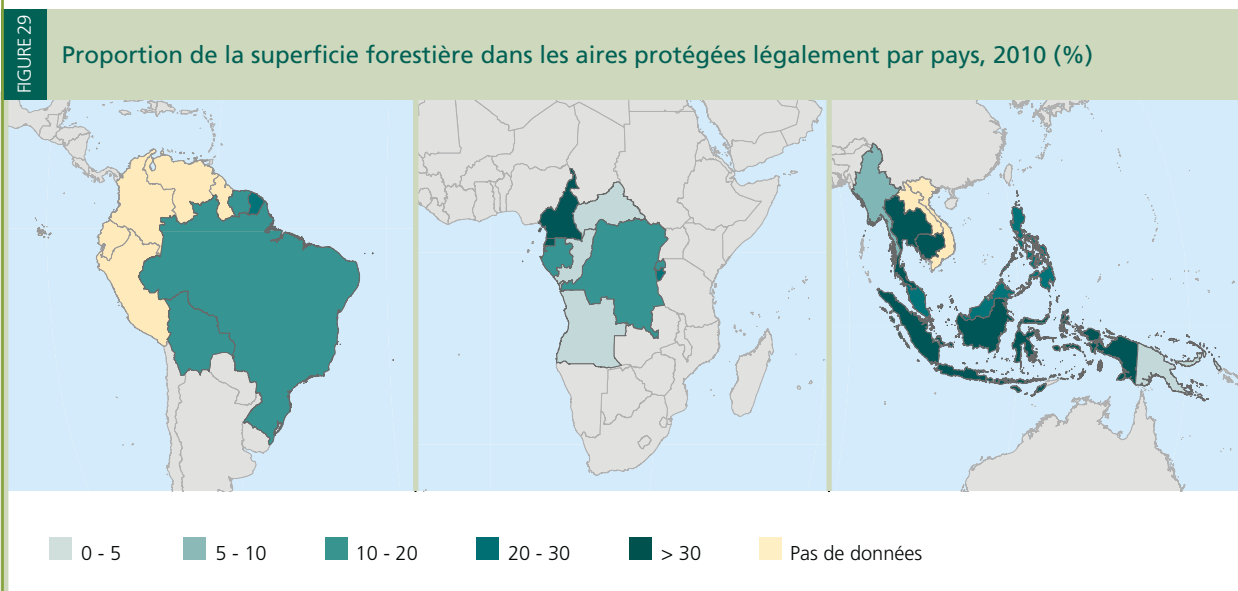
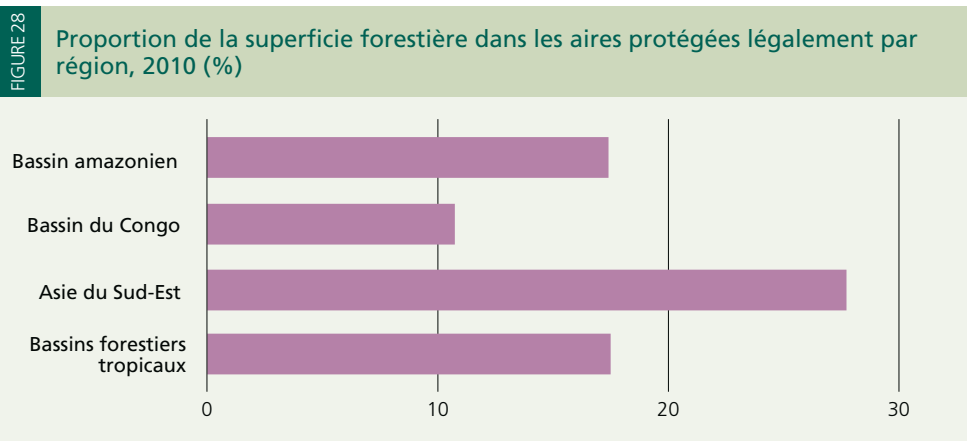


Près de 60 pour cent de la superficie forestière dans les trois bassins forestiers tropicaux sont désignés comme domaine forestier permanent

Plus de 764 millions d'hectares de forêts, soit 58 pour cent de la totalité des forêts des pays ayant soumis un rapport, sont estimés faire partie du domaine forestier permanent, c'est-à-dire contraints par la loi de rester sous couvert forestier. La superficie principale du domaine forestier permanent se trouve dans la région amazonienne, alors que l'Asie du Sud-Est a affecté la proportion la plus étendue de ses forêts résiduelles au domaine forestier permanent.

Les aires protégées établies légalement renferment environ 18 pour cent des forêts dans les trois bassins forestiers tropicaux

Les parcs nationaux, les réserves de chasse, les espaces naturels et d'autres zones protégées établies légalement couvrent plus de dix pour cent de la superficie forestière totale dans la plupart des pays, mais la proportion varie largement, allant de 1 pour cent en République centrafricaine et en Papouasie-Nouvelle-Guinée à plus de 40 pour cent au Cameroun, en Indonésie et en Thaïlande. La fonction principale de ces forêts pourrait être la conservation de la diversité biologique, la protection des sols et des ressources en eau ou la conservation du patrimoine culturel. La superficie forestière présente dans un système d'aires protégées s'est accrue de 29 millions d'hectares depuis 2000 et équivaut actuellement à environ 200 millions d'hectares. Cependant, comme on le voit dans la figure 29, les données manquent pour plusieurs pays dans le bassin amazonien et en Asie du Sud-Est si bien que la superficie totale est certainement plus étendue.



La proportion de la superficie forestière soumise à un plan d'aménagement est encore très faible

La superficie forestière soumise à un plan d'aménagement – un outil important pour réaliser la gestion durable des forêts – s'accroît régulièrement, cependant l'information n'a pas encore été communiquée par plusieurs pays dans les bassins forestiers tropicaux. Sur la base des dernières informations disponibles, près de 166 millions d'hectares, soit 13 pour cent de la superficie forestière dans les pays ayant soumis un rapport, sont régis par un plan d'aménagement. Les pays dans les bassins amazonien et du Congo signalent qu'en moyenne 10 pour cent ou moins de leurs forêts sont soumises à un plan d'aménagement, alors que 28 pour cent de toutes les forêts dans les pays ayant présenté un rapport en Asie du Sud-Est ont un plan d'aménagement.

À peine plus de 1 pour cent de la superficie forestière totale a fait l'objet d'une certification forestière

Quelque 16 millions d'hectares de forêts dans les trois bassins forestiers tropicaux ont été certifiés, soit 1,3 pour cent de la superficie forestière totale. Les chiffres vont de 0,7 pour cent de la superficie forestière dans le bassin amazonien à 3 pour cent des forêts en Asie du Sud-Est. Cependant, on manque d'informations pour certains pays si bien que la superficie totale certifiée pourrait être légèrement supérieure.

TABLEAU 18

Superficie forestière avec un plan d'aménagement dans les trois bassins forestiers tropicaux, 2010

Région	Superficie forestière avec plan d'aménagement	
	(1 000 ha)	% de la superficie forestière
Bassin amazonien	75 496	9
Bassin du Congo	30 820	10
Asie du Sud-Est	59 666	28
Bassins forestiers tropicaux	165 982	13

FIGURE 30

Proportion de la superficie forestière ayant un plan d'aménagement par région, 2010 (%)

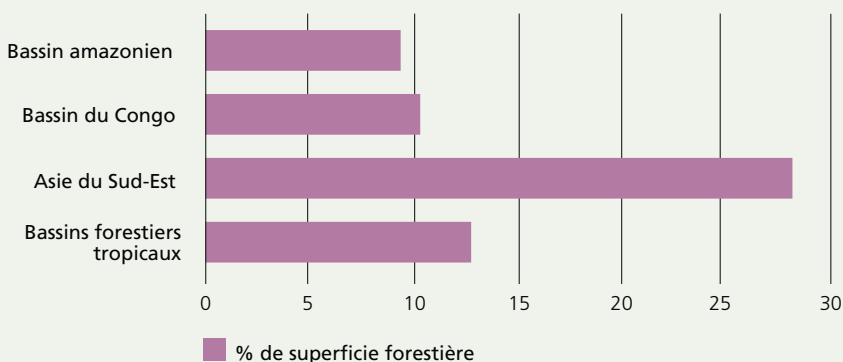
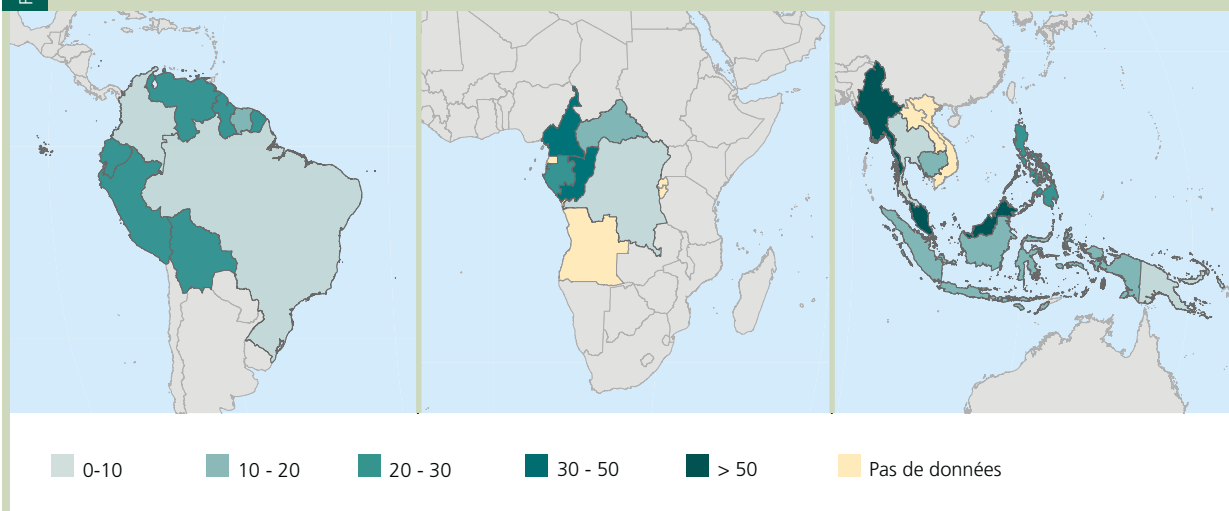


FIGURE 31

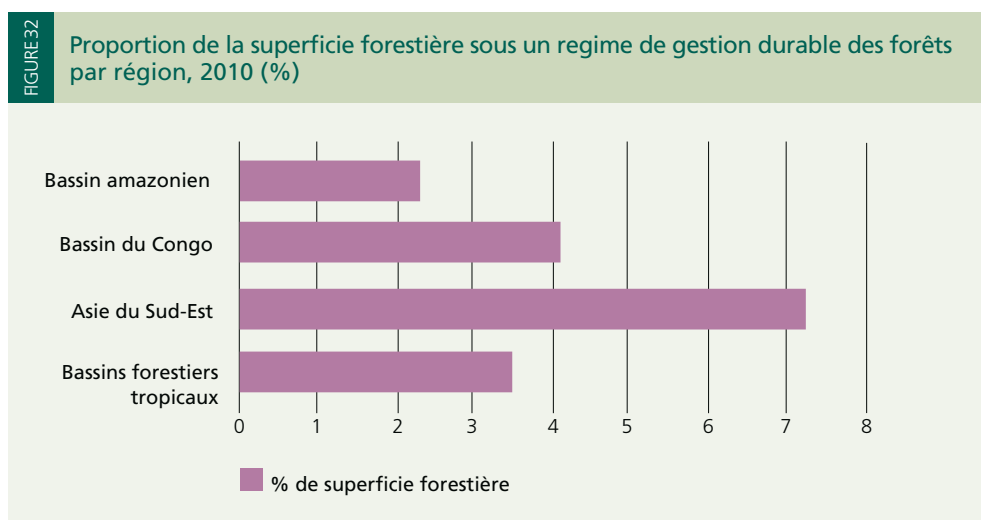
Proportion de la superficie forestière ayant un plan d'aménagement par pays, 2010 (%)



Région	Superficie forestière certifiée	
	(1 000 ha)	% de la superficie forestière
Bassin amazonien	5 416	0,7
Bassin du Congo	4 483	1,9
Asie du Sud-Est	6 367	3,0
Bassins forestiers tropicaux	16 265	1,3

Seuls 3,5 pour cent de la superficie forestière totale sont estimés être sous gestion durable

Sur la base des informations reçues de 23 des 30 pays, moins de 44 millions d'hectares, soit 3,5 pour cent de la superficie forestière totale dans les pays présentant un rapport, sont estimés avoir respecté tous les critères de la gestion durable des forêts. Les critères d'évaluation utilisés étaient relativement stricts², mais ils permettaient une comparaison avec une évaluation similaire conduite en 2005, qui faisait état de progrès dans la plupart des pays (OIBT, sous presse).



² L'évaluation de la superficie forestière soumise à une gestion durable des forêts exigeait que les forêts comprises remplissent au moins une des conditions suivantes:

- avoir été certifiée indépendamment ou avoir progressé vers la certification;
- avoir formulé des plans complets de gestion forestière à long terme (dix ans ou plus) avec des informations fiables que ces plans sont mis en oeuvre efficacement;
- sont considérées comme des unités forestières modèles dans leur pays et les informations sur la qualité de la gestion sont disponibles;
- sont des unités de gestion communautaire des forêts ayant un régime foncier sûr garantissant que la qualité de la gestion est renommée pour son niveau élevé;
- sont des aires protégées ayant des limites et plan d'aménagement clairs et considérées normalement dans le pays et par d'autres observateurs comme étant bien gérées et absentes de menaces graves d'agents destructeurs.

Défis et opportunités dans les trois bassins forestiers tropicaux

BASSIN AMAZONIEN

Questions et défis

Déforestation et dégradation des forêts

La perte de couvert forestier, notamment de forêts primaires, est encore la préoccupation majeure dans le bassin amazonien. L'expansion de la frontière agricole et l'urbanisation sont quelques-unes des causes principales. Parallèlement au processus de déforestation, la dégradation des forêts, non encore quantifiée exactement, est un défi de taille dans la région.

La majorité de la superficie forestière est domaniale. Les organismes forestiers ont limité leur personnel et leurs budgets pour garantir la mise en vigueur des lois forestières et le contrôle de leurs forêts. L'empiètement sur les zones de forêts nationales pour le prélèvement des combustibles ligneux est une pratique traditionnelle, qui existe encore en milieu rural et qui, dans beaucoup de zones, entraîne la dégradation des forêts.

Propriété et droits de gestion

Le régime foncier et les droits de propriété fonciers ne sont pas clairement définis dans plusieurs des pays amazoniens. Ce fait se répercute sur l'investissement à long terme requis pour les pratiques de foresterie durables.

Manque d'informations adéquates pour les décideurs

Les pratiques de déforestation et de dégradation des forêts ont une incidence sur les secteurs social, économique et environnemental, mais cela n'a pas été bien documenté et communiqué aux décideurs.

Les données sur les biens et services forestiers, y compris l'emploi et les pratiques de subsistance, n'ont pas été enregistrées dans les systèmes nationaux de comptabilité, déterminant le manque de visibilité du secteur forestier dans la chaîne de production de la société et le processus de développement des pays.

Aspects institutionnels

Le nombre d'étudiants forestiers diminue dans la région. En outre, le rôle des forestiers dans la société n'est pas bien connu. Les forestiers et les industries forestières sont perçus fréquemment par le public comme les responsables de la déforestation plutôt que comme les promoteurs de l'utilisation durable des ressources forestières. Une révision de la formation des forestiers s'impose ainsi que l'amélioration de leur image.

Changement climatique

Le nouveau défi du changement climatique exige la prise de mesures appropriées pour optimiser le rôle des forêts dans les stratégies d'adaptation et d'atténuation. Ces mesures devraient comprendre une évaluation de la valeur économique des biens et services forestiers et la protection de la valeur locale des forêts.

Paiement pour les services environnementaux

L'établissement de marchés pour rémunérer adéquatement les services environnementaux offerts par les forêts est indispensable pour renforcer le mécanisme de paiement pour les services au profit des communautés tributaires des forêts.

Progrès et opportunités

Progrès vers la gestion durable des forêts

La gestion durable des forêts a été promue dans la région et des progrès sensibles ont été accomplis ces dernières années. Plus de la moitié de la superficie forestière a une fonction officiellement désignée ; les gouvernements centraux et locaux, ainsi que les communautés tributaires de la forêt, travaillent à la réalisation de plans de gestion durable des forêts et l'exploitation forestière légale est promue dans la région grâce à la simplification des procédures opérationnelles et juridiques.

Biocombustibles

L'industrie des biocombustibles forestiers se développe dans la région. Il est attendu que d'ici 2030 elle pourrait concurrencer l'éthanol tiré de la canne à sucre.

Reboisement et restauration des forêts

Les plantations forestières pour la production de bois d'œuvre augmentent dans la région et il existe des possibilités de participation accrue du secteur privé et des propriétaires fonciers privés à l'établissement de plantations forestières. L'enrichissement de la forêt naturelle dégradée à l'aide d'espèces indigènes fait maintenant l'objet de promotion. La foresterie urbaine augmente aussi dans la région.

Coopération et accords régionaux

Organisation du Traité de coopération amazonien (ACTO)

Le Traité de coopération amazonien (ACT) signé en juillet 1978 est un instrument juridique qui reconnaît le caractère transfrontalier de l'Amazonie. Avec l'approbation du Protocole d'amendement de l'organisation en 1995, l'ACTO a été instituée officiellement comme mécanisme chargé de stimuler et de renforcer les processus de coopération élaborés dans le contexte du Traité. L'objectif principal de l'ACT est de promouvoir le développement harmonieux de l'Amazonie tout en incorporant les territoires amazoniens des pays dans leurs économies nationales respectives, une condition essentielle pour réconcilier la croissance économique et la conservation de l'environnement.

Le processus de Tarapoto

Avec le rôle actif de l'ACT, le processus de Tarapoto a été établi en 1995. C'est un effort coordonné entre les pays pour définir un ensemble de critères et indicateurs pour la gestion durable des forêts, qui reflète les aspects spécifiques des écosystèmes de la région ainsi que leurs facteurs sociaux et culturels. L'objectif principal est d'aider à réaliser la gestion durable des forêts et le développement durable.

Réseau latino-américain de coopération technique sur la gestion des bassins versants (REDLACH)

Ce réseau a été créé en 1980 pour soutenir la gestion des bassins versants et la promotion du développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes, facilitant l'échange d'informations et promouvant la coopération technique entre les pays.

Réseau latino-américain de coopération technique sur les parcs nationaux, les autres aires protégées et la faune sauvage (REDPARQUES)

Créé en 1983, REDPARQUES donne son appui à la gestion des forêts dans les aires protégées et la faune sauvage. L'objectif de ce réseau est le partage plus efficace des connaissances techniques et des expériences disponibles dans la région.

Réseau latino-américain d'enseignement forestier (RELAFOR)

RELAFOR encourage l'amélioration de l'enseignement et de l'apprentissage en matière forestière dans la région. Il relie les universités et les établissements d'enseignement pour accroître les connaissances et les capacités locales grâce à l'échange d'expériences, la promotion du dialogue, la diffusion de l'information et la collaboration technique en tirant profit des ressources techniques et financières existantes.

Perspectives

Ressources, gestion et utilisation

La perte de forêts primaires se poursuivra mais elle se ralentira à mesure que s'améliorent les capacités en matière de gestion des aires protégées et des zones de conservation des forêts.

Les communautés et les populations autochtones auront un rôle plus actif à jouer dans la gestion des forêts naturelles. Les propriétaires fonciers privés investiront dans les plantations grâce aux mesures d'incitation et aux prix du marché et les plantations deviendront la source principale de production industrielle dans la sous-région.

La production de bois de feu et de charbon de bois continuera à être la source énergétique de base en milieu rural. La production et la commercialisation de bioénergie augmentent tout en n'étant pas encore bien développées. Les produits forestiers non ligneux sont reconnus comme étant une source de revenus pour les communautés tributaires des forêts, et sa quantification est une priorité pour les organismes forestiers. La gestion et les capacités techniques des industries forestières s'améliorent. La commercialisation se renforce en Europe et en Chine.

TABLEAU 20

Situation indicative de la participation des instituts et accords forestiers régionaux dans le bassin amazonien

	ACTO ^a	TARAPOTO ^b	REDLACH ^c	REDPARQUES ^d	RELAFOR ^e
Bolivie (État plurinational de)	X	X	X	X	X
Brésil	X	X	X	X	X
Colombie	X	X	X	X	X
Équateur	X	X	X	X	X
Guyane française		X			
Guyana	X			X	
Pérou	X	X	X	X	X
Suriname	X	X		X	
Venezuela (République bolivarienne du)	X	X	X	X	X

Note:

^a<http://www.otca.info/portal/index.php?p=index>

^b<http://www.fao.org/DOCREP/004/AC135E/ac135e0a.htm>

^c<http://www.rlc.fao.org/en/tecnica/redlach/>

^d<http://www.rlc.fao.org/es/tecnica/parques/>

^e<http://www.relafor.net/>

Aspects institutionnels

Les besoins de données et d'information sont considérés comme une priorité dans la région grâce au processus REDD+ et aux marchés du carbone. Le Brésil et l'Équateur amorcent leurs inventaires forestiers nationaux et stimulent la coopération sud-sud pour accroître les capacités nationales en matière d'évaluation et de surveillance du couvert forestier, d'inventaires du carbone, de fourniture de services environnementaux et de soutien à la conservation de la biodiversité.

Il existe des limitations formelles sur l'interaction et la collaboration entre les secteurs forestiers privés et publics, avec des effets négatifs, notamment pour les petits propriétaires et entreprises forestiers. Les règlements manquent de clarté et les démarches bureaucratiques sont longues et coûteuses, ce qui renforce la tendance aux activités illégales.

Les conflits entre le secteur forestier et les organisations écologistes se multiplient et une concurrence s'établit pour les ressources financières provenant des marchés du carbone. La propriété et la gouvernance du carbone doivent être définies afin que les rôles et responsabilités des organismes nationaux soient clairs, notamment ceux responsables du changement climatique et de la foresterie.

BASSIN DU CONGO

Questions et défis

Déforestation et dégradation des forêts

Dans le bassin du Congo, la question principale est de savoir comment réduire la déforestation et la dégradation des forêts à l'aide de mécanismes qui soient cohérents avec l'amélioration des moyens d'existence de 60 millions environ de personnes qui dépendent directement des forêts.

Conflits armés

Les grands conflits qui ont éclaté dans plusieurs pays ces derniers temps ont fortement entravé le développement des institutions servant à mettre en œuvre la gestion des forêts et ont réduit le développement des compétences locales.

Manque de coordination entre les secteurs

Le mode de gouvernance actuel est dominé par une approche intersectorielle. Il manque encore de cohérence entre, d'une part, les politiques et lois forestières et, d'autre part, les autres secteurs qui exercent un impact sur la déforestation et la dégradation des forêts. Dans ce contexte, les impacts attendus des mesures prises pour combattre la déforestation et la dégradation des forêts ne se concrétiseront pas, car les moteurs dominants de la déforestation sont l'expansion de l'agriculture sur brûlis, le prélèvement illégal/anarchique du bois de feu et la production de charbon de bois. Il est clair que les moteurs de la déforestation dans le bassin du Congo sont essentiellement économiques et ne peuvent donc pas être contrôlés simplement par des mesures intersectorielles.

Manque de connaissances suffisantes sur l'écosystème forestier

Les écosystèmes forestiers sont mal connus. La production et la gestion du savoir sont un souci marginal. Ce manque de connaissances, dû aux efforts insuffisants et disparates de recherche, a des impacts négatifs sur la gestion forestière. L'information servant à prendre des décisions fermes n'est souvent pas disponible. C'est pourquoi les décisions dans le secteur forestier sont souvent basées sur des informations incomplètes.

Meilleure utilisation et valeur des produits et services procurés par les arbres et les forêts

Le potentiel économique et social des forêts du bassin du Congo est encore mal évalué. On donne encore la priorité à l'exploitation du bois d'œuvre au détriment d'autres biens et services. La valeur des produits forestiers non ligneux, par exemple, pourrait être supérieure à celle des bois d'œuvre

dans certains pays. Ce point de vue a fait l'objet récemment d'une reconnaissance et d'une attention croissantes de la part des décideurs. Encore faut-il le traduire en actions concrètes dans le but de trouver le meilleur moyen de limiter la pression humaine sur les ressources forestières et de combattre la déforestation et la dégradation des forêts.

Progrès et opportunités

Gestion durable des forêts

Pendant la dernière décennie des progrès sensibles ont été accomplis vers la gestion durable des forêts: 11 pour cent du territoire du bassin du Congo sont classés en aires protégées, près de 10 millions d'hectares de forêts sont gérés selon des plans d'aménagement, 4,5 millions d'hectares de concessions forestières ont été certifiés et le déclin des populations de grands fauves charismatiques a été renversé dans quelques paysages identifiés comme aires prioritaires pour la conservation de la biodiversité.

Contribution du secteur du bois au développement économique

Il est indubitable que la contribution du secteur du bois au développement économique des pays du bassin du Congo est très importante. La contribution du secteur au PIB en 2006 s'est élevée à deux pour cent environ au Cameroun et en République démocratique du Congo, trois pour cent au Gabon et 11 pour cent en République centrafricaine. Dans ce dernier pays, les exportations de bois d'œuvre contribuent pour environ 40 pour cent aux recettes d'exportation nationales chaque année. Le secteur du bois est le deuxième employeur le plus important dans l'économie nationale après l'État, tant au Gabon qu'en République centrafricaine.

Formulation de politiques forestières

Cinq pays se sont déjà engagés à réviser leur politique nationale forestière de manière participative. Le processus est en cours au Cameroun et en République démocratique du Congo et démarrera en République du Congo, au Gabon et en République centrafricaine d'ici la fin de 2011. Une approche intersectorielle est utilisée en vue d'améliorer la cohérence et l'intégration entre le secteur forestier et les autres secteurs, exerçant des impacts potentiels sur les arbres et les forêts.

Formulation d'une stratégie nationale REDD

Les pays du bassin du Congo ont participé aux négociations internationales visant à reconnaître et prendre en compte le rôle des forêts tropicales dans la lutte contre le changement climatique. Il est donc envisagé que chaque pays formule une stratégie nationale visant la réduction des émissions résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD). La formulation d'une stratégie nationale REDD est un processus continu comprenant une série de consultations en vue de réaliser la cohérence et la synergie entre les parties prenantes/secteurs et pour assurer l'engagement maximal des parties prenantes à atteindre des objectifs consensuels de lutte contre la déforestation.

Coopération et accords régionaux

Un nouvel esprit de collaboration a vu le jour en 1999 lorsque les chefs d'État d'Afrique centrale se sont réunis pour la première fois à Yaoundé, Cameroun, pour discuter de l'avenir des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale. La base des accords actuels a donc été jetée avec la Déclaration de Yaoundé grâce à laquelle les chefs d'État, ayant reconnu que la protection des écosystèmes du bassin du Congo fait partie intégrante du processus de développement, ont réitéré leur engagement à travailler de concert pour promouvoir l'utilisation durable des écosystèmes forestiers du bassin du Congo. Le processus d'apprentissage utilisé dans la mise en œuvre des résolutions de Yaoundé a permis d'établir un certain nombre d'institutions complémentaires.

Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC)

La COMIFAC est l'institution politique et technique qui dirige, coordonne, harmonise et prend des décisions dans le domaine de la conservation et de la gestion durable des écosystèmes de forêts et de savanes d'Afrique centrale. Elle a été établie en février 2005 par le biais du Traité pour la conservation et la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale signé par dix chefs d'État présents au Deuxième Sommet tenu à Brazzaville. Le traité reconnaît légalement la COMIFAC et son Plan de convergence, qui est un cadre sous-régional d'intervention commun des pays membres et de leurs partenaires pour le développement. Les dix axes stratégiques du Plan de convergence de la COMIFAC sont les suivants: 1) harmonisation de la politique forestière et taxation; 2) connaissance de la ressource; 3) gestion des écosystèmes; 4) conservation de la biodiversité; 5) utilisation durable des ressources forestières; 6) renforcement des capacités, y compris la participation des parties prenantes à la création de nouveaux revenus; 7) renforcement des capacités et formation; 8) recherche – développement; 9) mécanismes de financement novateurs; 10) coopération et partenariats. La COMIFAC travaille en collaboration étroite avec d'autres organisations et réseaux internationaux, régionaux et sous-régionaux, notamment ceux indiqués ci-dessous.

Partenariat sur les forêts du bassin du Congo (PFBC)

Le PFBC a été établi lors du Sommet mondial du développement durable en septembre 2002 en réponse à l'appel lancé par l'Assemblée générale des Nations Unies dans la résolution 54/214 en février 2000 qui encourageait la communauté internationale à soutenir les pays du bassin du Congo, grâce à une assistance technique et financière, dans leurs efforts vers la gestion durable des forêts. Comme partenariat de « type II », le PFBC est un réseau non contraignant fondé sur un accord volontaire entre les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les organisations de développement. Les membres du PFBC (60 environ en 2011) sont convenus d'harmoniser leurs programmes pour la mise en œuvre efficace du Plan de convergence de la COMIFAC. L'unité de facilitation du PFBC est fournie par l'un de ses partenaires pour une période de deux ans. Le facilitateur est choisi sur une base volontaire. Après les Etats-Unis d'Amérique (2003-2004), la France (2005-2007) et l'Allemagne (2008-2009), la facilitation est fournie maintenant par le Canada pour la période 2010-2012.

Fonds pour les forêts du bassin du Congo (FFCB)

Le FFCB est un fonds multidonateurs dont l'objectif est de prendre des mesures de protection rapides des forêts du bassin du Congo. Le fonds donne son soutien aux activités/projets qui sont complémentaires à certains aspects du Plan de convergence de la COMIFAC. Le FFCB a été lancé en juin 2008 pour soutenir des propositions de transformation et d'innovation qui développeront les capacités des populations et des institutions du bassin du Congo, afin de leur permettre de gérer leurs forêts ; d'aider les communautés locales à trouver des moyens d'existence qui concordent avec la conservation des forêts ; et réduire le taux de déforestation. Il a été financé initialement par un don de 100 millions de livres sterling du Royaume-Uni et de la Norvège. Le Secrétariat du FFCB est hébergé par la Banque africaine de développement (BAD).

Organisation africaine du bois (OAB)

Créée en 1976, l'OAB est une organisation internationale de coopération et de consultation qui s'occupe de l'économie forestière et du commerce du bois. Son objectif est d'encourager ses États membres à coordonner leurs activités dans ces domaines afin de leur permettre de mieux profiter de leurs produits forestiers.

Agence pour le développement de l'information environnementale (ADIE)

L'ADIE vise à soutenir la collecte, l'analyse et l'évaluation des données environnementales pour renforcer le processus de prise de décisions et la diffusion de l'information.

Organisation pour la conservation de la faune sauvage (OCFSA)

L'OCFSA vise à coordonner les activités sous-régionales liées à la conservation de la faune sauvage, la conservation de la biodiversité, la gestion des aires protégées transfrontalières et le contrôle des frontières.

Conférence sur les écosystèmes de forêts denses et humides d'Afrique centrale (CEFDHAC)

La CEFDHAC est un forum sous-régional pour la consultation et les échanges d'expériences ouvert à tous ceux qui travaillent dans le secteur forestier en vue de réaliser la gestion équitable et durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale. Son objectif est d'encourager tous les acteurs (États, organisations nationales et sous-régionales, secteur privé, ONG) à échanger leurs points de vue et développer une vision commune de la conservation et de l'utilisation des forêts dans la région.

Réseau des aires protégées d'Afrique centrale (RAPAC)

Créé en mai 2000 au titre de la « Déclaration de Yaoundé », le RAPAC est une association sous-régionale à but non lucratif qui a pour mission la conservation et la gestion rationnelle des ressources naturelles par l'efficacité de la gestion intégrée des aires protégées, qui prend en compte la recherche de l'amélioration des conditions de vie des populations locales vivant en périphérie de ces aires. Dans le cadre du « Traité de Brazzaville » (février 2005), le RAPAC a été mandaté pour la mise en œuvre de l'axe 4 du Plan de convergence de la COMIFAC relatif à « la conservation et valorisation de la biodiversité » par l'aménagement et la gestion des aires protégées nationales et transfrontalières existantes et à créer, y compris l'identification et la mobilisation des financements innovants et durables. Le RAPAC regroupe actuellement huit pays membres d'Afrique Centrale, de nombreux partenaires et reçoit un appui important, notamment de l'Union Européenne, de la CEEAC et de la BAD.

Réseau des institutions de formation forestière et environnementale de l'Afrique centrale (RIFFEAC)

Le RIFFEAC est un réseau sous-régional des institutions de formation. Son objectif consiste à développer les compétences afin de satisfaire les exigences changeantes du marché du travail et les demandes des employeurs. Créé en 2001, le réseau est devenu en 2006 un partenaire de la COMIFAC pour la mise en œuvre de l'axe stratégique 7 de son Plan de convergence.

Observatoire des forêts d'Afrique centrale (OFAC)

Créé en 2007, l'OFAC vise à collecter, harmoniser et diffuser des informations scientifiques, administratives et techniques sur la gestion des forêts, la biodiversité forestière, le changement du couvert forestier et les services écosystémiques (carbone, eau, produits forestiers non ligneux). L'information est collectée au niveau national et au niveau de chaque unité de gestion (concessions d'exploitation, aire protégée, unité de transformation, projet REDD, etc.). L'OFAC coordonne la production du rapport sur l'état des forêts du bassin du Congo tous les deux ans.

L'Accord de collaboration tri-national de la Sangha

Le TNS, une zone forestière de 2,8 millions d'hectares en Afrique centrale, a été établi à la suite d'un accord signé entre les gouvernements du Cameroun, de la République du Congo et de la République centrafricaine. L'accord concerne la gestion concertée du TNS.

L'Accord intergouvernemental de collaboration COMIFAC TRIDOM

L'Accord de collaboration Dja-Odzala-Minkébé (TRIDOM) a été signé en 2005. Il définit le TRIDOM comme un complexe transfrontalier d'aires protégées reliées par une vaste inter-zone au Cameroun, en République du Congo et au Gabon. La zone de conservation du TRIDOM qui couvre 14,6 millions d'hectares environ représente 7,5 pour cent de la forêt dense du bassin du Congo.

Perspectives

Les pays du bassin du Congo ont accompli beaucoup ces 10 dernières années. De fait, la situation présente n'est pas encore parfaite mais le tableau actuel est certainement meilleur qu'en 2000. Les progrès positifs et les impacts favorables sur la conservation et la gestion des forêts sont visibles. La gestion des forêts dans le bassin du Congo est un processus continu qui se poursuivra grâce à la mise en œuvre des concepts actuels (comme le plan d'aménagement des concessions forestières, l'établissement

TABLEAU 21

Situation indicative de la participation des institutions et accords forestiers régionaux dans le bassin du Congo

	COMIFAC et son Traité ^a	FPBC ^b	CEFDHAC ^c	RAPAC ^d	ADIE ^e	RIFFEAC ^f	OFAC ^g	OAB ^h	L'Accord de collaboration TRIDOM ⁱ	L'Accord de collaboration tri-national de la Sangha ^j
Angola								X		
Burundi	X	X	X			X	X			
Cameroun	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Tchad	X	X	X	X	X	X	X			
Congo	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Gabon	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
République centrafricaine	X	X	X	X	X	X	X	X		X
Guinée équatoriale	X	X	X	X	X	X	X	X		
République démocratique du Congo	X	X	X		X	X	X	X		
Rwanda	X		X			X	X			
Sao Tomé-et-Principe	X	X	X	X			X			

Note:

^a<http://www.comifac.org/>

^b<http://www.pfbc-cbfp.org/>

^c[http://www.wikiforets.org/index.php?title=Conf%C3%A9rence_sur_les_Ecosyst%C3%A8mes_de_For%C3%AAts_Denses_et_Humides_d%E2%80%99Afrique_Centrale_\(CEFDHAC\)#Les_parties_concern%C3%A9es_par_la_CEFDHAC](http://www.wikiforets.org/index.php?title=Conf%C3%A9rence_sur_les_Ecosyst%C3%A8mes_de_For%C3%AAts_Denses_et_Humides_d%E2%80%99Afrique_Centrale_(CEFDHAC)#Les_parties_concern%C3%A9es_par_la_CEFDHAC)

^d<http://www.rapac.org/>

^e<http://www.unep.ch/etb/areas/adie.php>

^f<http://www.riffeac.org/>

^g<http://www.observatoire-comifac.net/?l=en>

^h<http://www.observatoire-comifac.net/actors.php?id=77>

ⁱhttp://www.observatoire-comifac.net/docs/edf2008/EN/SOF_18_Dja.pdf

^j<http://toolkit.conservaionfinance.org/sites/default/files/documents/legal-and-governance/collaboration-agreement-2009-ftns-cameroon.pdf>

d'aires protégées) et les nouveaux concepts comme la REDD+. L'impact exercé par les moteurs actuels de la déforestation pourrait être sensiblement limité dans les zones à basse densité démographique. La plupart des pays du bassin du Congo ont une densité de population relativement faible.

Toutefois, il y a des dangers émergents qui menacent les écosystèmes forestiers dans le bassin du Congo. Avec la flambée des prix des minéraux et des produits alimentaires, l'exploitation minière et l'acquisition de terres à grande échelle pour la production d'huile de palme et de cultures de rente paraissent devenir les causes principales de la déforestation dans le bassin pour les années à venir. La plupart d'entre elles sont extérieures au secteur. Les principaux moteurs sont décrits ci-dessous.

Augmentation de la population et urbanisation accélérée

Dans le bassin du Congo il est estimé que la population doublera entre 2000 et 2030 pour atteindre 170 millions d'habitants en 2030. Cette augmentation de la population aura diverses répercussions sur les forêts, notamment les écosystèmes situés à proximité des grandes villes. Au Gabon et au Congo, par exemple, 70 pour cent environ de la population vivent en milieu urbain. Le processus d'urbanisation devrait s'intensifier et le nombre de villes ayant plus d'un million d'habitants devrait doubler en 2025. Le taux rapide d'urbanisation pourrait exercer des impacts préjudiciables sur les forêts, en renforçant par exemple la demande de bois de feu, la source principale d'énergie dans la plupart des villes de la région.

Dépendance vis-à-vis des importations alimentaires

Les besoins alimentaires sont satisfaits par les importations. La plupart des pays du bassin du Congo ont un niveau très élevé de dépendance vis-à-vis des importations de produits alimentaires. Il est estimé que la situation de la sécurité alimentaire se détériorera à cause de l'augmentation continue

de la population et des faibles niveaux de productivité agricole. Face à la maigre production du secteur agricole, les stratégies et plans du gouvernement visent à renforcer la production alimentaire intérieure et à réduire la dépendance nationale vis-à-vis des importations. C'est ainsi que les programmes nationaux de sécurité alimentaire mis en œuvre au Cameroun, au Congo, en République démocratique du Congo et au Gabon se sont fixés cet objectif. La mise en œuvre de ces stratégies et plans accroîtra probablement la pression sur les forêts.

Conjoncture économique

Parallèlement à la hausse des prix des combustibles et des aliments, l'acquisition à grande échelle de terres pour les plantations de palmiers à huile et les cultures de rente, avec l'exploitation minière, sera probablement la cause principale de la déforestation dans le bassin du Congo dans les années à venir. Dans de nombreux pays, les aires protégées et les concessions forestières sont menacées par les projets d'exploitation minière et l'établissement de grandes plantations de palmiers pour la production de biocombustibles. Plusieurs entreprises entreprennent actuellement des activités de prospection pour l'exploitation de minéraux dans la région. Certaines s'intéressent même aux zones déjà affectées à la conservation de la biodiversité, comme Dja au Cameroun, Minkebe au Gabon et Odzala au Congo.

ASIE DU SUD-EST

Questions et défis

Déforestation

Les forêts d'Asie du Sud-Est ont joué un rôle central dans le développement de la région et continuent à jouer un rôle important dans la production de bois et d'autres produits, la conservation de la biodiversité mondiale, le changement climatique et la protection des ressources en terres et en eau. De ce fait l'amenuisement des superficies forestières dans la région est préoccupante et compromet potentiellement la production de bois, la protection des bassins versants, la biodiversité, le bilan mondial du carbone et l'emploi rural.

Le développement des infrastructures, l'expansion de l'agriculture industrielle et la croissance démographique ont été les principaux moteurs de changement dans la région et continueront à menacer les ressources forestières. Avec l'expansion de l'infrastructure, les investissements dans l'agriculture se sont accrus et l'établissement de plantations de cultures de rente est devenu un moteur important de conversion des forêts en Asie du Sud-Est. Deux des cultures les plus importantes en termes de conversion des forêts sont le caoutchouc et le palmier à huile. Le cajou, la noix de coco et la canne à sucre ont aussi encouragé cette conversion, notamment dans les pays du Mékong alors que dans les zones côtières les étangs à crevettes et l'agriculture ont provoqué la perte des mangroves.

Dégradation des forêts

La santé et la vitalité des forêts d'Asie du Sud-Est sont menacées par plusieurs facteurs dont les incendies, les ravageurs, les maladies et la dégradation due à la fragmentation des forêts, aux prélèvements excessifs et aux techniques de récolte impropres. Le feu a été la cause la plus importante de la perte de vitalité des forêts et, de concert avec l'exploitation forestière et le changement climatique, pose une menace sérieuse aux forêts de la région.

L'exploitation forestière a peut-être l'impact le plus fort sur la santé et la vitalité des forêts dans la région du fait de la qualité normalement faible des opérations de récolte. La dégradation qui lui est associée a sensiblement réduit la valeur présente et future des forêts et, conjointement à d'autres influences, pourrait compromettre la viabilité économique et écologique future des forêts de la région.

Reconstitution de la base des ressources naturelles

Les doutes sur la viabilité économique de la gestion durable des forêts naturelles de production en Asie du Sud-Est constituent aussi un grave souci pour la production forestière dans la région. La surexploitation et l'écrémage, les multiples retours aux chantiers de coupe et le manque d'application des techniques de coupe à impact limité ont réduit la valeur des forêts. Dans de nombreuses zones forestières la protection et la réhabilitation sont essentielles pour augmenter le volume sur pied et fournir le temps nécessaire pour abolir les pratiques d'exploitation destructives. Pour renverser les tendances actuelles il faudra un investissement important pour l'approvisionnement en ressources, le renouvellement des installations de production et l'amélioration de la performance institutionnelle et de la gouvernance.

Gouvernance forestière

Dans la plupart des pays, on ne note guère d'amélioration mesurable des normes de gouvernance, à l'exception de l'Indonésie où les indicateurs se sont sensiblement améliorés. Malgré l'attention croissante portée à l'application des lois forestières et à la gouvernance dans la région, les changements tangibles au niveau du terrain ont été lents à se concrétiser. La faute en est, dans une large mesure, aux priorités conflictuelles, au manque de ressources et à la réticence des intérêts acquis à contenir le flux des produits forestiers. Dans de nombreux pays, les incertitudes qui planent sur le régime foncier et forestier continuent à entraver les améliorations dans la gestion des forêts.

Incitations extérieures pour améliorer la performance de la gestion des forêts

Des mesures extérieures qui reflètent les préoccupations croissantes vis-à-vis de la légalité du commerce et de la gestion durable des ressources pourraient fournir un encouragement à améliorer la performance de la gestion des forêts, comme les règlements et amendements de diligence raisonnable qu'imposera l'Union européenne et le « Lacey Act » des Etats-Unis, qui fait de l'importation ou du commerce des produits ligneux récoltés illicitement, une infraction pénale.

Progrès et opportunités

Cadres décisionnels élargis

En Asie du Sud-Est, la politique forestière s'est orientée vers la gestion durable des forêts dans presque tous les pays pendant une décennie. De manière plus spécifique cela a signifié une réorientation vers l'exploitation réduite des forêts naturelles, l'augmentation des plantations et l'inclusion accrue de groupes communautaires et du secteur privé dans la gestion des forêts et la foresterie. La réhabilitation des forêts a été plus fréquemment intégrée dans les énoncés de politique, notamment en Indonésie, dans les Philippines et au Viet Nam. Le développement des plantations a également fait l'objet d'une attention particulière dans la politique forestière en Indonésie et au Viet Nam. La participation communautaire a souvent été ciblée et en RDP lao, la réduction de la pauvreté est devenue un thème central

Attribution de la propriété forestière et régime forestier

À mesure que s'accroissent les demandes de produits et services fournis par la terre et les forêts, il devient de plus en plus important pour les gestionnaires forestiers d'équilibrer les intérêts et d'intégrer ou dissocier les activités en fonction des conditions locales et nationales. La révision des régimes de propriété et des régimes fonciers peut transfigurer la gestion des forêts, comme il advient notamment au Viet Nam. En outre, l'allocation de terres peut exercer des impacts considérables sur l'efficacité et l'équité économique. Dans plusieurs pays de la sous-région, les processus d'allocation de terres et de forêts ont été en progressant au cours de la décennie écoulée à mesure que les frontières économiques ont avancé et que les demandes de la société ont évolué (Edmunds et Wollenberg 2003; FAO 2006b). Au Viet Nam et aux Philippines, par exemple, l'attribution de droits fonciers à des particuliers, des familles et des groupes autochtones a eu une immense influence sur le secteur forestier. Au Viet Nam, la politique d'allocation de terres forestières a été associée à de

grands programmes visant l'extension du couvert forestier, l'augmentation de la production de bois et le renforcement des revenus grâce au boisement. Aux Philippines, les changements du régime de propriété ont entraîné principalement l'établissement de plantations forestières de production avec des accroissements de la propriété des entreprises et des petits exploitants.

Accroissement de la superficie forestière dans certains pays

L'augmentation des superficies forestières dans plusieurs pays est une tendance prometteuse. Au Viet Nam, de vastes programmes de boisement et de reboisement appuyés par le gouvernement ont résulté en l'expansion des forêts, bien que dans la plupart des pays de la région les forêts primaires continuent à disparaître à un rythme accéléré. Aux Philippines, il est estimé que le couvert forestier s'accroît en raison de la réduction des pressions sur les terres boisées, de l'expansion des forêts plantées du secteur privé et de la demande croissante de produits forestiers. En Thaïlande, la frontière agricole a, plus ou moins, été close et les forêts repoussent sur des terres jadis agricoles. Dans d'autres pays, la relation entre la superficie forestière et les principaux facteurs de déforestation reste largement inchangée.

Dépendance accrue vis-à-vis des forêts plantées pour la production de bois rond industriel

Les forêts plantées représentent quelques 6 pour cent de la superficie forestière totale en Asie du Sud-Est et sont exploitées de façon croissante pour la production de bois rond industriel dans des pays comme l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande, réduisant la pression sur les forêts naturelles restantes.

Vaste potentiel pour la restauration des forêts dégradées

Si des ressources pour soutenir la réhabilitation des forêts peuvent se rendre disponibles, l'Asie du Sud-Est offre de grandes possibilités de restauration des superficies forestières perdues ou dégradées. La région contient, par exemple, 40 millions d'hectares environ d'herbages d'imperata de faible valeur qui pourraient être transformés en forêt à l'aide de mesures à faible coût comme la régénération naturelle assistée. De même, de grandes étendues d'autres zones incultes pourraient être destinées à la création de forêts avec un soutien et un savoir-faire adéquats.

REDD et paiement pour les services environnementaux

Il est prévu d'inclure davantage les forêts et la foresterie dans les accords internationaux relatifs au changement climatique comme moyen de soutenir la transition vers la production forestière et de renforcer l'accent mis sur les services des écosystèmes forestiers dans les pays où se poursuit l'utilisation anarchique des forêts et où la demande locale de services forestiers reste insuffisante. La REDD+ offre en particulier la possibilité de tirer un revenu substantiel de la réduction des émissions issues de la déforestation, de la dégradation des forêts, de la conservation des stocks de carbone forestier, de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestier. Les paiements pour les autres services écosystémiques comme les services des bassins versants et la conservation de la biodiversité fournissent aussi des incitations potentielles à améliorer la gestion des forêts, bien qu'à présent ces systèmes soient encore aux premiers stades de leur développement en Asie du Sud-Est. Cependant, une forte demande pour les produits de la terre et de la forêt, la faible capacité institutionnelle et la gouvernance impropre, notamment dans les pays à faible revenu et couvert forestier abondant, ainsi que les causes sociales profondes de la déforestation et de la dégradation des forêts, laissent présager que les réductions de ces phénomènes seront dures à se concrétiser.

Surveillance améliorée des forêts

Dans les pays formulant des cadres REDD, les préparations comprendront la conception de systèmes visant à renforcer la surveillance des forêts. L'examen de l'état des ressources forestières à un niveau de détail sans précédent fournira une base renforcée pour l'élaboration de stratégies efficaces d'atténuation et des évaluations plus précises des coûts. Le suivi fournira aussi des informations précieuses pour les interventions liées à l'adaptation.

Coopération et accords régionaux

Une série d'accords et d'instruments régionaux jouent un rôle important dans la promotion de la coopération en matière forestière en Asie du Sud-Est. Parmi les plus significatifs on peut citer les suivants:

Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).

L'ANASE a établi plusieurs réseaux techniques et groupes de travail reliés fortement à la foresterie, y compris des groupes travail sur la conservation de la nature et de la biodiversité et le changement climatique, ainsi que des groupes de travail spéciaux d'experts sur la mise en œuvre des processus internationaux de politique forestière et la certification pan-ANASE du bois.

Accord ANASE transfrontalier sur la brume.

Le premier arrangement régional au monde qui relie un groupe d'États contigus pour s'attaquer à la pollution transfrontalière due à la brume résultant des incendies de terres et de forêts.

Commission des forêts pour l'Asie et le Pacifique (CFAP).

La CFAP est l'une des six commissions des forêts régionales de la FAO qui couvre les principales régions géographiques du monde. La CFAP est un forum qui donne des avis et prend des mesures sur des questions forestières clés.

Partenariat asiatique sur les forêts (AFP).

L'AFP a été lancé en 2002 comme partenariat pour le développement durable basé sur les principes de la Déclaration de Rio et les valeurs exprimées dans la Déclaration du Millénaire. Il vise le partage de l'information, le dialogue et les actions conjointes pour promouvoir la gestion durable des forêts.

Commission du Mékong (MRC).

La Commission œuvre à faciliter la gestion collective des ressources en eau partagées des pays membres et le développement du potentiel économique du Mékong.

Heart of Borneo Initiative (HoBi).

L'HoBi fournit un cadre de coopération pour sa mise en œuvre et engage l'Indonésie, la Malaisie et le Brunéi Darussalam à préparer des plans stratégiques et opérationnels avec des feuilles de route conjointes pour réaliser sa « Vision de la conservation ».

Réseau Asie-Pacifique pour la gestion durable et la réhabilitation des forêts (APFNet).

Ce réseau est une organisation régionale ouverte qui promeut et améliore la gestion durable et la réhabilitation des forêts dans la région Asie-Pacifique grâce à la création de capacités, le partage des informations, les dialogues régionaux sur les politiques et des projets pilotes.

Réseau Asie-Pacifique sur les espèces forestières envahissantes (APFISN).

L'APFISN est un réseau régional sur les espèces forestières envahissantes oeuvrant sous les auspices de la CFAP.

Perspectives

Entre 2010 et 2020, il est prévu que la population de l'Asie du Sud-Est augmentera de 11 pour cent pour atteindre 670 millions de personnes. Les pressions accrues exercées sur les forêts devraient provoquer un recul du couvert forestier en Asie du Sud-Est qui passerait de 51 pour cent en 2010 à 47 pour cent en 2020 (FAO, 2011). Les pertes nettes dans la majorité des pays devraient totaliser 18 millions d'hectares. La conversion des forêts étant le principal facteur de perte de biodiversité, il est estimé qu'entre 13 et 42 pour cent des espèces disparaîtront en Asie du Sud-Est d'ici à 2100 dont la moitié au moins pourraient faire l'objet d'une extinction au niveau mondial (Sohdi et al., 2004).

TABLEAU 22

Situation indicative de la participation des institutions et accords forestiers régionaux en Asie du Sud-Est

	ANASE ^a	L'Accord ANASE transfrontalier sur la brume ^b	APFC ^c	AFP ^d	MRC ^e	Heart of Borneo ^f	APFNet ^g	APFISN ^h
Brunéi Darussalam	X	X				X	X	
Cambodge	X	X	X	X	X		X	X
Indonésie	X		X	X		X	X	X
République démocratique populaire Lao	X	X	X		X		X	X
Malaisie	X	X	X	X		X	X	X
Myanmar	X	X	X		X*		X	X
Papouasie-Nouvelle-Guinée			X				X	X
Philippines	X	X	X	X			X	X
Singapour	X	X					X	
Thaïlande	X	X	X	X	X		X	X
Viet Nam	X	X	X	X	X		X	X

* *Observateur.*

^a <http://www.aseansec.org/74.htm>

^b <http://haze.asean.org/hazeagreement/status>

^c <http://www.fao.org/forestry/33587/en/>

^d http://www.asiaforests.org/index.php?option=com_content&task=view&id=23&Itemid=173

^e <http://www.mrcmekong.org/>

^f <http://www.adb.org/Environment/adb-hob.asp>

^g <http://www.apfnet.cn/About-Us/Focal-Point.html>

^h <http://www.fao.org/forestry/35067/en/>

Bien que les pressions globales sur les ressources forestières devraient augmenter, plusieurs facteurs pourraient atténuer les tendances vers la déforestation et la dégradation. Des changements structurels de l'économie vers la création d'industries et de services dissociés de l'agriculture, et la migration vers les centres urbains pourraient réduire les pressions sur la terre.

Dans le cadre global de développement de l'Asie du Sud-Est, les tendances économiques et démographiques prédominantes et les priorités nationales suggèrent que les objectifs liés aux forêts devraient se centrer sur la production économique et la protection de la biodiversité. Les options entre ces objectifs devront être soigneusement surveillées et contrôlées et, dans ce contexte, une troisième priorité intersectorielle est l'amélioration de la gouvernance.

Conclusions

Le présent document synthétise la situation des forêts dans les trois bassins forestiers tropicaux. Étant donné le temps limité à disposition pour le rédiger en trois langues (deux mois), il ne prétend pas être une évaluation exhaustive. Il fournit plutôt un aperçu de certains aspects clés considérés comme importants en termes d'estimation des progrès accomplis vers la gestion durable des forêts dans les trois bassins. La grande différence des quantités d'informations existantes entre les régions signifie inévitablement que toutes les données disponibles ne pouvaient être prises en compte dans sa compilation. Le document, dès lors, est forcément limité à quelques sources de données comparables. Heureusement, l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2010 de la FAO a été achevée il y a moins d'un an sur la base des rapports soumis par les pays, et l'évaluation de l'OIBT de la Situation de la gestion des forêts tropicales - 2011, qui couvre 20 des 30 pays compris dans cette étude, est actuellement sous presse, si bien que l'information dont nous disposons est relativement récente. Néanmoins, un grand nombre de questions liées à la disponibilité et à la qualité des données devraient être soulignées.

Disponibilité et qualité des données

Les tableaux de l'annexe fournissent les données des pays disponibles pour toutes les variables examinées dans ce document. Comme on peut le constater, la disponibilité des données est bonne dans l'ensemble. Toutefois, il y a un certain nombre de lacunes importantes, y compris sur des aspects fondamentaux comme les caractéristiques des forêts, le volume sur pied et les stocks de carbone, mais en particulier un manque de séries de données complètes nécessaires pour l'analyse des tendances des fonctions désignées des forêts, du régime de propriété et des droits de gestion dans certains pays. Les données sur les incendies de forêts, les ravageurs et les maladies et sur les produits forestiers non ligneux étaient trop rares pour mériter leur inclusion dans ce rapport.

Des tentatives de combler les lacunes dans les séries de données de FRA 2010 avec celles de l'OIBT et inversement ont été faites pour quelques variables (clairement spécifiées dans les tableaux), mais elles ont dû être abandonnées dans certains cas du fait que les divergences entre les deux sources de données – tirées toutes deux de rapports soumis par les pays et pour deux évaluations qui utilisent normalement les mêmes définitions et classifications au niveau agrégé et qui ont été réalisées presque simultanément – étaient trop marquées.

En ce qui concerne la qualité des données pour la variable de base, à savoir la superficie forestière, la plupart des pays ont une estimation de leur superficie forestière qui remonte à moins de dix ans (voir le tableau 2 dans l'annexe) et l'année de la moyenne pondérée de la superficie forestière est 2001. L'exception notable est l'Angola qui a eu recours à des données très anciennes pour FRA 2010 (datant de 1970) mais qui est actuellement en train de dresser un inventaire forestier national. Des données relativement anciennes (15 ans ou davantage) ont été également utilisées par Brunéi Darussalam, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République centrafricaine, Sao Tomé-et-Principe, et le Venezuela (République bolivarienne du). La grande majorité des pays a fait appel à la télédétection pour estimer la superficie forestière – dans certains cas en combinaison avec des données provenant des inventaires forestiers.

Trois pays (Cameroun, Philippines et Viet Nam) ont dressé un inventaire forestier national depuis 2003 et dix pays (Angola, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Congo, République démocratique du Congo, Équateur, Indonésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou et Viet Nam) sont actuellement en train de le préparer ou sont à un stade avancé de sa planification. Un certain nombre de pays (notamment ceux qui veulent tirer parti de la REDD+) utilisent à l'heure actuelle la télédétection pour obtenir des informations comparables sur les changements de la superficie forestière depuis 1990. Ces deux efforts montrent que des données améliorées et plus nombreuses sur la superficie forestière, le volume sur pied et les stocks de carbone pourraient être disponibles dans un proche avenir.

Néanmoins, il faut conclure que la route à parcourir est encore longue si l'on veut obtenir des données sur les forêts et la gestion forestière fiables et assez robustes pour produire, non seulement des rapports détaillés et précis sur la situation des forêts dans les trois bassins forestiers tropicaux, mais aussi pour servir de base permettant de calculer les compensations dans le cadre de n'importe quel mécanisme commercial éventuel relatif à des services forestiers comme le piégeage du carbone.

Tendances alarmantes

Malgré les problèmes liés à la disponibilité et la qualité des données, les conclusions du présent document mettent en évidence un certain nombre d'observations qui sont alarmantes à la lumière des aspirations à la réalisation de la gestion durable des forêts et aux progrès vers les quatre Objectifs d'ensemble relatifs aux forêts de l'Instrument non juridiquement contraignant sur tous les types de forêts, adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2007 :

- La déforestation se poursuit à un rythme alarmant dans la plupart des pays et dans les trois bassins forestiers tropicaux. Ensemble, les 30 pays ont signalé une perte nette de superficie forestière de 5,4 millions d'hectares par an au cours de la décennie écoulée, soit 0,4 pour cent par an. De ce fait, le stock total de carbone dans les forêts s'est réduit d'environ 1,2 Gt par an pendant la période 2000-2010.
- La superficie de forêt primaire diminue de 4 millions d'hectares par an environ. Cette perte est due en partie à la déforestation et en partie à d'autres activités humaines qui laissent des signes visibles de la main de l'homme et transforment ainsi la forêt en « autres forêts régénérées naturellement » dans le système de classification de FRA 2010.
- Bien qu'elle ne soit pas encore quantifiée, la dégradation des forêts due à des pratiques impropres, voire illégales, est un phénomène courant dans la plupart des pays.
- Moins de 15 pour cent de la superficie forestière totale sont soumis à un plan d'aménagement et 3,5 pour cent seulement de la superficie forestière totale sont considérés comme étant sous une gestion durable des forêts. À peine plus de 1 pour cent a fait l'objet de certification.

Nouvelles positives

Toutefois, quelques nouvelles très positives sont aussi à signaler:

- Le taux de perte de forêts donne des signes de ralentissement dans les trois bassins forestiers tropicaux. Il a baissé de 24 pour cent si l'on compare la perte moyenne annuelle des années 1990 (7,1 millions d'ha/an) à celle de la période 2000-2010 (5,4 millions d'ha/an).
- Près de 200 millions d'hectares, soit 18 pour cent de toutes les forêts présentes dans les trois bassins forestiers tropicaux, se situent dans des parcs nationaux, des réserves de chasse, des espaces naturels et d'autres aires protégées établies légalement.
- La superficie de forêts plantées s'est accrue de plus d'un demi million d'hectares par an pendant la période 2000-2010 et, bien qu'elles ne représentent que 2 pour cent de la superficie forestière totale, ces forêts plantées sont susceptibles de satisfaire une part croissante de la demande de bois à l'avenir et pourrait réduire la pression sur les forêts naturelles restantes dans certains pays.
- La superficie forestière affectée principalement à la protection des sols et de l'eau absorbe 7 pour cent de la superficie forestière totale.
- Des progrès sensibles ont été accomplis dans l'élaboration ultérieure d'un cadre porteur pour la gestion forestière durable. Sur les 30 pays, 13 ont mis à jour leur politique forestière depuis 2000 et dix ont mis à jour leur loi forestière. Il est estimé que 94 pour cent de la superficie forestière totale dans les trois bassins forestiers tropicaux sont maintenant incorporés à des programmes forestiers nationaux.
- La REDD + offre l'opportunité de financements nouveaux et additionnels à l'appui de la gestion durable des forêts et de nombreux pays participent déjà à une ou davantage des initiatives mondiales existantes en matière de préparation REDD+ (voir l'encadré 2 et le tableau 22 de l'annexe pour plus de détails).

ENCADRÉ 2 Préparation REDD+

Un pays aura réalisé la préparation REDD+ lorsqu'il aura pu s'acquitter de tous les engagements relatifs à la REDD+ établis par la CCCC. Il faudra pour cela démontrer d'avoir suffisamment de capacités dans trois domaines clés :

- technique (mesure et suivi des cinq activités REDD+ au fil du temps) ;
- institutionnel (transparence et responsabilité du gouvernement et d'autres parties prenantes pouvant promulguer et mettre en application les lois, et un régime foncier clair ;
- social (participation multiparties prenantes aux activités REDD+, y compris les communautés autochtones et tributaires des forêts) ; et
- économique (conception et mise en œuvre d'un partage REDD+ équitable des avantages).

La réalisation de la préparation REDD+ exige, dès lors, d'intenses consultations dans le pays pour assurer une large participation ; l'appui international à la création de capacités techniques et la mise en œuvre d'activités de démonstration fondées sur les résultats ou pilotes pour commencer à tester les approches et méthodologies.

Un certain nombre de programmes de soutien multilatéraux ont été établis pour faciliter la préparation REDD+ dans de nombreux pays. Parmi les plus importants figurent le Programme de collaboration de l'ONU sur la REDD (Programme REDD-ONU) et le Fonds de partenariat pour le carbone forestier de la Banque mondiale. Un appui bilatéral significatif a déjà été engagé et décaissé à cette fin par l'Initiative climat et forêts du Gouvernement norvégien. En outre de nombreux enseignements peuvent être tirés d'initiatives nationales et de projets REDD+ établis pour le marché volontaire du carbone dans les pays en développement, ainsi que de la recherche dans ces activités. Tous ces résultats peuvent servir à la formulation de plans d'action REDD+ nationaux.

La diversité des conditions socioécologiques, des circonstances et des capacités existantes signifie que les pays affronteront la question de la préparation à la REDD+ de façon individuelle et à des vitesses différentes, en fonction des capacités existantes. Les défis clés qui se sont présentés pendant la création de programmes nationaux de préparation à la REDD+ comprennent, mais sans limitation :

- la traduction des décisions REDD+ de la CCCC en plans d'action nationaux (tout en tenant compte des circonstances nationales) pouvant être mis en application sur le terrain ;
- la coordination et la communication entre différentes activités et sources de financement pour assurer la complémentarité ; et
- la création de capacités à long terme à mettre en œuvre la REDD+.

Des efforts notables sont nécessaires pour affronter un certain nombre de tendances alarmantes et stimuler les progrès vers la gestion durable des forêts dans tous les pays et régions. Les programmes forestiers nationaux offrent une plateforme potentielle pour les débats et pour conclure des accords sur les mesures prioritaires à prendre aux niveaux national et sous-national, alors que la collaboration régionale et interrégionale facilite le partage des informations et des expériences entre les pays.

Références citées et autres sources utilisées

- ACTO. n.d. Tratado de Cooperación Amazónica. <http://www.otca.info/portal/>
- Bartholomé, E. & Belward, A.S. 2005. GLC2000: A new approach to global land cover mapping from earth observation data. *International Journal of Remote Sensing*, 26(9): 1959–1977.
- CEPAL/FAO/IICA. 2010. *Perspectiva de la agricultura y del desarrollo rural en las Américas: una mirada hacia América Latina y el Caribe*. FAO, Santiago.
- CIA [Central Intelligence Agency]. 2010. The world fact book. Disponible sur: <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/index.html>.
- Edmunds, D. & Wollenberg, E. 2003. *Local forest management: the impacts of devolution policies*. Earthscan, UK.
- Elías, E. 2004. El proceso de Tarapoto: Criterios e indicadores para la gestión del bosque amazónico. Brasil. <http://www.fao.org/docrep/007/y5841s/y5841s12.htm>
- Eva, H.D., Belward, A.S., De Miranda, E.E., Di Bella, C.M., Gond, V., Huber, O., Jones, S., Sgrenzaroli, M. & Fritz, S. 2004. A Land Cover Map of South America. *Global Change Biology*, 10(5): 731–744.
- FAO. 2003a. *Étude prospective du secteur forestier en Afrique – Rapport régional - défis et opportunités à l'horizon 2020*. FAO, Rome.
- FAO. 2003b. *Forestry Outlook Study For Africa - Subregional report for Central Africa*. Étude FAO:Forêts 141. FAO, Rome.
- FAO. 2006a. *Estudio de tendencias y perspectivas del sector forestal en América latina - Informe de la Subregión Amazónica*. FAO, Rome.
- FAO. 2006b. *Tendencias y Perspectivas del Sector Forestal en América Latina y el Caribe*. Étude FAO: Forêts 148. FAO, Rome.
- FAO. 2006c. *Understanding forest tenure in South and Southeast Asia*. FAO Forest Policy and Institutions Working Paper, 14. FAO, Rome.
- FAO. 2008. *Contribution of the forestry sector to national economies, 1990–2006*. Forest Finance Working Paper FFSM/ACC/08. FAO, Rome.
- FAO. 2010a. *Évaluation des ressources forestières mondiales 2010*. Étude FAO:Forêts 163. FAO, Rome
- FAO. 2010b. *Southeast Asian forests and forestry to 2020: Sub-regional report of the second Asia-Pacific Forestry Sector Outlook Study*. RAP Publication 2010/20. FAO, Bangkok.
- FAO. 2011a. FAOSTAT – FAO's online statistical database. Rome, Italy (Disponible sur <http://faostat.fao.org>).
- FAO. 2011b. *Pacific forests and forestry to 2020: Subregional report of the second Asia-Pacific Forestry Sector Outlook Study*. RAP Publication 2011/01. FAO, Bangkok.
- FAO. 2011c. *Redes de cooperación técnica, RLC*. FAO, Santiago. <http://www.rlc.fao.org/es/tecnica/redes.htm>
- FAO. 2011d. *State of the World's Forests*. FAO, Rome
- FMI (Fonds monétaire international) 2010. *World Economic Outlook database*. Data for 2008. (Disponible sur: <http://www.imf.org/external/ns/cs.aspx?id=28>).
- Hansen, M.C., DeFries, R.S., Townshend, J.R.G., Carroll, M., Dimiceli, C. & Sohlberg, R.A. 2003. [Online Journal] Global percent tree cover at a spatial resolution of 500 meters: First Results of the MODIS Vegetation Continuous Fields Algorithm. *Earth Interactions*, 7(10): 1–15. (Disponible sur <http://journals.ametsoc.org/toc/eint/7/10>).
- Junta de Castilla de León/FAO. 2010. *Casos ejemplares de manejo forestal sostenible en América Latina y el Caribe*. FAO, Santiago.
- Mayaux, P., Bartholomé, E., Fritz, S. & Belward, A. 2004. A new land-cover map of Africa for the year 2000. *Journal of Biogeography*, 31(6): 861–877.
- Nazi, R., Nguingiri, J.C. & Ezzine de Blaz, D. 2006. *Exploitation et gestion durable des forêts d'Afrique centrale. La quête de la durabilité*. L'Harmattan, Paris. 404 p.
- OIBT (sous presse). *Status of Tropical Forest Management - 2011*. ITTO, Yokohama, Japan.
- PFBC. 2006. *Les Forêts du Bassin du Congo - Etat des Forêts 2006* Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo, Belgique, 257 pages
- PFBC. 2009. *Les Forêts du Bassin du Congo - Etat des Forêts 2008*. Eds : de Wasseige C., Devers D., de Marcken P., Eba'a Atyi R., Nasi R. et Mayaux Ph., 426 pages, ISBN 978-92-79-132 11-7, doi: 10.2788 /32456, Office des publications de l'Union européenne, 2009
- PFBC(sous presse). *Les Forêts du Bassin du Congo - Etat des Forêts 2010*

- Sodhi, N.S., Koh, L.P., Brook, B.W. & Ng, P.K.L. 2004. Southeast Asian biodiversity: an impending disaster. *Trends in Ecology & Evolution*, 19(12): 654–660.
- Stibig, H.-J., Belward, A.S., Roy, P.S., Rosalina-Wasrin, U., Agrawal, S., Joshi, P.K., Hildanus, Beuchle, R., Fritz, S., Mubareka, S. & Giri, C. 2007. A land-cover map for South and Southeast Asia derived from SPOT-VEGETATION Data. *Journal of Biogeography*, 34(4): 625–637.
- UNSD [United Nations Statistics Division]. 2010. National accounts data. (Disponible sur: <http://data.un.org/Explorer.aspx?d=SNAAMA>).
- UNSD. 2011. *Composition of macro-geographical (continental) regions, geographical sub-regions, and selected economic and other groupings*. (Disponible sur: <http://unstats.un.org/unsd/methods/m49/m49regin.htm>)
- World Bank. 2010. *World Development Indicators database*. Data for 2008. (Disponible sur: <http://databank.worldbank.org/ddp/home.do?Step=12&id=4&CNO=2>).



Annexe

Tableaux nationaux

Notes

Nomenclature des pays utilisée dans les tableaux

Les noms des pays utilisés dans ces tableaux suivent la pratique normalisée de l'ONU en ce qui concerne la nomenclature et l'ordre alphabétique anglais pour les pays.

Source des données

Sauf indication contraire, les informations fournies dans ces tableaux sont tirées de rapports de pays validés officiellement soumis à la FAO pour l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2010 (FRA 2010). Les rapports contiennent des informations détaillées sur les source des données, l'origine des données et une explication de la façon dont ont été calculés les chiffres rapportés, ainsi que des notes explicatives sur chaque tableau. Ces rapports sont disponibles sur le site de la FAO: www.fao.org/forestry/fra2010) en anglais, français ou espagnol.

Totaux

Les chiffres pourraient ne pas coïncider ayant été arrondis. Les totaux mondiaux et régionaux sont omis dans les cas où la somme des valeurs rapportées ne donnerait pas une estimation correcte en raison du manque de séries complètes de données

Abréviations

n.s. = non significatif, indiquant une très faible valeur
– = données non disponibles
EPT = équivalent plein temps

Tableau 1

Données de base sur les pays et régions

Pays/région	Superficie terrestre ^a (1 000 ha)	Population 2008 ^b				GDP 2008 ^c	
		Total (1 000)	Densité (Population/ km ²)	Taux de croissance annuelle (%)	Rural (% du total)	Par habitant (PPP) (US\$)	Taux de croissance annuelle (%)
Bolivie (État plurinational de)	108 438	9 694	9	1,8	34	4 277	6,1
Brésil*	832 512	191 972	23	1,0	14	10 304	5,1
Colombie	110 950	45 012	41	1,5	26	8 797	2,5
Équateur	27 684	13 481	49	1,0	34	8 014	6,5
Guyane française*	8 220	220	3	2,8	24	-	-
Guyana	19 685	763	4	-0,1	72	3 064	3,0
Pérou	128 000	28 837	23	1,2	29	8 509	9,8
Suriname	15 600	515	3	1,0	25	7 401	5,1
Venezuela (République bolivarienne du)	88 205	28 121	32	1,7	7	12 818	4,8
Bassin amazonien	1 339 294	318 615	24	1,2	18	9 841	5,1
Angola	124 670	18 021	14	2,7	43	5 820	13,2
Burundi	2 568	8 074	314	3,0	90	383	4,5
Cameroun	47 271	19 088	40	2,3	43	2 195	3,9
République centrafricaine	62 300	4 339	7	1,9	62	741	2,2
Congo	34 150	3 615	11	1,8	39	3 949	5,6
République démocratique du Congo	226 705	64 257	28	2,8	66	314	6,2
Guinée équatoriale	2 805	659	23	2,6	61	33 899	11,3
Gabon	25 767	1 448	6	1,8	15	14 575	2,3
Rwanda	2 467	9 721	394	2,8	82	1 027	11,2
Sao Tomé-et-Principe	96	160	167	1,3	39	1 748	5,8
Bassin du Congo	528 799	129 382	24	2,7	61	1 865	8,3
Brunéi Darussalam	527	392	74	1,8	25	50 665	-1,9
Cambodge	17 652	14 562	82	1,7	79	1 951	6,7
Indonésie	181 157	227 345	125	1,2	49	3 994	6,1
République démocratique populaire Lao	23 080	6 205	27	1,9	69	2 124	7,5
Malaisie	32 855	27 014	82	1,7	30	14 215	4,6
Myanmar	65 755	49 563	75	0,9	67	1 110	3,6
Papouasie-Nouvelle-Guinée	45 286	6 577	15	2,4	88	2 180	6,6
Philippines	29 817	90 348	303	1,8	35	3 513	3,8
Singapour	69	4 615	6 698	2,9	0	49 321	1,1
Thaïlande	51 089	67 386	132	0,6	67	8 086	2,5
Viet Nam	31 008	87 096	281	1,1	72	2 787	6,2
Asie du Sud-Est	478 295	581 103	121	1,3	54	4 742	4,1
Bassins forestiers tropicaux	2 346 388	1 029 100	44	1,4	44	5 959	4,8

* Estimation nationale de la superficie terrestre.

^a Superficie totale du pays à l'exclusion des masses d'eau intérieures. Les chiffres sont tirés de FAOSTAT (FAO, 2011a) sauf indication contraire.

^b Source générale: FAOSTAT-PopSTAT (<http://faostat.fao.org/site/550/default.aspx#ancor>).

^c Le produit intérieur brut (PIB) est exprimé à la parité du pouvoir d'achat (PPA). Source général: Banque mondiale (2010). Autres sources: FMI (2010); UNSD (2010); CIA (2010).

Tableau 2

État de l'information sur la superficie forestière

Pays/région	Données les plus récentes utilisées pour l'estimation de la superficie forestière ^a				
	Inventaire national/levé de terrain	Télédétection/cartographie	Registres et statistiques	Compilation d'évaluations sous-nationales	Estimation d'experts
Bolivie (État plurinational de)		2007			
Brésil		2002			
Colombie		2001			
Équateur		2000			
Guyane française		2006			
Guyana			1999		
Pérou		2000			
Suriname		1998			
Venezuela (République bolivarienne du)		1995			
Bassin amazonien					
Angola		1970			
Burundi					2005
Cameroun	2004				
République centrafricaine				1994	
Congo		2004			
République démocratique du Congo		2005			
Guinée équatoriale					1998
Gabon		2008			
Rwanda			2005		
Sao Tomé-et-Principe	1990				
Bassin du Congo					
Brunéi Darussalam					1996
Cambodge		2005			
Indonésie		2006			
République démocratique populaire Lao		2002			
Malaisie			2006		
Myanmar		2006			
Papouasie-Nouvelle-Guinée		1996			
Philippines	2003				
Singapour					1997
Thaïlande		2006			
Viet Nam	2007				
Asie du Sud-Est					
Bassins forestiers tropicaux					

^a Lorsque les données ont été collectées sur plusieurs années, l'année à mi-parcours est indiquée.

Note: L'estimation de la superficie forestière est donnée en utilisant une combinaison de cartes et d'inventaires de terrain dans certains pays notamment en Asie du Sud-Est.

Tableau 3

Étendue des forêts et des autres terres boisées, 2010								
Pays/région	Superficie terrestre						Eaux intérieures	Superficie du pays
	Forest		Autres terres boisées		Autres terres (1 000 ha)			
	1 000 ha	% de superficie terrestre	1 000 ha	% de superficie terrestre	Total	y compris le couvert forestier	1 000 ha	1 000 ha
Bolivie (État plurinational de)	57 196	53	2 473	2	48 769	-	1 420	109 858
Brésil	519 522	62	43 772	5	269 218	-	18 975	851 487
Colombie	60 499	55	22 727	20	27 724	-	3 225	114 175
Équateur	9 865	36	1 519	5	16 300	-	672	28 356
Guyane française	8 082	98	0	0	138	0	176	8 396
Guyana	15 205	77	3 580	18	900	-	1 812	21 497
Pérou	67 992	53	22 132	17	37 876	700	522	128 522
Suriname	14 758	95	0	0	842	0	727	16 327
Venezuela (République bolivarienne du)	46 275	52	7 317	8	34 613	-	3 000	91 205
Bassin amazonien	799 394	60	103 520	8	436 380	700	30 529	1 369 823
Angola	58 480	47	0	0	66 190	-	0	124 670
Burundi	172	7	722	28	1 674	-	215	2 783
Cameroun	19 916	42	12 715	27	14 640	-	273	47 544
République centrafricaine	22 605	36	10 122	16	29 573	-	0	62 300
Congo	22 411	66	10 513	31	1 226	-	50	34 200
République démocratique du Congo	154 135	68	11 513	5	61 057	-	7 781	234 486
Guinée équatoriale	1 626	58	8	n.s.	1 171	-	0	2 805
Gabon	22 000	85	0	0	3 767	-	1 000	26 767
Rwanda	435	18	61	2	1 971	-	167	2 634
Sao Tomé-et-Principe	27	28	29	30	40	10	0	96
Bassin du Congo	301 807	57	45 683	9	181 309	10	9 486	538 285
Brunéi Darussalam	380	72	50	9	97	-	50	577
Cambodge	10 094	57	133	1	7 425	-	452	18 104
Indonésie	94 432	52	21 003	12	65 722	-	9 300	190 457
République démocratique populaire Lao	15 751	68	4 834	21	2 495	-	600	23 680
Malaisie	20 456	62	0	0	12 399	-	119	32 974
Myanmar	31 773	48	20 113	31	13 869	-	1 903	67 658
Papouasie-Nouvelle-Guinée	28 726	63	4 474	10	12 086	-	998	46 284
Philippines	7 665	26	10 128	34	12 024	-	183	30 000
Singapour	2	3	0	0	67	0	1	70
Thaïlande	18 972	37	0	0	32 117	-	223	51 312
Viet Nam	13 797	44	1 124	4	16 087	-	1 924	32 932
Asie du Sud-Est	242 048	51	61 859	13	174 388	0	15 753	494 048
Bassins forestiers tropicaux	1 343 249	57	211 062	9	792 077	710	55 768	2 402 156

Tableau 4

Changement de l'étendue des forêts, 1990–2010

Pays/région	Forêts							
	Superficie (1 000 ha)				Taux de changement annuel			
	1990	2000	2005	2010	1990–2000		2000–2010	
					1 000 ha/an	%	1 000 ha/an	%
Bolivie (État plurinational de)	62 795	60 091	58 734	57 196	-270	-0,44	-290	-0,49
Brésil	574 839	545 943	530 494	519 522	-2 890	-0,51	-2 642	-0,49
Colombie	62 519	61 509	61 004	60 499	-101	-0,16	-101	-0,17
Équateur	13 817	11 841	10 853	9 865	-198	-1,53	-198	-1,81
Guyane française	8 188	8 118	8 100	8 082	-7	-0,09	-4	-0,04
Guyana	15 205	15 205	15 205	15 205	0	0	0	0
Pérou	70 156	69 213	68 742	67 992	-94	-0,14	-122	-0,18
Suriname	14 776	14 776	14 776	14 758	0	0	-2	-0,01
Venezuela (République bolivarienne du)	52 026	49 151	47 713	46 275	-288	-0,57	-288	-0,60
Bassin amazonien	874 321	835 847	815 621	799 394	-3 847	-0,45	-3 645	-0,44
Angola	60 976	59 728	59 104	58 480	-125	-0,21	-125	-0,21
Burundi	289	198	181	172	-9	-3,71	-3	-1,40
Cameroun	24 316	22 116	21 016	19 916	-220	-0,94	-220	-1,04
République centrafricaine	23 203	22 903	22 755	22 605	-30	-0,13	-30	-0,13
Congo	22 726	22 556	22 471	22 411	-17	-0,08	-15	-0,06
République démocratique du Congo	160 363	157 249	155 692	154 135	-311	-0,20	-311	-0,20
Guinée équatoriale	1 860	1 743	1 685	1 626	-12	-0,65	-12	-0,69
Gabon	22 000	22 000	22 000	22 000	0	0	0	0
Rwanda	318	344	385	435	3	0,79	9	2,37
Sao Tomé-et-Principe	27	27	27	27	0	0	0	0
Bassin du Congo	316 078	308 864	305 316	301 807	-721	-0,23	-706	-0,23
Brunéi Darussalam	413	397	389	380	-2	-0,39	-2	-0,44
Cambodge	12 944	11 546	10 731	10 094	-140	-1,14	-145	-1,33
Indonésie	118 545	99 409	97 857	94 432	-1 914	-1,75	-498	-0,51
République démocratique populaire Lao	17 314	16 532	16 142	15 751	-78	-0,46	-78	-0,48
Malaisie	22 376	21 591	20 890	20 456	-79	-0,36	-114	-0,54
Myanmar	39 218	34 868	33 321	31 773	-435	-1,17	-310	-0,93
Papouasie-Nouvelle-Guinée	31 523	30 133	29 437	28 726	-139	-0,45	-141	-0,48
Philippines	6 570	7 117	7 391	7 665	55	0,80	55	0,74
Singapour	2	2	2	2	0	0	0	0
Thaïlande	19 549	19 004	18 898	18 972	-55	-0,28	-3	-0,02
Viet Nam	9 363	11 725	13 077	13 797	236	2,28	207	1,64
Asie du Sud-Est	277 817	252 324	248 135	242 048	-2 549	-0,96	-1 028	-0,41
Bassins forestiers tropicaux	1 468 216	1 397 035	1 369 072	1 343 249	-7 118	-0,50	-5 379	-0,39

Tableau 5

Étendue des types de forêts										
Pays/région	Total forêts		Forêt dense humide		Forêt sèche dense		Forêt inondée		Mosaïques	
	Total forêts	% de superficie terrestre	1 000 ha	% de forêt	1 000 ha	% de forêt	1 000 ha	% de forêt	1 000 ha	% de forêt
Bolivie (État plurinational de)	57 196	53	45 810	80	8 921	16	691	1	1 775	3
Brésil	519 522	62	342 566	66	28 786	6	16 219	3	131 952	25
Colombie	60 499	55	48 802	81	573	1	2 391	4	8 734	14
Équateur	9 865	36	8 323	84	30	n.s.	208	2	1 303	13
Guyane française	8 082	98	7 936	98	5	n.s.	136	2	5	n.s.
Guyana	15 205	77	14 064	92	114	1	994	7	34	n.s.
Pérou	67 992	53	63 158	93	413	1	3 821	6	600	1
Suriname	14 758	95	13 176	89	30	n.s.	705	5	14	n.s.
Venezuela (République bolivarienne du)	46 275	52	39 608	86	1 191	3	3 191	7	2 285	5
Bassin amazonien	799 394	60	585 783	73	39 475	5	28 608	4	145 527	18
Angola	58 480	47	5 660	10	32 510	56	0	0	4 961	8
Burundi	172	7	10	6	14	8	0	0	148	86
Cameroun	19 916	42	14 626	73	0	0	86	n.s.	5 204	26
République centrafricaine	22 605	36	4 302	19	7 157	32	0	0	11 146	49
Congo	22 411	66	17 093	76	1 078	5	4 053	18	187	1
République démocratique du Congo	154 135	68	108 638	70	26 474	17	7 467	5	11 556	7
Guinée équatoriale	1 626	58	1 622	100	0	0	0	0	4	n.s.
Gabon	22 000	85	21 635	98	189	1	143	1	34	n.s.
Rwanda	435	18	38	9	14	3	0	0	384	88
Sao Tomé-et-Principe	27	28	25	92	0	0	0	0	2	8
Bassin du Congo	301 807	57	177 530	59	68 676	23	11 792	4	43 809	15
Brunéi Darussalam	380	72	263	69	0	0	100	26	17	4
Cambodge	10 094	57	3 160	31	2 405	24	155	2	4 374	43
Indonésie	94 432	52	67 217	71	0	0	9 620	10	17 594	19
République démocratique populaire Lao	15 751	68	4 206	27	590	4	0	0	4 560	29
Malaisie	20 456	62	15 507	76	0	0	810	4	4 139	20
Myanmar	31 773	48	10 029	32	7 328	23	146	n.s.	14 271	45
Papouasie-Nouvelle-Guinée	28 726	63	23 584	82	0	0	2 616	9	2 526	9
Philippines	7 665	26	3 820	50	0	0	8	n.s.	3 837	50
Singapour	2	3	0	7	0	0	0	0	2	93
Thaïlande	18 972	37	2 357	12	2 713	14	0	0	13 903	73
Viet Nam	13 797	44	3 798	28	414	3	66	n.s.	9 518	69
Asie du Sud-Est	242 048	51	133 460	55	14 280	6	13 463	6	80 845	33
Bassins forestiers tropicaux	1 343 249	57	890 703	66	122 015	9	54 580	4	275 951	21

Source: Calculé à partir GLC2000 (Figure 7). Voir Bartholomé & Belward (2005) pour plus de détails. La superficie forestière vient de la FAO, 2010a.

Tableau 6

Caractéristiques des forêts, 2010							
Pays/région	Forêts primaires	Autres forêts régénérées naturellement	Forêts plantées	Forêts primaires	Autres forêts régénérées naturellement	Forêts plantées	
	% de superficie forestière	% de superficie forestière	% de superficie forestière	1 000 ha	1 000 ha	1 000 ha	dont % d'espèces introduites
Bolivie (État plurinational de)	65	35	n.s.	37 164	20 012	20	100
Brésil	92	7	1	476 573	35 532	7 418	96
Colombie	14	85	1	8 543	51 551	405	-
Équateur	49	50	2	4 805	4 893	167	100
Guyane française	95	5	n.s.	7 690	391	1	100
Guyana	45	55	0	6 790	8 415	0	-
Pérou	89	10	1	60 178	6 821	993	-
Suriname	95	5	n.s.	14 001	744	13	54
Venezuela (République bolivarienne du)*	45	53	2	21 000	24 430	845	-
Bassin amazonien	80	19	1,2	636 744	152 789	9 862	-
Angola	0	100	n.s.	0	58 352	128	-
Burundi	23	37	40	40	63	69	100
Cameroun*	16	83	n.s.	3 250	16 597	69	-
République centrafricaine	10	90	n.s.	2 370	20 233	2	100
Congo	33	66	n.s.	7 436	14 900	75	-
République démocratique du Congo*	51	49	n.s.	79 000	75 068	67	-
Guinée équatoriale	0	100	n.s.	0	1 626	n.s.	0
Gabon	65	35	n.s.	14 334	7 636	30	-
Rwanda	2	13	86	7	55	373	-
Sao Tomé-et-Principe	41	59	0	11	16	0	-
Bassin du Congo	35	64	0,3	106 448	194 546	813	-
Brunéi Darussalam	69	30	1	263	114	3	18
Cambodge	3	96	1	322	9 703	69	-
Indonésie	50	46	4	47 236	43 647	3 549	-
République démocratique populaire Lao	9	89	1	1 490	14 037	224	-
Malaisie	19	72	9	3 820	14 829	1 807	-
Myanmar	10	87	3	3 192	27 593	988	-
Papouasie-Nouvelle-Guinée	91	8	n.s.	26 210	2 430	86	-
Philippines	11	84	5	861	6 452	352	99
Singapour	100	0	0	2	0	0	-
Thaïlande	35	44	21	6 726	8 261	3 986	-
Viet Nam	1	74	25	80	10 205	3 512	-
Asie du Sud-Est	37	57	6,0	90 202	137 271	14 576	-
Bassins forestiers tropicaux	62	36	1,9	833 395	484 606	25 250	-

* Les données sur les forêts primaires et des forêts plantées sont de l'OIBT (sous presse). La superficie des autres forêts régénérées naturellement a été calculée comme étant la superficie forestière restante. Toutes les autres données: FAO, 2010.

Tableau 7

Changement de l'étendue des forêts primaires, 1990–2010

Pays/région	Forêts primaires							
	Superficie (1 000 ha)				Taux de changement annuel			
	1990	2000	2005	2010	1990–2000		2000–2010	
					1 000 ha/an	%	1 000 ha/an	%
Bolivie (État plurinational de)	40 804	39 046	38 164	37 164	-176	-0,44	-188	-0,49
Brésil	530 041	501 926	488 254	476 573	-2 812	-0,54	-2 535	-0,52
Colombie	8 828	8 685	8 614	8 543	-14	-0,16	-14	-0,16
Équateur	-	4 682	4 743	4 805	-	-	12	0,26
Guyane française	8 006	7 816	7 738	7 690	-19	-0,24	-13	-0,16
Guyana	-	6 790	6 790	6 790	-	-	0	0
Pérou	62 910	62 188	61 065	60 178	-72	-0,12	-201	-0,33
Suriname	14 208	14 137	14 093	14 001	-7	-0,05	-14	-0,10
Venezuela (République bolivarienne du)	-	-	-	-	-	-	-	-
Bassin amazonien	-	-	-	-	-	-	-	-
Angola	0	0	0	0	0	-	0	-
Burundi	110	40	40	40	-7	-9,62	0	0
Cameroun	-	-	-	-	-	-	-	-
République centrafricaine	3 900	3 135	2 752	2 370	-77	-2,16	-77	-2,76
Congo	7 548	7 492	7 464	7 436	-6	-0,07	-6	-0,07
République démocratique du Congo	-	-	-	-	-	-	-	-
Guinée équatoriale	0	0	0	0	0	-	0	-
Gabon	20 934	17 634	15 984	14 334	-330	-1,70	-330	-2,05
Rwanda	7	7	7	7	0	0	0	0
Sao Tomé-et-Principe	11	11	11	11	0	0	0	0
Bassin du Congo	-	-	-	-	-	-	-	-
Brunéi Darussalam	313	288	275	263	-3	-0,83	-3	-0,90
Cambodge	766	456	322	322	-31	-5,05	-13	-3,42
Indonésie	-	49 270	47 750	47 236	-	-	-203	-0,42
République démocratique populaire Lao	1 490	1 490	1 490	1 490	0	0	0	0
Malaisie	3 820	3 820	3 820	3 820	0	0	0	0
Myanmar	3 192	3 192	3 192	3 192	0	0	0	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	31 329	29 534	28 344	26 210	-180	-0,59	-332	-1,19
Philippines	861	861	861	861	0	0	0	0
Singapour	2	2	2	2	0	0	0	0
Thaïlande	6 726	6 726	6 726	6 726	0	0	0	0
Viet Nam	384	187	85	80	-20	-6,94	-11	-8,14
Asie du Sud-Est	-	-	-	-	-	-	-	-
Bassins forestiers tropicaux	-	-	-	-	-	-	-	-

Table 8

Changement de la superficie des forêts plantées, 1990–2010

Pays/région	Forêts plantées							
	Superficie (1 000 ha)				Taux de changement annuel			
	1990	2000	2005	2010	1990–2000		2000–2010	
					1 000 ha/an	%	1 000 ha/an	%
Bolivie (État plurinational de)	20	20	20	20	0	0	0	0
Brésil	4 984	5 176	5 765	7 418	19	0,38	224	3,66
Colombie	137	255	330	405	12	6,41	15	4,73
Équateur	-	161	165	167	-	-	1	0,37
Guyane française	1	1	1	1	0	0	0	0
Guyana	-	0	0	0	-	-	0	-
Pérou	263	715	754	993	45	10,52	28	3,34
Suriname	13	13	13	13	0	0	0	0
Venezuela (République bolivarienne du)	-	-	-	-	-	-	-	-
Bassin amazonien	-	-	-	-	-	-	-	-
Angola	140	134	131	128	-1	-0,44	-1	-0,46
Burundi	0	86	78	69	9	-	-2	-2,18
Cameroun	-	-	84	-	-	-	-	-
République centrafricaine	2	2	2	2	0	0	0	0
Congo	51	51	51	75	0	0	2	3,93
République démocratique du Congo	56	57	57	59	n.s.	0,18	n.s.	0,36
Guinée équatoriale	0	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	-	0	0
Gabon	30	30	30	30	0	0	0	0
Rwanda	248	282	323	373	3	1,29	9	2,84
Sao Tomé-et-Principe	0	0	0	0	0	-	0	-
Bassin du Congo	-	-	-	-	-	-	-	-
Brunéi Darussalam	1	1	2	3	n.s.	6,93	n.s.	7,46
Cambodge	67	79	74	69	1	1,66	-1	-1,34
Indonésie	-	3 672	3 699	3 549	-	-	-12	-0,34
République démocratique populaire Lao	3	99	224	224	10	41,86	13	8,51
Malaisie	1 956	1 659	1 573	1 807	-30	-1,63	15	0,86
Myanmar	394	696	849	988	30	5,85	29	3,57
Papouasie-Nouvelle-Guinée	63	82	92	86	2	2,75	n.s.	0,44
Philippines	302	327	340	352	3	0,80	3	0,74
Singapour	0	0	0	0	0	-	0	-
Thaïlande	2 668	3 111	3 444	3 986	44	1,55	88	2,51
Viet Nam	967	2 050	2 794	3 512	108	7,80	146	5,53
Asie du Sud-Est	-	-	-	-	-	-	-	-
Bassins forestiers tropicaux	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 9

Volume forestier sur pied et stock de carbone, 2010

Pays/région	Volume sur pied		Stocks de carbone (millions de tonnes)				
	Total (million m ³)	m ³ /ha	Carbone dans la biomasse aérienne	Carbone dans la biomasse souterraine	Carbone dans le bois mort	Carbone dans la litière	Carbone dans le sol
Bolivie (État plurinational de)	4 242	74	3 582	860	-	120	3 718
Brésil	126 221	243	52 745	9 862	3 871	2 283	52 277
Colombie	8 982	148	5 488	1 317	-	-	-
Équateur	-	-	-	-	-	-	-
Guyane française	2 829	350	1 344	307	115	-	727
Guyana	2 206	145	1 348	281	63	50	669
Pérou	8 159	120	6 903	1 657	-	143	3 400
Suriname	3 389	230	2 553	612	-	31	694
Venezuela (République bolivarienne du)	-	-	-	-	-	-	-
Bassin amazonien	-	-	-	-	-	-	-
Angola	2 266	39	3 536	849	-	123	2 047
Burundi	20	117	13	3	-	n.s.	11
Cameroun	6 141	308	2 174	522	-	42	1 295
République centrafricaine	3 776	167	2 307	554	-	47	1 469
Congo	4 539	203	2 773	665	-	47	1 053
République démocratique du Congo	35 473	230	15 838	3 801	-	324	10 019
Guinée équatoriale	268	165	164	39	-	3	106
Gabon	4 895	223	2 186	524	-	46	1 430
Rwanda	79	182	32	8	-	1	20
Sao Tomé-et-Principe	5	167	3	1	-	n.s.	1
Bassin du Congo	-	-	-	-	-	-	-
Brunéi Darussalam	72	190	58	14	-	1	20
Cambodge	959	95	298	166	-	-	384
Indonésie	11 343	120	9 787	3 230	-	-	-
République démocratique populaire Lao	929	59	895	179	-	33	-
Malaisie	4 239	207	2 590	622	-	43	-
Myanmar	1 430	45	1 378	276	-	67	-
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2 726	95	1 922	384	-	-	-
Philippines	1 278	167	535	128	73	16	498
Singapour	-	-	-	-	-	-	-
Thaïlande	783	41	693	187	-	-	-
Viet Nam	870	63	778	214	-	72	651
Asie du Sud-Est	-	-	-	-	-	-	-
Bassins forestiers tropicaux	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 10

Changement des stocks de carbone dans la biomasse forestière vivante, 1990–2010							
Pays/région	Stocks de carbone dans la biomasse forestières vivante (millions de tonnes)					Changement annuel (1 000 t/an)	
	1990	2000	2005	2010	Par superficie 2010 (Tonnes/ha)	1990–2000	2000–2010
Bolivie (État plurinational de)	4 877	4 666	4 561	4 442	78	-21	-22
Bésil	68 119	65 304	63 679	62 607	121	-282	-270
Colombie	7 032	6 918	6 862	6 805	112	-11	-11
Équateur	-	-	-	-	-	-	-
Guyane française	1 672	1 657	1 654	1 651	204	-2	-1
Guyana	1 629	1 629	1 629	1 629	107	0	0
Pérou	8 831	8 713	8 654	8 560	126	-12	-15
Suriname	3 168	3 168	3 168	3 165	214	0	n.s.
Venezuela (République bolivarienne du)	-	-	-	-	-	-	-
Bassin amazonien	-	-	-	-	-	-	-
Angola	4 573	4 479	4 432	4 385	75	-9	-9
Burundi	25	19	18	17	96	-1	0
Cameroun	3 292	2 993	2 844	2 696	135	-30	-30
République centrafricaine	2 936	2 898	2 879	2 861	127	-4	-4
Congo	3 487	3 461	3 448	3 438	153	-3	-2
République démocratique du Congo	20 433	20 036	19 838	19 639	127	-40	-40
Guinée équatoriale	232	217	210	203	125	-1	-1
Gabon	2 710	2 710	2 710	2 710	123	0	0
Rwanda	35	18	35	39	91	-2	2
Sao Tomé-et-Principe	4	4	4	4	141	0	0
Bassin du Congo	-	-	-	-	-	-	-
Brunéi Darussalam	81	76	74	72	188	n.s.	n.s.
Cambodge	609	537	495	464	46	-7	-7
Indonésie	16 335	15 182	14 299	13 017	138	-115	-217
République démocratique populaire Lao	1 186	1 133	1 106	1 074	68	-5	-6
Malaisie	2 822	3 558	3 362	3 212	157	74	-35
Myanmar	2 040	1 814	1 734	1 654	52	-23	-16
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2 537	2 423	2 365	2 306	80	-11	-12
Philippines	641	655	660	663	87	1	1
Singapour	-	-	-	-	-	-	-
Thaïlande	908	881	877	880	46	-3	n.s.
Viet Nam	778	927	960	992	72	15	7
Asie du Sud-Est	-	-	-	-	-	-	-
Bassins forestiers tropicaux	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 11

Changement du régime de propriété des forêts, 1990–2005

Pays/région	Propriété publique des forêts			
	1990	2000	2005	% de superficie forestière en 2005
Bolivie (État plurinational de)	62 775	60 071	58 714	100
Brésil	482 709	449 126	431 334	81
Colombie	2 362	5 963	13 478	22
Équateur	-	2 655	1 649	15
Guyane française	8 168	8 098	8 080	100
Guyana	-	-	12 222	80
Pérou	-	57 492	42 340	62
Suriname	14 689	14 689	14 689	99
Venezuela (République bolivarienne du)	52 026	49 151	47 713	100
Bassin amazonien	-	-	630 219	77
Angola	60 976	59 728	59 104	100
Burundi	289	198	181	100
Cameroun	24 316	22 116	21 016	100
République centrafricaine	18 127	21 268	20 788	91
Congo	22 726	22 556	22 471	100
République démocratique du Congo	160 363	157 249	155 692	100
Guinée équatoriale	1 860	1 743	1 685	100
Gabon	22 000	22 000	22 000	100
Rwanda	245	265	303	79
Sao Tomé-et-Principe	-	-	-	-
Bassin du Congo	-	-	303 240	99
Brunéi Darussalam	413	397	389	100
Cambodge	12 944	11 546	10 731	100
Indonésie	103 058	90 224	89 449	91
République démocratique populaire Lao	17 314	16 532	16 142	100
Malaisie	21 877	21 347	20 559	98
Myanmar	39 218	34 868	33 280	100
Papouasie-Nouvelle-Guinée	946	904	883	3
Philippines	-	6 058	6 291	85
Singapour	2	2	2	100
Thaïlande	17 641	17 011	16 696	88
Viet Nam	5 603	6 402	9 398	72
Asie du Sud-Est	-	-	203 820	82
Bassins forestiers tropicaux	-	-	1 137 279	83

Propriété privée des forêts				Autres régimes de propriété des forêts			
1990	2000	2005	% de superficie forestière en 2005	1990	2000	2005	% de superficie forestière en 2005
20	20	20	n.s.	0	0	0	0
92 130	96 817	99 160	19	0	0	0	0
2 506	2 506	40 797	67	57 651	53 040	6 729	11
-	0	165	2	-	9 186	9 038	83
20	20	20	n.s.	0	0	0	0
-	-	2 983	20	-	-	0	0
-	10 518	12 617	18	-	1 203	13 785	20
87	87	87	1	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0
-	-	155 849	19	-	-	29 552	4
0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	5 076	1 635	1 967	9
0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0
73	79	82	21	0	0	0	0
-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	82	0	-	-	1 967	1
0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0
15 487	9 185	8 408	9	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0
499	244	331	2	0	0	0	0
0	0	41	n.s.	0	0	0	0
30 577	29 229	28 554	97	0	0	0	0
-	1 059	1 100	15	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0
1 908	1 993	2 202	12	0	0	0	0
109	2 255	3 120	24	3 651	3 068	559	4
-	-	43 756	18	-	-	559	0
-	-	199 687	15	-	-	32 078	2

Tableau 12

Droits de gestion des forêts publiques, 2005 (%)					
Pays/région	Détenteur des droits de gestion des forêts publiques				
	Administration publique	Particuliers	Organismes et institutions commerciaux	Communautés	Autres
Bolivie (État plurinational de)	85	2	10	1	1
Brésil	63	0	0	37	0
Colombie	100	0	0	0	0
Équateur	-	-	-	-	-
Guyane française	100	0	0	0	0
Guyana	100	0	0	0	0
Pérou	40	0	0	0	60
Suriname	85	2	8	3	1
Venezuela (République bolivarienne du)	96	0	4	0	0
Bassin amazonien	68	n.s.	1	26	4
Angola	100	0	0	0	0
Burundi	100	0	0	0	0
Cameroun	56	0	41	3	0
République centrafricaine	1	0	15	0	84
Congo	42	0	58	0	0
République démocratique du Congo	90	0	10	0	0
Guinée équatoriale	87	1	9	3	0
Gabon	100	0	0	0	0
Rwanda	100	0	0	0	0
Sao Tomé-et-Principe	-	-	-	-	-
Bassin du Congo	81	n.s.	13	n.s.	6
Brunéi Darussalam	100	0	0	0	0
Cambodge	-	-	-	2	-
Indonésie	43	n.s.	57	n.s.	0
République démocratique populaire Lao	-	-	-	-	-
Malaisie	90	0	10	0	0
Myanmar	-	-	-	-	-
Papouasie-Nouvelle-Guinée	96	0	4	0	0
Philippines	32	n.s.	20	47	0
Singapour	100	0	0	0	0
Thaïlande	-	-	-	-	-
Viet Nam	-	-	-	-	-
Asie du Sud-Est	51	n.s.	46	2	0
Bassins forestiers tropicaux	70	n.s.	10	16	4

Tableau 13

Fonction principale désignée de la forêt, 2010								
Pays/région	Forêts							
	Superficie totale	Production	Protection	Conservation	Services sociaux	Usages multiples	Autre	Aucune ou inconnue
	1 000 ha	%	%	%	%	%	%	%
Bolivie (État plurinational de)	57 196	0	0	19	0	81	0	n.s.
Brésil	519 522	7	8	9	23	4	0	49
Colombie	60 499	13	1	14	0	0	0	72
Équateur	9 865	2	24	49	0	21	0	4
Guyane française	8 082	0	0	30	0	52	0	18
Guyana	15 205	97	0	1	2	0	0	0
Pérou	67 992	37	n.s.	27	n.s.	26	0	10
Suriname	14 758	27	0	15	0	4	0	55
Venezuela (République bolivarienne du)	46 275	49	17	34	0	0	0	0
Bassin amazonien	799 394	14	7	14	15	11	0	40
Angola	58 480	4	0	3	0	0	0	93
Burundi	172	9	0	0	0	0	0	91
Cameroun	19 916	73	3	17	1	6	n.s.	0
République centrafricaine	22 605	21	0	1	0	78	0	0
Congo	22 411	88	0	4	0	7	0	0
République démocratique du Congo	154 135	5	0	17	0	0	0	78
Guinée équatoriale	1 626	5	0	36	3	53	3	0
Gabon	22 000	45	0	18	n.s.	36	0	0
Rwanda	435	74	12	0	0	14	0	0
Sao Tomé-et-Principe	27	-	-	-	-	-	-	-
Bassin du Congo	301 807	20	n.s.	12	n.s.	10	n.s.	58
Brunéi Darussalam	380	58	5	21	1	0	0	15
Cambodge	10 094	33	5	39	1	4	0	17
Indonésie	94 432	53	24	16	0	0	0	7
République démocratique populaire Lao	15 751	23	58	19	n.s.	0	0	0
Malaisie	20 456	62	13	10	0	15	0	0
Myanmar	31 773	62	4	7	0	27	0	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	28 726	25	0	5	0	5	0	66
Philippines	7 665	76	8	16	0	0	0	0
Singapour	2	0	0	100	0	0	0	0
Thaïlande	18 972	14	7	47	1	0	0	32
Viet Nam	13 797	47	37	16	0	0	0	0
Asie du Sud-Est	242 048	46	18	16	n.s.	6	0	14
Bassins forestiers tropicaux	1 343 249	21	7	14	9	10	n.s.	39

Tableau 14

Changement de la superficie affectée à la production, la protection et la conservation, 1990–2010

Pays/région	Forêts (1 000 ha)								
	Production			Protection			Conservation		
	1990	2000	2010	1990	2000	2010	1990	2000	2010
Bolivie (État plurinational de)	-	0	0	-	0	0	-	10 680	10 680
Brésil	12 754	15 215	34 251	42 574	42 574	42 574	19 869	22 746	46 966
Colombie	7 964	7 835	7 707	598	589	579	8 828	8 685	8 543
Équateur	-	161	167	-	2 404	2 415	-	4 682	4 805
Guyane française	181	0	0	0	0	0	0	435	2 418
Guyana	-	14 696	14 696	-	0	0	-	151	151
Pérou	39 877	39 877	24 900	316	316	316	4 777	13 321	18 505
Suriname	2 500	4 010	3 932	0	0	0	1 887	1 887	2 192
Venezuela (République bolivarienne du)	-	25 481	22 605	-	7 915	7 915	-	15 755	15 755
Bassin amazonien	-	-	108 258	-	-	53 799	-	-	110 015
Angola	2 422	2 369	2 317	0	0	0	1 862	1 862	1 862
Burundi	10	10	15	0	0	0	0	0	0
Cameroun	10 814	10 983	14 561	300	703	593	2 251	2 958	3 336
République centrafricaine	4 826	4 826	4 826	0	0	0	167	247	247
Congo	20 042	19 892	19 768	0	0	0	1 001	994	986
République démocratique du Congo	-	-	7 002	-	0	0	-	19 600	26 314
Guinée équatoriale	-	249	87	-	0	0	-	586	586
Gabon	19 078	19 078	9 987	0	0	0	2 902	2 902	4 000
Rwanda	217	247	321	31	35	52	0	0	0
Sao Tomé-et-Principe	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bassin du Congo	-	-	58 884	-	-	645	-	-	37 331
Brunéi Darussalam	138	219	219	19	19	19	75	81	81
Cambodge	2 244	4 919	3 374	0	6	551	2 776	3 381	3 985
Indonésie	62 342	51 628	49 680	24 301	23 272	22 667	16 415	15 324	15 144
République démocratique populaire Lao	3 164	3 380	3 596	11 634	10 310	9 074	2 500	2 815	3 043
Malaisie	11 736	12 921	12 739	2 700	2 910	2 694	1 120	1 120	1 946
Myanmar	4 422	24 644	19 633	312	1 499	1 352	720	1 220	2 081
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3 994	7 474	7 132	0	0	0	409	1 376	1 312
Philippines	4 538	5 295	5 861	526	569	613	1 108	1 153	1 191
Singapour	0	0	0	0	0	0	2	2	2
Thaïlande	1 941	2 030	2 653	727	1 081	1 332	6 726	8 707	8 853
Viet Nam	5 707	4 653	6 524	2 925	5 502	5 131	731	1 570	2 142
Asie du Sud-Est	-	-	111 411	-	-	43 433	-	-	39 780
Bassins forestiers tropicaux	-	-	278 553	-	-	97 877	-	-	187 126

Tableau 15

Changement des prélèvements de produits ligneux, 1990–2009

Pays/région	Prélèvements du bois (1 000 m ³ sous écorce)							
	Bois rond industriel Volume total				Combustibles ligneux Volume total			
	1990	2000	2005	2009	1990	2000	2005	2009
Bolivie (État plurinational de)	372	468	810	910	1 921	2 142	2 251	2 329
Bésil	74 277	102 994	117 987	122 160	120 301	132 408	137 756	141 989
Colombie	3 683	2 164	1 626	2 390	6 766	10 893	10 301	8 826
Équateur	3 531	546	1 211	1 940	3 113	5 129	5 507	4 090
Guyane française	188	60	72	93	45	75	100	122
Guyana	150	289	497	458	916	880	863	851
Pérou	1 073	1 511	1 742	1 347	6 518	7 777	7 364	7 343
Suriname	106	181	182	208	38	43	45	47
Venezuela (République bolivarienne du)	938	1 103	1 443	2 348	2 990	3 605	3 843	4 011
Bassin amazonien	84 318	109 316	125 570	131 854	142 608	162 951	168 031	169 608
Angola	843	1 096	1 096	1 096	2 342	3 163	3 574	3 917
Burundi	49	333	333	333	5 844	5 420	8 542	9 111
Cameroun	3 136	1 894	1 800	2 616	7 648	9 111	9 485	9 818
République centrafricaine	425	955	832	841	3 055	2 000	2 000	2 000
Congo	1 598	1 362	2 181	2 431	974	1 153	1 369	1 315
République démocratique du Congo	3 053	3 674	4 198	4 452	44 183	64 903	71 066	75 446
Guinée équatoriale	187	689	419	419	447	447	447	190
Gabon	1 633	2 584	3 200	3 400	452	515	1 070	1 070
Rwanda	20	400	495	1 212	3 000	5 000	5 000	1 865
Sao Tomé-et-Principe	9	9	9	9	79	96	102	106
Bassin du Congo	10 953	12 996	14 563	16 809	68 024	91 809	102 655	104 840
Brunéi Darussalam	215	117	112	112	11	12	12	12
Cambodge	567	179	113	118	11 228	10 119	9 221	8 586
Indonésie	38 366	33 497	37 572	36 354	126 043	88 981	73 720	62 341
République démocratique populaire Lao	455	567	194	218	5 627	5 872	5 944	5 946
Malaisie	41 260	24 380	25 186	20 126	4 010	3 346	3 068	2 858
Myanmar	3 653	3 612	4 262	4 262	17 645	34 471	38 286	38 286
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2 655	2 309	2 614	3 040	5 533	5 533	5 533	5 533
Philippines	4 928	3 079	3 129	3 798	15 176	13 615	12 950	12 469
Singapour	0	0	0	0	0	0	0	0
Thaïlande	3 093	6 262	8 700	8 700	21 807	20 553	19 866	19 398
Viet Nam	4 669	4 183	4 754	5 850	26 534	26 686	26 350	22 000
Asie du Sud-Est	99 861	78 184	86 635	82 577	233 614	209 187	194 950	177 429
Bassins forestiers tropicaux	195 131	200 496	226 768	231 240	444 246	463 946	465 636	451 877

Source: FAO, 2011a.

Tableau 16

Emploi formel dans le secteur forestier, 2006

Pays/région	Production de bois rond	Transformation du bois	Pâte et papier	Total pour le secteur forestier	
	1 000	1 000	1 000	1 000	% de la force de travail
Bolivie (État plurinational de)	4	3	2	9	0,2
Brésil	306	503	201	1 010	1,2
Colombie	3	4	18	25	0,1
Équateur	13	4	7	24	0,4
Guyane française	n.s.	n.s.	–	n.s.	0,3
Guyana	3	5	–	8	1,9
Pérou	19	6	6	31	0,3
Suriname	1	3	n.s.	4	2,2
Venezuela (République bolivarienne du)	8	25	33	66	0,5
Bassin amazonien	358	553	267	1 178	0,9
Angola	2	1	n.s.	3	n.s.
Burundi	n.s.	2	n.s.	2	n.s.
Cameroun	12	8	1	20	0,3
République centrafricaine	2	2	n.s.	4	0,2
Congo	4	3	n.s.	7	0,5
République démocratique du Congo	6	n.s.	–	6	n.s.
Guinée équatoriale	1	n.s.	–	1	0,5
Gabon	8	4	n.s.	12	1,9
Rwanda	1	1	–	1	n.s.
Sao Tomé-et-Principe	–	–	–	–	–
Bassin du Congo	36	20	1	57	0,1
Brunéi Darussalam	1	n.s.	–	2	0,9
Cambodge	n.s.	1	n.s.	1	n.s.
Indonésie	69	148	104	321	0,3
République démocratique populaire Lao	1	2	n.s.	3	0,1
Malaisie	88	126	35	248	2,3
Myanmar	24	21	3	48	0,2
Papouasie-Nouvelle-Guinée	8	4	–	12	0,4
Philippines	8	20	21	49	0,1
Singapour	0	2	4	6	0,3
Thaïlande	8	62	67	137	0,4
Viet Nam	22	120	70	212	0,5
Asie du Sud-Est	230	506	304	1 039	0,4
Bassins forestiers tropicaux	624	1 078	571	2 274	0,5

Source: FAO, 2008.

Tableau 17

Contribution du secteur forestier au PIB, 2006					
Pays/région	Valeur ajoutée brute				
	Foresterie et exploitation forestière	Industrie du bois	Industrie de la pâte et du papier	Total pour le secteur forestier	
	US\$ million	US\$ million	US\$ million	US\$ million	% contribution to PIB
Bolivie (État plurinational de)	92	111	38	241	2,7
Brésil	18 198	3 953	6 055	28 206	2,8
Colombie	140	166	503	810	0,7
Équateur	277	427	190	893	2,3
Guyane française	2	2	–	4	0,1
Guyana	18	13	–	31	4,1
Pérou	278	204	458	940	1,1
Suriname	6	9	–	15	0,9
Venezuela (République bolivarienne du)	540	629	484	1 653	1,0
Bassin amazonien	19 552	5 513	7 728	32 793	2,3
Angola	260	2	1	262	0,6
Burundi	10	5	n.s.	15	1,8
Cameroun	236	74	13	324	1,9
République centrafricaine	133	10	1	144	11,1
Congo	45	27	–	72	1,1
République démocratique du Congo	185	2	–	186	2,3
Guinée équatoriale	86	2	–	87	0,9
Gabon	171	118	n.s.	290	3,0
Rwanda	30	1	–	31	1,3
Sao Tomé-et-Principe	–	–	–	–	–
Bassin du Congo	1 155	241	16	1 411	1,4
Brunéi Darussalam	3	6	–	9	0,1
Cambodge	139	5	29	173	2,8
Indonésie	3 283	3 896	2 386	9 564	2,5
République démocratique populaire Lao	103	1	n.s.	104	3,0
Malaisie	2 423	1 514	661	4 598	3,0
Myanmar	35	1	1	38	0,3
Papouasie-Nouvelle-Guinée	316	84	–	400	6,7
Philippines	94	157	308	560	0,5
Singapour	–	38	181	218	0,2
Thaïlande	149	333	1 211	1 693	0,8
Viet Nam	674	370	328	1 372	2,4
Asie du Sud-Est	7 219	6 406	5 105	18 730	1,7
Bassins forestiers tropicaux	27 926	12 160	12 848	52 934	2,0

Source: FAO, 2008.

Tableau 18

Domaine forestier permanent et superficie soumise à la gestion durable des forêts, 2010

Pays/région	Domaine forestier permanent		Superficie forestière ayant un plan d'aménagement		Superficie forestière certifiée		Superficie forestière sous gestion durable des forêts	
	1 000 ha	% de superficie forestière	1 000 ha	% de superficie forestière	1 000 ha	% de superficie forestière	1 000 ha	% de superficie forestière
Bolivie (État plurinational de)	38 200	67	13 180	23	1 720	3	4 410	8
Brésil	310 000	60	18 720	4	2 700	1	2 700	1
Colombie	14 840	25	606	1	9	n.s.	771	1
Équateur	8 518	86	2 387	24	0	0	805	8
Guyane française*	6 598	82	2 222	27	-	-	2 425	30
Guyana	12 200	80	4 385	29	185	1	852	6
Pérou	38 100	56	19 163	28	713	1	3 483	5
Suriname	7 513	51	2 359	16	89	1	1 707	12
Venezuela (République bolivarienne du)	32 560	70	12 474	27	0	0	1 235	3
Bassin amazonien	-	-	-	-	-	-	-	-
Angola*	58 480	100	0	0	-	-	-	-
Burundi*	76	44	-	-	-	-	44	26
Cameroun	12 800	64	7 232	36	705	4	2 675	13
République centrafricaine	5 760	25	2 440	11	0	0	120	1
Congo	18 850	84	9 195	41	1 908	9	3 374	15
République démocratique du Congo	48 300	31	7 263	5	0	0	0	0
Guinée équatoriale*	1 626	100	-	-	-	-	-	-
Gabon	13 500	61	4 690	21	1 870	9	3 650	17
Rwanda	-	-	-	-	-	-	-	-
Sao Tomé-et-Principe	-	-	-	-	-	-	-	-
Bassin du Congo	-	-	-	-	-	-	-	-
Brunéi Darussalam*	322	85	-	-	-	-	322	85
Cambodge	8 240	82	1 640	16	0	0	0	0
Indonésie	65 900	70	18 380	19	1 125	1	4 520	5
République démocratique populaire Lao	-	-	-	-	-	-	-	-
Malaisie	13 877	68	14 028	69	5 228	26	9 529	47
Myanmar	21 130	67	22 012	69	0	0	291	1
Papouasie-Nouvelle-Guinée	10 400	36	769	3	3	n.s.	193	1
Philippines	6 040	79	2 166	28	0	0	79	1
Singapour	-	-	-	-	-	-	-	-
Thaïlande	10 261	54	671	4	11	n.s.	413	2
Viet Nam	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie du Sud-Est	-	-	-	-	-	-	-	-
Bassins forestiers tropicaux	-	-	-	-	-	-	-	-

Source: * FAO, 2010a. Toutes les autres données: ITTO (sous presse)

Tableau 19

Changement de la superficie forestière dans les aires protégées, 1990–2010

Pays/région	Superficie forestière dans les aires protégées							
	Superficie (1 000 ha)				Taux de changement annuel			
					1990–2000		2000–2010	
	1990	2000	2005	2010	1 000 ha/an	%	1 000 ha/an	%
Bolivie (État plurinational de)	-	-	10 680	10 680	-	-	-	-
Brésil	62 443	65 312	78 038	89 541	287	0,45	2 423	3,21
Colombie	-	-	-	-	-	-	-	-
Équateur	-	-	-	-	-	-	-	-
Guyane française	-	n.s.	n.s.	2 418	-	-	-	-
Guyana	-	-	-	-	-	-	-	-
Pérou	-	-	-	-	-	-	-	-
Suriname	-	1 887	2 015	2 015	-	-	13	0,66
Venezuela (République bolivarienne du)	-	-	-	-	-	-	-	-
Bassin amazonien	-	-	-	-	-	-	-	-
Angola	1 862	1 862	1 862	1 862	0	0	0	0
Burundi	50	40	40	40	-1	-2,21	0	0
Cameroun	5 253	6 000	6 373	9 105	75	1,34	311	4,26
République centrafricaine	167	247	247	247	8	3,99	0	0
Congo	1 001	994	990	986	-1	-0,07	-1	-0,08
République démocratique du Congo	-	-	-	16 297	-	-	-	-
Guinée équatoriale	0	586	586	586	59	-	0	0
Gabon	2 902	2 902	3 007	3 434	0	0	53	1,70
Rwanda	70	62	62	62	-1	-1,21	0	0
Sao Tomé-et-Principe	-	-	-	-	-	-	-	-
Bassin du Congo	-	-	-	-	-	-	-	-
Brunéi Darussalam	19	19	19	19	0	0	0	0
Cambodge	3 277	3 184	3 138	3 092	-9	-0,29	-9	-0,29
Indonésie	40 716	38 596	38 224	37 811	-212	-0,53	-79	-0,21
République démocratique populaire Lao	-	-	-	-	-	-	-	-
Malaisie	3 820	4 030	4 930	4 640	21	0,54	61	1,42
Myanmar	720	1 220	4 901	2 081	50	5,42	86	5,49
Papouasie-Nouvelle-Guinée	313	313	313	313	0	0	0	0
Philippines	1 634	1 722	1 764	1 804	9	0,53	8	0,47
Singapour	-	-	-	-	-	-	-	-
Thaïlande	7 134	9 133	9 394	9 426	200	2,50	29	0,32
Viet Nam	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie du Sud-Est	-	-	-	-	-	-	-	-
Bassins forestiers tropicaux	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 20

Cadre stratégique et juridique, 2008									
Pays/région	Politique			Programme forestier national			Loi forestière		
	Nationale		Sous-nationale				Nationale		Sous-nationale
	Existe	Année	Existe	Existe	Année	Situation	Situation	Année	Existe
Bolivie (État plurinational de)	Oui	2008	Non	Oui	2008	en cours de mise en oeuvre	Loi forestière spécifique	1996	Non
Brésil	Non	-	Oui	Oui	2000	en cours de mise en oeuvre	Loi forestière spécifique	1965	Oui
Colombie	Oui	1996	Non	Oui	2000	sous révision	Incorporée dans une autre loi	1974	Non
Équateur	Oui	2002	Non	Oui	2002	en cours de mise en oeuvre	Loi forestière spécifique	1981	Non
Guyane française	Oui	2007	Oui	Oui	2006	en cours de mise en oeuvre	Loi forestière spécifique	2001	Oui
Guyana	Oui	1997	Non	Oui	2001	en cours de mise en oeuvre	Loi forestière spécifique	1953	Non
Pérou	Non	-	Oui	Oui	2004	en cours de mise en oeuvre	Loi forestière spécifique	2000	Non
Suriname	Oui	2003	Non	Oui	2006	en cours de formulation	Loi forestière spécifique	1992	Non
Venezuela (République bolivarienne du)	Oui	1999	Non	Non	-	en cours de mise en oeuvre	Loi forestière spécifique	2008	Non
Bassin amazonien	7	-	3	8	-	-	-	-	2
Angola	Non	-	Oui	Oui	-	en cours de formulation	Loi forestière spécifique	1955	Oui
Burundi	Oui	2006	Non	Oui	-	en cours de mise en oeuvre	Loi forestière spécifique	1985	Non
Cameroun	Oui	1993	Non	Oui	2005	en cours de mise en oeuvre	Loi forestière spécifique	1994	Non
République centrafricaine	Oui	2003	Non	Oui	1994	Temporairement suspendu	Loi forestière spécifique	2008	Non
Congo	Oui	2002	Non	Oui	-	en cours de formulation	Loi forestière spécifique	2000	Non
République démocratique du Congo	Non	-	Non	Oui	2009	en cours de mise en oeuvre	Loi forestière spécifique	2002	Non
Guinée équatoriale	Oui	1997	Non	Oui	2000	en cours de formulation	-	1997	Non
Gabon	Oui	2004	-	Oui	1993	Temporairement suspendu	Loi forestière spécifique	2001	-
Rwanda	Oui	2004	Non	-	-	-	Loi forestière spécifique	1988	Non
Sao Tomé-et-Principe	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bassin du Congo	7	-	1	8	-	-	-	-	1
Brunéi Darussalam	Oui	1989	Non	Oui	-	en cours de mise en oeuvre	Loi forestière spécifique	1934	Non
Cambodge	Oui	2002	Non	Oui	2007	en cours de formulation	Loi forestière spécifique	2002	Non
Indonésie	Oui	2006	Non	Oui	2000	en cours de mise en oeuvre	Loi forestière spécifique	1999	Non
République démocratique populaire Lao	Oui	1991	-	Oui	2005	-	Loi forestière spécifique	2006	-
Malaisie	Oui	1992	Oui	Oui	2006	en cours de mise en oeuvre	Loi forestière spécifique	1984	Oui
Myanmar	Oui	-	-	Oui	2001	en cours de mise en oeuvre	Loi forestière spécifique	1902	-
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Oui	1991	Non	Non	-	-	Loi forestière spécifique	1991	Non
Philippines	Oui	1995	Non	Oui	2003	en cours de mise en oeuvre	Loi forestière spécifique	1975	Non
Singapour	Non	-	Non	Non	-	-	Incorporée dans une autre loi	2005	Non
Thaïlande	Oui	2007	-	Oui	1985	en cours de mise en oeuvre	Loi forestière spécifique	1941	-
Viet Nam	Oui	2003	Non	Oui	1987	en cours de mise en oeuvre	Loi forestière spécifique	1992	Non
Asie du Sud-Est	10	-	1	9	-	-	-	-	1
Bassins forestiers tropicaux	24	-	5	25	-	-	-	-	4

Tableau 21

Etat de la ratification des accords internationaux liés aux forêts au 1^{er} janvier 2010

Pays/région	CDB ^a	CCCC ^b	Protocole de Kyoto ^c	UNCCD ^d	AIBT ^e	CITES ^f	Ramsar ^g	Convention sur le patrimoine mondial ^h	NLBI ⁱ
Bolivie (État plurinational de)	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Brésil	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Colombie	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Équateur	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Guyane française*	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Guyana	X	X	X	X	X	X		X	X
Pérou	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Suriname	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Venezuela (République bolivarienne du)	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Bassin amazonien	9	9	9	9	9	9	8	9	9
Angola	X	X	X	X				X	X
Burundi	X	X	X	X		X	X	X	X
Cameroun	X	X	X	X	X	X	X	X	X
République centrafricaine	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Congo	X	X	X	X	X	X	X	X	X
République démocratique du Congo	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Guinée équatoriale	X	X	X	X		X	X	X	X
Gabon	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Rwanda	X	X	X	X		X	X	X	X
Sao Tomé-et-Principe	X	X	X	X		X	X	X	X
Bassin du Congo	10	10	10	10	5	9	9	10	10
Brunéi Darussalam	X	X	X	X		X			X
Cambodge	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Indonésie	X	X	X	X	X	X	X	X	X
République démocratique populaire Lao	X	X	X	X		X	X	X	X
Malaisie	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Myanmar	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Papouasie-Nouvelle-Guinée	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Philippines	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Singapour	X	X	X	X		X			X
Thaïlande	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Viet Nam	X	X	X	X		X	X	X	X
Asie du Sud-Est	11	11	11	11	7	11	9	9	11
Bassins forestiers tropicaux	30	30	30	30	21	29	26	28	30

* En tant que territoire dépendant, la Guyane française n'a ratifié aucun de ces accords, mais elle est couverte par eux grâce aux ratifications par la France.

^a CDB: <http://www.cbd.int/convention/parties/list/>

^b CCCC: http://unfccc.int/parties_and_observers/parties/items/2352.php

^c Protocole de Kyoto: http://unfccc.int/kyoto_protocol/status_of_ratification/items/2613.php

^d UNCCD: <http://www.unccd.int/convention/ratif/doiif.php>

^e AIBT: http://www.itto.int/fr/itto_members/

^f CITES: <http://www.cites.org/eng/disc/parties/alpha.html>

^g Ramsar: http://www.ramsar.org/cda/en/ramsar-about-parties-contracting-parties-to-23808/main/ramsar/1-36-123%5e23808_4000_0_

^h Convention sur le patrimoine mondial: <http://whc.unesco.org/en/statesparties/>

ⁱ NLBI: <http://www.un.org/en/members/>

Tableau 22

Participation aux initiatives mondiales relatives à la préparation à la REDD+

Pays/région	UN-REDD ^a	FCPF ^b	Protocole du FIP ^c	FEM ^d	Bilatérales ^e	OIBT - REDDES ^f
Bolivie (État plurinational de)	X	X		Z		
Bésil			X	Z	X	X
Colombie	Z	X			X	
Équateur	X					
Guyane française						
Guyana	Z	X			X	X
Pérou		X	X		X	X
Suriname						
Venezuela (République bolivarienne du)						
Bassin amazonien	4	4	2	2	4	3
Angola						
Burundi						
Cameroun		X		X		
République centrafricaine	Z	X		X		
Congo	Z	X		X		
République démocratique du Congo	X	X	X	X	X	X
Guinée équatoriale		X		X		
Gabon	Z	X		X		
Rwanda						
Sao Tomé-et-Principe						
Bassin du Congo	4	6	1	6	1	0
Brunéi Darussalam						
Cambodge	X	X		Z		
Indonésie	X	X	X		X	X
République démocratique populaire Lao		X	X			
Malaisie						
Myanmar						
Papouasie-Nouvelle-Guinée	X	X				
Philippines	X					
Singapour						
Thaïlande		X		Z		
Viet Nam	X	X				
Asie du Sud-Est	5	6	2	2	1	1
Bassins forestiers tropicaux	13	16	5	10	6	4

^a UN-REDD: <http://www.un-redd.org/> Noter que "Z" = Pays partenaires (ne reçoivent pas de soutien direct aux programmes nationaux)

^b FCPF: <http://www.forestcarbonpartnership.org/fcp/>

^c FIP: <http://www.climateinvestmentfunds.org/cif/node/5>

^d FEM: <http://www.gefonline.org/Country/CountryProfile.cfm> (Noter que les projets "Z" = GDF (ne sont pas REDD+ mais contribuent à l'objectif))

^e Bilatéral: <http://www.faststartfinance.org/home>

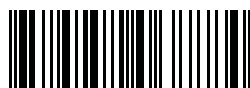
^f OIBT-REDES: http://www.itto.int/thematic_programme_general/

Le présent rapport a été préparé comme document d'information pour le *Sommet des trois bassins forestiers tropicaux* qui se tiendra à Brazzaville, République du Congo, du 31 mai au 3 juin 2011. Il tire parti du travail accompli par le Département des forêts de la FAO et l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), deux organisations internationales spécialisées dans la fourniture d'informations sur ces forêts et la promotion de leur gestion durable.

Les principaux faits mis en évidence dans le rapport comprennent la diminution des taux de déforestation dans toutes les régions, la participation accrue des parties prenantes à tous les domaines; des augmentations lentes mais progressives des superficies estimées être soumises à une gestion durable et les efforts faits pour évaluer le rôle des forêts dans l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets. Résultat plus inquiétant, chaque année des millions d'hectares de forêts tropicales dans ces régions continuent à disparaître, sont gravement dégradés ou convertis à d'autres utilisations foncières.

Le type d'information contenu dans ce rapport sera crucial non seulement pour les débats qui se dérouleront au Sommet mais aussi pour jeter la base d'un cadre pour la collaboration régionale et interrégionale accrue visant à promouvoir ultérieurement la gestion durable des forêts présentes dans les *Trois bassins forestiers tropicaux*.

ISBN 978-92-5-206888-4



9 7 8 9 2 5 2 0 6 8 8 8 4

I2247F/1/05.11